

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- Mitterrand Président 1
- La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial 3
- Cours de l'impérialisme mondial 19
- Les bases du militantisme communiste 50
- Le processus de formation des sections nationales de l'IC 67
- Les « trotskystes » contre Trotsky 87

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Mitterrand Président

Tout au long de sa campagne, M. Mitterrand s'est appliqué à démontrer que son élection n'implique nullement un changement de société, mais manifeste simplement l'alternance démocratique. Propagande pour rassurer l'électorat conservateur ? Sans doute, mais pas seulement. A condition de donner aux mots leur véritable signification, la formule a un sens plus profond.

En effet, même lorsque des partis comme les PS, PC ou analogues prétendent mettre en œuvre ou en marche un « changement de société », que doit-on comprendre, puisqu'il est absolument exclu — par leur nature même — qu'ils s'attaquent à l'Etat bourgeois et aux rapports capitalistes de production ? Une telle promesse signifie en fait que la domination de classe de la bourgeoisie se trouve menacée par une vague révolutionnaire du prolétariat, qu'ils essaient de briser. S'ils se présentent alors comme les champions du changement radical, allant parfois jusqu'à parler de révolution, c'est pour dévier les luttes ouvrières de leurs buts de classe, les canaliser et si possible les utiliser pour renforcer l'Etat bourgeois, quitte en dernier recours à déclencher contre elles la répression la plus violente.

Or il est clair que la situation actuelle est loin de présenter cette acuité et n'exige nullement que les partis pseudo-ouvriers mettent en œuvre leur programme maximum. C'est pourquoi il était évident que l'« Union de la Gauche » n'avait aucune chance de passer au printemps 1978... ni au printemps 1981. Sa rupture, en revanche, a rendu possible l'opération alternance démocratique dans laquelle la bourgeoisie française s'est engagée avec beaucoup d'incertitudes et d'hésitations, mais qu'elle a finalement tentée ou laissée faire. Pourquoi ?

Il faut rappeler que, contrairement aux autres pays occidentaux, la France a abordé la crise avec un appareil d'assistance sociale relativement modeste et surtout sans les amortisseurs de la concertation institutionnalisée. Un pouvoir présidentiel fort et concentré avait facilité la modernisation et la restructuration de l'appareil productif, et l'exclusion des partis de gauche du pouvoir pendant 23 ans ne les a certes pas empêchés de faire leur « devoir patriotique ». Mais cette situation conduisait à une coupure croissante entre le « pays légal » et le « pays réel » comme disent les bourgeois, précisément à l'heure où l'accentuation de tous les antagonismes sociaux risque de pousser les ouvriers à la lutte.

Au cours des dernières années, la bourgeoisie s'est étonnée elle-même de la faiblesse des réactions ouvrières à son offensive. Elle sait

qu'elle va au-devant de situations beaucoup plus critiques. Elle sait que des forces qui lui échappent accumulent toujours plus de matière explosive et risquent de provoquer des secousses brutales. L'été polonais, qui a obligé l'Etat bourgeois à intégrer l'opposition démocratique après une grève formidable, lui a peut-être servi d'avertissement. Ne pourrait-on pas faire l'économie d'une grève générale ? Ne pourrait-on pas maintenir les ouvriers dans la passivité ? On peut toujours essayer.

Pour désamorcer les tensions sociales qui s'aggravent, il faut donner aux ouvriers l'espoir et l'illusion d'un changement sans lutte. Pour tenter de rendre plus difficiles et de bloquer les luttes de demain, il faut mettre en place dès aujourd'hui un bon filet amortisseur. Dans cette optique, il fallait changer d'équipe gouvernementale maintenant, à froid et à peu de frais, pour engager un travail de prévention plutôt que de « guérison » de la lutte de classe. C'est délicat, évidemment, et on comprend que la bourgeoisie ait longuement balancé, trouvant des avantages et des risques aux deux méthodes. Et il est clair qu'il ne faut pas aller trop vite en besogne. Ainsi, quel que soit le résultat des législatives de juin, il est très peu probable que le PC participe directement au gouvernement ; à la rigueur, pour très peu de temps. Il faut bien garder une force en réserve !

Car il n'est pas dit du tout que ça marche. La bourgeoisie sait qu'elle pourra de moins en moins offrir des avantages réels à la classe ouvrière, mais devra au contraire reprendre le peu qu'elle a lâché. Certes, les « managers socialistes » donneront quelques miettes : 12 % sur le SMIC, 25 % sur les allocations vieillesse, la suspension de quelques expulsions, etc. Mais elles seront vite annulées et à la longue ne suffiront pas plus que les « rêves » à tenir le prolétariat. La crise qui avance risque d'aller plus vite que l'œuvre de division de la classe ouvrière et de son intégration plus solide à l'Etat projetée par nos socialistes. Les luttes qu'on essaie de prévenir finiront bien par éclater.

Alors, ceux qui voient dans l'élection de Mitterrand une première victoire appelleront les ouvriers à la « consolider ». Ceux qui acclament aujourd'hui le premier pas de la révolution pousseront de toutes leurs forces au deuxième : la participation du PC, puis au troisième : la leur... Ceux qui critiquent aujourd'hui les insuffisances du « programme minimum » du PS exigeront toujours plus fort que les laquais de la bourgeoisie appliquent leur « programme maximum ».

Il faut dénoncer dès aujourd'hui dans cette prétendue « escalade révolutionnaire » l'escalade de la contre-révolution, préventive d'abord, puis de plus en plus active ! Il faut lui opposer la lutte du prolétariat pour ses besoins et ses objectifs de classe, lutte qu'il doit et devra mener contre ces gouvernements qui se disent ses représentants ou ses alliés, mais sont son ennemi en personne. C'est à cette condition que le calcul de la bourgeoisie peut se révéler faux et se retourner contre elle.

La Pologne

point névralgique de l'ordre impérialiste mondial

Pendant toute la période de la transformation bourgeoise de l'Europe, sa situation internationale a placé la Pologne à l'avant-poste de la lutte révolutionnaire.

Elle avait été partagée et repartagée en 1773, en 1792 et en 1795 entre trois grands empires, la Russie, la Prusse et l'Autriche ; puis une nouvelle fois en 1815, après l'intermède de Tilsitt, où Napoléon s'était fabriqué un grand-duché de Pologne à sa botte avec la part prise à la Prusse et une partie des possessions russes. Le rétablissement de la Pologne fut le symbole de la revendication de l'unité nationale. Son morceau intégré à la Prusse était essentiel à la survie de celle-ci ; son indépendance était donc la condition d'une révolution radicale en Allemagne. Elle faisait partie de l'Europe avancée, mais restait prisonnière dans la forteresse russe semi-barbare, et se trouvait donc au premier rang sous les coups du gendarme tsariste et des autres policiers de l'ordre monarchique ; ses insurrections de 1794, de 1830, de 1846, de 1848 et de 1863 ont fait d'elle le symbole de la démocratie luttant contre le vieux système féodal. Quand éclata la révolution de juillet en France et que les Russes décidèrent d'intervenir, ce sont les Polonais qui les en empêchèrent pratiquement en se soulevant. Et quand Sébastiani s'écria plus tard à la chambre française : « L'ordre règne à Varsovie », c'était en réalité l'Europe entière que terrorisait à nouveau le knout russe. Varsovie était le point névralgique de l'ordre établi, européen et international.

Au tournant du XX^e siècle, le mûrissement capitaliste de la Russie déplaça le centre révolutionnaire de l'Europe orientale de Varsovie à Saint-Petersbourg. De plus, le prolétariat polonais, peu nombreux mais extrêmement combatif, durement éprouvé par la répression de la révolution de 1905 à laquelle il participa généreusement, fut malheureusement pris de court lors de la première guerre mondiale par la vague du nationalisme petit-bourgeois. Le prolétariat prit le pouvoir à Pétrograd en octobre 1917, mit fin à la guerre impérialiste, se souleva à Berlin en janvier 1919, mais ne fut pas au rendez-vous de l'histoire quand l'Armée rouge de Toukhatchevski, contrant l'agression de Pilsudski excité par les franco-anglais, se retrouva, après une brillante contre-offensive, sous les murs de Varsovie en août 1920, et espéra un moment pouvoir se porter au secours du prolétariat allemand.

En encourageant le nationalisme polonais, les Alliés n'agissaient certainement pas pour les beaux yeux de la Pologne. Si l'on considère

la bourgeoisie française, apparemment la plus éprise de la Pologne, elle l'a en réalité toujours trahie, même dans sa jeunesse révolutionnaire. La dictature jacobine a ignoré l'héroïsme de Kosciuszko. Napoléon avait bien saisi l'importance de la Pologne dans la guerre contre la Russie et se fit payer largement en sang versé son appui à la cause polonaise, avant de la trahir à Tilsitt et à Erfurt. La bourgeoisie lousipharde « vibrat pour la Pologne », mais même un modéré comme Laffitte perdit son ministère à cause de ses penchants interventionnistes. La bourgeoisie quarante-huitarde mit Blanqui en prison parce qu'il brandissait le drapeau de la Pologne. Quant à Napoléon III, il fit voter au Sénat des pétitions sur la Pologne, mais les Russes et les Prussiens eurent les mains libres pour faire leur sale besogne.

Si le général Weygand et le colonel De Gaulle étaient à Varsovie les armes à la main, ce n'était donc pas pour l'amour de l'indépendance de la Pologne. D'ailleurs, la bourgeoisie polonaise elle-même n'en avait plus qu'une idée fort peu révolutionnaire : en Posnanie et surtout en Galicie, elle s'était fait son trou dans les Etats en place et y songeait de moins en moins ; dans le royaume de Pologne, par la bouche du chef de la démocratie nationale, Dmowski, elle s'était bornée à demander au gouvernement tsariste l'autonomie du royaume, en échange de laquelle elle étoufferait elle-même la révolution en Pologne !

La guerre et l'effondrement des empires centraux et du tsarisme provoquèrent cependant un mouvement social que le nationalisme petit-bourgeois d'un Pilsudski sut canaliser. Les impérialismes victorieux s'appuyèrent sur les vieux appétits nationaux des classes dominantes polonaises et leurs revendications sur l'Ukraine et la Lituanie, ainsi que sur la haine cent fois légitime des ouvriers et des paysans polonais contre les oppresseurs grand-russes et les tsars, pour présenter les bolcheviks comme des chauvins rêvant de conquérir la Pologne et pour faire de l'indépendance de la Pologne une machine de guerre contre la révolution prolétarienne. Si le retard du prolétariat polonais peut être considéré alors comme le symbole du retard révolutionnaire collectif de l'Europe occidentale et centrale qui a laissé la Russie prolétarienne isolée, la défaite de l'Armée rouge sous les murs de Varsovie marque la fin du flux de la grande vague révolutionnaire internationale occasionnée par la première guerre impérialiste. Varsovie s'est révélée là aussi un point névralgique, mais cette fois pour la révolution prolétarienne.

Si, au XIX^e siècle, la restauration de la Pologne avait une puissante portée révolutionnaire pour la destruction de l'ordre féodal européen, la possibilité de conserver un petit pays entre les puissants voisins allemand et russe ne pouvait être qu'éphémère. D'ailleurs, ce n'est que grâce à la défaite militaire de l'Allemagne en 1918 et à l'effondrement du tsarisme sous les coups de la révolution bolchévique qu'un Etat national indépendant put voir le jour. Et quel Etat « national » : un Etat tenant en otage dans ses frontières des minorités nationales, Ukrainiens, Biélorusses, Allemands, Juifs, etc., formant plus de 30 % de la population totale ! Et quelle « indépendance », que celle reposant sur la fusion du nationalisme petit-bourgeois et du militarisme polo-

nais, condamnés à se mettre au service de Paris et de Londres et ne tenant que par leur bénédiction !

Une révolution victorieuse à l'échelle de l'Europe entière dans les années vingt aurait radicalement réglé le problème national polonais en éliminant les oppositions impérialistes entre l'Allemagne et la Russie ainsi que les appétits impérialistes polonais, par la liquidation de la classe capitaliste et des propriétaires fonciers dans toute la région. Mais la révolution fut battue. Pire, l'Etat prolétarien de Russie ne put se maintenir dans l'isolement tragique qui était le sien. Il fut finalement vaincu, et capté par les forces liées au développement capitaliste en Russie et, sous les plis du drapeau mensonger du « socialisme dans un seul pays », le stalinisme se fit l'artisan de sa transformation en un « Etat bourgeois ordinaire », selon l'expression même du bourgeois russe émigré Oustrialov.

Dès lors que cette transformation était accomplie en 1926, et l'Internationale transformée en simple instrument diplomatique de l'impérialisme grand-russe renaissant, dès lors que la voie de la révolution prolétarienne était barrée, la perspective d'un nouveau conflit impérialiste surgissait pour un avenir proche, surtout avec l'éclatement de la crise économique des années trente, et la Pologne devait être un objet de convoitise pour les rapaces allemand et grand-russe, au détriment des brigands anglais, français et américain. Soumise à une pression internationale féroce et en proie à une crise économique terrible, la Pologne bourgeoise porta progressivement Pilsudski à la dictature militaire après le coup d'Etat de 1926, qui s'est d'ailleurs opéré avec l'appui des socialistes et des communistes ! Les promesses de réforme agraire ne furent naturellement tenues qu'en infime partie, en revanche les sacrifices exigés de la classe ouvrière ne souffrirent aucun délai. Et on louvoya entre la Russie et l'Allemagne par des pactes de non-agression tous azimuts, ce qui n'empêcha pas de profiter du démembrement de la Tchécoslovaquie par Hitler pour s'emparer le 30 septembre 1938 de la Silésie de Terschén. Il n'y a pas de petits profits...

Naturellement, l'amour des démocraties occidentales pour la Pologne ne résista pas au pacte germano-soviétique et au partage du pays suivant la ligne du Bug en septembre 1939 entre Berlin et Moscou. Par toutes ses implications l'invasion de la Pologne le 1^{er} septembre donnait bien le signal d'un conflit mondial généralisé, mais les franco-anglais ne firent rien pour alléger la pression militaire allemande sur la Pologne, qui s'effondra après un mois de résistance. Que l'intervention russe en Pologne le 17 septembre ait été destinée à « protéger les Ukrainiens et les Biélorusses » fait partie des mensonges diplomatiques habituels. Les staliniens qui, après la rupture du pacte germano-soviétique en 1941, inventèrent de toute pièce une mythologie de résistance anti-allemande, jouirent tranquillement des fruits de la conquête et collaborèrent activement avec leurs partenaires nazis à la mise en coupe réglée du pays.

En mars 1940, des fonctionnaires de la Gestapo rencontrèrent une délégation du NKVD cher à Beria pour mettre au point un plan de

répression commune des organisations clandestines polonaises. Les conséquences de cette collaboration se vérifièrent du côté allemand dans la campagne antisémite bestiale qui culmina dans la destruction du ghetto de Varsovie en mai 1943 et l'extermination de 300.000 de ses habitants, mais aussi du côté russe dans la déportation et la disparition de centaines de milliers de personnes, et en particulier dans le massacre de Katyn, où furent découverts des milliers de cadavres momifiés : des officiers polonais abattus d'une balle dans la nuque.

Cette collaboration ne se limita cependant pas à se débarrasser chacun dans sa zone d'occupation de ses ennemis internes : le judaïsme du côté allemand, le nationalisme militariste polonais du côté russe. En 1944, et malgré l'état de guerre entre eux, les alliés de la veille devaient se livrer par-dessus le front à une opération de police conjointe contre la Commune de Varsovie insurgée contre l'occupant allemand, renouvelant ainsi l'alliance franco-allemande contre la Commune de Paris de 1871. A l'arrivée d'une des colonnes de Rokossovski en vue de Varsovie, cependant que les Alliés élargissent leur tête de pont en Normandie, la population de Varsovie se soulève le 1^{er} août à 17 heures. Selon l'historiographie officielle, occidentale pour s'en glorifier et stalinienne pour la condamner, l'insurrection a été décidée à Londres par le gouvernement Mikolajczyk. Mais, alors que les Allemands avaient ordonné la levée en masse de la population pour fortifier les faubourgs de la ville, et que, devant le refus total de la population, des représailles s'annonçaient menaçantes, il fallait bien, à moins de laisser la classe ouvrière agir seule, essayer d'encadrer son soulèvement inévitable par l'Armée intérieure de Bor-Komorowski en décidant de la date de l'insurrection. Bor ne disposait même pas de carabines et encore moins de mitraillettes pour tous ses hommes, et la population ouvrière n'était armée au départ que de bouteilles incendiaires, de grenades à main et de revolvers pour affronter les troupes motorisées et blindées de la Wehrmacht à qui elle arrache après huit jours de combat le centre, l'est et le sud de la ville.

Tandis que, sous la canonnade des chars Panthère et Tigre et l'incendie systématique de quartiers entiers et les massacres de la population, on attend l'arrivée des Russes, les troupes de Rokossovski bivouaquent sur la rive droite de la Vistule. Tandis que la BBC donne des nouvelles de l'insurrection, Radio-Moscou se tait. C'est seulement le 4 que le PC stalinien donne l'ordre à ses partisans de se joindre à la révolte, et en se mettant sous les ordres du général Bor ! Malgré toutes les injonctions de Churchill de conquérir Varsovie, Staline refuse sèchement, fidèle au principe que seuls les morts cessent d'être des ennemis, laissant aux nazis la tâche de massacrer les insurgés. Le 17 août, alors que la Commune est à l'agonie, les Allemands lancent une offensive infernale, jettant 70.000 hommes contre les quartiers défendus par les ouvriers, leurs femmes et leurs enfants. On attend toujours les troupes russes. En vain ! Elles arriveront trois mois après le massacre... Le 3 octobre, après 63 jours de combat héroïque, les ultimes défenseurs de la Commune se rendent. On compte au bas mot 15.000 morts dans les quartiers détruits. Ce qui reste de la ville est rasé, et le reste des habitants est déporté.

Apparemment, le refus de Moscou d'aider les insurgés peut s'expliquer par son désir de se débarrasser des forces politiques liées au gouvernement de Londres, afin de laisser la place au gouvernement pro-soviétique de Lublin. Cependant, il est clair que l'occupation militaire du pays garantissait déjà à Staline le contrôle de ces forces. D'ailleurs, l'appui de Churchill à l'insurrection a été, à la différence de ce qui s'est passé en Yougoslavie, purement moral. Mis à part quelques parachutages de nourriture, de médicaments et d'armes dont l'autorisation a été arrachée à Staline, il s'est contenté d'appeler officiellement Moscou à l'intervention, dans une zone qui revenait en chasse gardée militaire à Moscou en vertu des accords de Téhéran où les nouvelles frontières de la Pologne étaient déjà fixées... En fait, pour que Staline pût conserver encore quelque prestige aux yeux du prolétariat international, quitte à le perdre aux yeux des prolétaires polonais, il fallait qu'il n'ait pas à se salir les mains dans le sang de la Commune ouvrière de Varsovie, que quelqu'un devait de toute façon mater. Ce fut Hitler qui se chargea de la besogne.

Avec la Commune de Varsovie, la preuve était faite que la situation, qui avait placé au siècle dernier la bourgeoisie en première ligne face à l'ordre établi impérialiste, y portait désormais, bien que dans des conditions changées, la classe ouvrière polonaise.

**

La Pologne détient toujours les clés du passage entre l'Occident et l'Orient. Dans la lente gestation des nations européennes, l'existence même de la Pologne l'opposait à la poussée à l'Est du prussianisme, faisait d'elle un bastion de la civilisation européenne contre la barbarie orientale, et de sa bourgeoisie une vassale des bourgeoisies occidentales. La Pologne restaurée de 1917-23 servit de verrou contre la progression de l'Armée rouge révolutionnaire vers l'Allemagne. La Pologne bourgeoise continuait à se comporter comme bastion de l'Europe vis-à-vis de l'Orient, mais cette fois de l'Europe impérialiste et contre-révolutionnaire vis-à-vis de l'Orient révolutionnaire. Une fois que l'Etat prolétarien de Russie eût cédé la place à l'Etat national, capitaliste et impérialiste grand-russe, et que la guerre européenne fut redevenue inéluctable, un Etat polonais vassal des démocraties occidentales ne pouvait subsister entre les colosses allemand et russe. Pour leur tranquillité, les deux brigands avaient intérêt à faire sauter ce bastion isolé des impérialismes occidentaux, et leur affrontement ne pouvait que le faire voler en éclats. L'effondrement des Etats de l'Axe n'a pas modifié cette position, mais, par les accords de Yalta, l'a généralisée à l'échelle de l'Europe entière.

Ce n'est pas la Pologne qui est sortie partagée de l'action contre-révolutionnaire exercée par les armées de Roosevelt et de Staline sur le corps de l'Europe, c'est le géant allemand lui-même, et avec lui l'Europe entière. L'unité de la Pologne existe, mais la Pologne est serve. Pour qu'elle échappe à cette servitude, il faudrait que l'Europe trouve la force de se faire une place entre les deux super-puissances impérialistes de Moscou et de Washington, et cela ne serait possible qu'en

conquérant cette force sur le dos de l'Afrique et du Moyen-Orient par une sorte de pilsudskisme européen, tout aussi impuissant que le national-militarisme polonais de l'entre deux guerres et bien plus contre-révolutionnaire et antiprolétarien encore !

Mais dans cette Europe polonisée, l'Etat né de Yalta par un brutal « glissement » à l'Ouest cédant Wilno, Brest et Lvov à l'URSS, prenant la Silésie, la Poméranie orientale et le Sud de la Prusse orientale à l'Allemagne avec le déplacement bestial de millions d'hommes que ce « glissement » a entraîné, conserve un rôle stratégique immense. Etat le plus peuplé du glacis occidental de l'URSS, il est un atout majeur de l'impérialisme russe dans la course à l'armement et à l'hégémonie mondiale engagée avec l'Amérique. Et ses plaines commandent toujours le passage des chars de l'URSS en Europe occidentale. C'est ce qui explique que la Pologne est mise en coupe réglée par le grand « frère russe », mais qu'elle reste en même temps courtisée par les impérialismes occidentaux, même si à Yalta ces derniers l'ont abandonnée à son triste sort.

La propagande occidentale n'a pas assez de qualificatifs pour dénoncer le « coup de Prague » et la soumission totale des pays de l'Est à la volonté russe. Cependant, qui est-ce qui a poussé Mikolajczyk, le leader du gouvernement de Londres qui avait derrière lui les paysans, les couches moyennes, les anciens résistants et l'Eglise, à se fondre avec le gouvernement de Lublin à la botte des Russes, ce qui entraîna tous les partis, paysan, démocrate, socialiste, à collaborer dans un gouvernement où les staliniens avaient 14 membres sur 24, qui sinon les impérialismes anglais et américain ? L'effet du « coup de Prague » fut seulement de fusionner tous ces partis en un seul. Les impérialismes occidentaux savent trop, par l'expérience de l'entre deux guerres et de l'été 1944, que seule une dictature, fut-elle exercée par les Russes, peut préserver un Etat faible comme la Pologne de ses fortes tendances centrifuges et le protéger contre les coups de tête d'une classe ouvrière turbulente.

Les impérialismes occidentaux entretiennent tout un chœur de pleureuses officielles pour se lamenter sur les persécutions qui frappent les opposants aux gouvernements pro-soviétiques dans les pays de l'Est en général et en Pologne en particulier, où cette opposition a été symbolisée par l'Eglise, surtout depuis l'arrestation du cardinal Wyszynski en 1953. Ce rôle de l'Eglise est dû à des raisons sociales et politiques évidentes ; après l'élimination du militarisme polonais par la mise au pas de l'armée sous des généraux russes, Rokossovski en tête, et l'élimination des partis politiques, elle était la seule institution ayant une forte influence sociale à cause du poids encore grand de la paysannerie, et pouvant donc servir de pôle d'organisation au nationalisme polonais. Mais le « monde libre » a assisté aux interventions russes à Berlin en 1953, à Budapest en 1956, à Prague en 1968, sans bouger le petit doigt, sans faire suivre d'actes les paroles sur les « droits de l'homme ». C'est qu'à l'Ouest comme à l'Est, l'idéologie s'arrête devant le partage du monde toujours en vigueur. Les impérialismes occidentaux n'en continuent pas moins d'agiter leurs thèmes de propagande. En

cas de nécessité, c'est-à-dire le jour où l'ordre impérialiste mondial né à Yalta deviendra caduc, ils espèrent ainsi pouvoir utiliser de nouveau les élans de la Pologne bourgeoise vers l'indépendance et la liberté pour leurs cyniques appétits stratégiques.

Les bonnes âmes démocratiques et occidentales plaignent beaucoup la classe ouvrière des pays de l'Est, et surtout de la Pologne, d'avoir eu à subir la « transformation socialiste de la société ».

Une des terribles misères des ouvriers polonais viendrait en particulier de la « socialisation de l'agriculture ». En fait, les Russes firent dans les territoires occupés une réforme agraire destinée à s'acheter la sympathie des paysans en leur cédant la terre : la Pologne devint le modèle de l'entreprise familiale naine. Lorsqu'on voulut, en 1948, moderniser l'agriculture pour approvisionner les villes, on utilisa la méthode des coopératives et de la collectivisation forcées qui dressa contre le régime la paysannerie à qui l'on venait de donner ses chers lopins. La catastrophe économique qui s'en suivit obligea l'Etat à revenir à la petite exploitation : 80 % de la superficie appartient aujourd'hui à des propriétaires privés, 61 % des exploitations ont moins de 5 ha, la plupart des cultivateurs sont des personnes âgées de plus de 55 ans, les jeunes préférant encore les bagnes industriels à l'abrutissement du lopin familial. Cela revient à transformer l'agriculture en une sorte d'activité marginale et de retraite de vieux travailleurs et explique amplement la faible productivité et la faillite totale de l'agriculture polonaise, phénomènes que le contrôle administratif de l'Etat est bien incapable d'endiguer, mais qu'il ne peut au contraire qu'aggraver par ses tracasseries et ses vexations quotidiennes. Tout cela n'a évidemment rien à voir avec le socialisme qui réalisera, lui, le passage à la grande production par l'intégration progressive des paysans à l'agriculture socialisée, grâce à des avantages techniques et économiques, par l'éducation et par l'exemple d'un travail plus productif et de conditions de travail et de vie plus humaines ; la soumission de l'industrie polonaise aux lois du marché ne permettait en aucun cas de se fixer de tels objectifs.

Personne en effet ne parlait encore de « socialisme » quand la loi de janvier 1946, nationalisant toutes les entreprises allemandes en Pologne et les entreprises de plus de 50 ouvriers travaillant en équipe, ne fit que légaliser une situation de fait en remettant à l'Etat la propriété d'entreprises dont il s'était brutalement trouvé en possession car leurs propriétaires avaient fui. Mais tous les malheurs de la Pologne auraient commencé le jour où l'URSS a fait tomber le rideau de fer sur la zone d'influence qu'elle avait conquise par les armes, pour contrer le projet américain de la conquérir par les dollars du plan Marshall. De fait, les prolétaires polonais furent mis au travail par un système de contrôle bureaucratique des entreprises censé leur éviter de courber l'échine pour rembourser les dettes aux banquiers occidentaux et qui aurait également dû permettre d'éviter les luttes ouvrières.

Il est certain que la fixation centrale et bureaucratique d'objectifs de production importée de la Russie stalinienne pouvait se révéler

nécessaire pour la reconstruction des infrastructures économiques du pays, tout en satisfaisant aux exigences du pillage impérialiste du « grand-frère » russe. Elle devait cependant devenir une entrave à la productivité et être donc ressentie comme une simple manifestation de la domination soviétique, dès que les entreprises ont dû s'affronter au marché mondial avec la mobilité, la rapidité d'adaptation et donc « l'esprit d'initiative » qu'exige l'anarchie capitaliste.

On a concédé à la classe ouvrière, un tas de « garanties » pour calmer ses ardeurs combatives, en particulier la fonctionnarisation des salariés, qui ressemble autant à l'abolition du salariat caractéristique du socialisme que l'Etat patron ressemble à la centralisation des richesses sociales dans une société où l'Etat a disparu en tant qu'Etat de classe avec ses polices, ses armées, et ses prisons. Cependant, la politique économique et sociale, strictement dictée par la situation du monde capitaliste et le partage impérialiste de Yalta, ne pouvait compenser les « rigidités » de l'appareil productif, et les faibles incitations à la productivité engendrées par le mécanisme administratif mis en place, que par un productivisme aussi insupportable qu'inefficace, et au prix d'une pression inouïe sur les conditions de vie et de travail des masses ouvrières.

Le renforcement du COMECON et de la pseudo « division socialiste du travail » n'a pas permis de compenser l'ouverture du bloc de l'Est aux marchandises et aux capitaux occidentaux par une aimantation plus grande de l'économie polonaise autour du centre russe. Elle a seulement écartelé le pays entre les deux blocs, renforçant la contrainte économique et politique russe d'autant plus vivement que l'économie est plus spontanément portée au commerce avec les pays occidentaux. La Pologne est aujourd'hui le pays de l'Est qui dépend le plus de l'Ouest pour son alimentation et ses équipements et en même temps celui qui a le commerce le plus déséquilibré avec lui, ne trouvant pas quoi exporter. Le résultat de cette situation est que la conquête des pays de l'Est par le dollar, évitée en 1947 par le « coup de Prague », est aujourd'hui réalisée au moins en Pologne, pays industrialisé le plus endetté du monde relativement à ses exportations ou à sa production annuelle. La classe ouvrière doit donc subir le double poids du mécanisme économique censé la soulager, du travail nécessaire pour payer les dettes aux banquiers, augmenté désormais du poids de cet endettement ! Exploitée durement par le capital national et engraisant toute une vaste couche de bourgeois parasites, travaillant pour leur compte ou salariés de l'Etat, elle doit encore courber l'échine pour payer la dîme au « grand frère » russe et le cens aux banquiers américains, allemands, français, anglais et autres...

Cette situation économique originale explique qu'en dépit des fables sur la nationalisation et la planification qui devaient permettre de surmonter l'anarchie capitaliste, d'obtenir des rythmes industriels plus élevés et d'éviter les crises, la Pologne soit le pays industriel où la crise économique mondiale a eu les effets les plus immédiatement catastrophiques. Le pays est au bord de la banqueroute, et son effondrement menacerait l'équilibre financier de tout le système capitaliste

mondial, dont la protection exige la collaboration et la solidarité de toutes les banques et de tous les Etats de l'Est comme de l'Ouest.

★★

C'est cette situation économique éminemment contradictoire et explosive, conjuguée à la pression politique, militaire et sociale qu'entraîne sur la classe ouvrière le fait que la Pologne reste une des plus dangereuses lignes de faille entre les blocs impérialistes, qui explique que ce pays ait donné depuis la guerre la plus impressionnante série de révoltes ouvrières inconnues ailleurs dans la même période.

Le 28 juin 1956, une manifestation des ouvriers métallurgistes, en effervescence depuis la fin de 1955 à la suite de l'augmentation des normes de production et d'une baisse consécutive des salaires, tourne à l'émeute. Le scénario de la grève des ouvriers du bâtiment de Berlin en 1953 se répète. Les tanks interviennent suivis de la Sécurité intérieure (KBW) et de la milice civique. Quand, le lendemain, les troupes ont nettoyé les derniers îlots de résistance, on dénombre 54 morts et 300 blessés.

Cette émeute donna le signal de l'agitation dans toute l'Europe de l'Est, en révélant les limites de la pseudo-libéralisation khrouchtchévienne, annoncée en grande pompe au XX^e Congrès du PCUS. En octobre, Budapest s'insurgeait contre les troupes russes. En Pologne, le gouvernement et le « grand frère » russe s'entendirent pour lâcher du lest. Gomulka venait certes d'être libéré et réhabilité, lavé des accusations de titisme qui l'avaient fait remplacer par Bierut, 30.000 prisonniers avaient déjà bénéficié d'une amnistie, la diète avait recommencé ses séances et une certaine presse se développait. Après les émeutes, le « dégel » alla plus loin. La moisson de l'Octobre polonais fut abondante. Des assurances furent données par Gomulka que la Pologne « pespecterait ses alliances », Rokossovski et ses trente généraux russes, qui chapeautaient jusque-là l'armée polonaise, prirent le train pour Moscou. La Pologne cessa de livrer le charbon à la Russie à un cours inférieur à celui du marché mondial. La collectivisation agricole fut abandonnée. Le cardinal Wyszynski fut libéré et ses évêques réhabilités.

L'impérialisme russe n'a donc pas hésité à faire des concessions aux aspirations nationales de la Pologne bourgeoise, afin de pouvoir mieux faire face au danger de la Pologne ouvrière. Parallèlement, le bloc social ainsi scellé par-dessus les oppositions nationales dut faire certaines concessions économiques à la classe ouvrière et accepter les fameux conseils ouvriers, nés du besoin d'organiser la lutte en dehors de l'appareil officiel, mais qui se sont développés sans couper le lien avec la gestion des entreprises. C'est en s'appuyant sur cette faiblesse que l'Etat piégea les ouvriers, pour liquider progressivement avec le reflux de la vague toute capacité de lutte des conseils en les subordonnant aux structures officielles. Alors que dans les autres pays de l'Est toutes les tentatives d'autonomie furent durement combattues par Moscou, les difficultés économiques rampantes et l'expérience

obligèrent Moscou et les oppositions nationales à un minimum de consensus. Cela se traduisit dans les années soixante par les efforts de l'Eglise de conquérir du terrain tout en faisant preuve de son utilité dans le maintien de la paix sociale.

C'est dans ces années-là que l'agitation universitaire donna naissance à un courant de contestation se revendiquant de la « révolution anti-bureaucratique » sous la forme d'une démocratie des conseils dans l'entreprise et dans l'Etat, du pluralisme et de l'indépendance des syndicats. Ce courant, qui renouait donc avec la tradition de type démocratique et social-démocratique, et en particulier certains de ses dirigeants, comme Kuron et Modzelewski, furent durement réprimés. Parallèlement, l'influence du courant du général Moczar, issu des partisans, militariste anti-sémite et pro-soviétique, prit de l'importance au point de menacer Gomulka au printemps 1968, au moment même où l'agitation étudiante grandissait, stimulée par le « printemps de Prague ».

Alors que la classe ouvrière avait pu sembler sans réaction lors de l'agitation des étudiants et des couches moyennes et de la répression de ce mouvement, des manifestations spontanées éclatent le 15 décembre 1970 dans les chantiers navals à Gdansk, puis à Gdynia et Eblog, en réaction à l'augmentation brutale des prix des principales denrées de consommation courante. Devant le refus des autorités de donner la moindre réponse favorable, les ouvriers s'attaquent à la milice, incendient les sièges du parti, pillent les magasins, ... Gomulka fait intervenir l'armée. Dans la soirée du 15, les villes de la côte étaient occupées et isolées par les blindées. On comptait déjà de nombreux blessés et tués. Le surlendemain l'émeute reprend à Gdynia, faisant officiellement 27 morts, mais les troubles s'étendent à Sopot et Szczecin, où les ouvriers s'organisent en un comité de grève qui se fixe pour but d'organiser la lutte, mais sans reprendre cette fois les visées gestionnaires des Conseils de 1956 — l'expérience a suffi ! On a compté 14 morts et 117 blessés à Szczecin, mais il y en aurait eu plus de 100. Le 17 et le 18, des manifestations de soutien commencent dans d'autres villes ; Katowice, Poznan, Varsovie.

Gomulka, accusé en 1948 de « déviation nationale », Gomulka, le « libéral » de 1956, le « Pilsudski rouge » des années suivantes, a entraîné les Russes dans une opération de « pacification » pour laquelle ils ne se sont pas montrés, il faut le dire, très empressés. Ce n'était pas la bonne politique. Il fut remplacé par Gierek, qui commença par faire des concessions pour permettre au mouvement de refluer.

Grâce à l'aide russe, on annula les augmentations des prix qui avaient été la cause des émeutes. On promit des réformes économiques et on ouvrit le dialogue avec les techniciens pour améliorer l'économie ; et pour rendre le dialogue constructif, on élargit le champ d'activité de l'Eglise tandis que les hommes de Moczar, après avoir servi à se débarrasser de Gomulka, furent largement mis à l'écart pour permettre le « printemps technocratique ». Cependant, tout cela se révéla bien insuffisant pour surmonter les causes des difficultés économiques et socia-

les, si bien que lorsque Gierek voulut reproduire l'opération d'augmentation des prix de Gomulka, les grèves d'Ursus et de Radom répondirent en juin 1976 aux émeutes de Gdansk de décembre 1970.

Cette situation a encore accéléré le processus engagé six ans plus tôt : « aide russe » et endettement accru vis-à-vis des banques occidentales pour compenser l'impossible hausse des prix et, naturellement, ouverture encore plus grande à l'Eglise, sanctifiée comme pilier de l'ordre social. Gierek ira même à Rome en 1977. Mais en même temps ces grèves et la répression qui a suivi ont véritablement mis à l'ordre du jour l'organisation de la riposte ouvrière, la prise de contacts entre les noyaux de prolétaires combatifs et la préparation des luttes à venir, non seulement pour les conditions de vie et de travail, mais aussi pour les conditions de lutte de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'a été repris et s'est popularisé le mot d'ordre qui avait été celui du Comité de grève de Szczecin en 1970, à savoir le syndicat indépendant de l'appareil du parti.

Sentant que ce mouvement était irrésistible, l'Eglise appela publiquement à l'amnistie totale des manifestants et en septembre 1976 le courant des intellectuels contestataires de Kuron lança parallèlement le KOR (Comité de défense des ouvriers), qui apporta sa solidarité aux victimes de la répression et chercha un appui notamment auprès des forces « eurocommunistes » et de la gauche social-démocrate à l'Ouest. Cette action a facilité la liaison des groupes ouvriers à l'échelle du pays par les réseaux existants, notamment par l'Eglise, mais a également permis à ces forces de trouver une sympathie qui sera utilisée pour tenter de marier les revendications économiques de la classe ouvrière avec les besoins de l'économie nationale, et sa revendication de liberté d'organisation avec une « ouverture démocratique » de l'appareil d'Etat.

L'explosion prévue et redoutée, tant par le gouvernement Gierek que par l'Eglise ou l'opposition contestataire de Kuron, s'est finalement produite. L'augmentation du prix de la viande connue le 1^{er} juillet 1980 déclenche le jour même une grève pour l'augmentation des salaires et la semaine de 40 heures à Ursus. Des grèves éclatent un peu partout dans le pays, à Varsovie, à Lublin, à Gdansk, à Kielce, à Poznan, arrachant des revendications qui ne faisaient qu'encourager les travailleurs à se montrer plus exigeants. Mais c'est à Gdansk que finit par se cristalliser à la mi-août un pôle d'organisation du mouvement avec un Comité inter-entreprises (MKS), organisant la lutte sur toute la ville et obligeant le gouvernement Gierek à promettre, le 31 août, dans un pays au bord de la grève générale, le droits d'organisation et la satisfaction des revendications avancées. Avec ce succès, l'agitation ne cesse pas, mais se généralise au contraire dans tout le pays.

Cette grève n'est pas seulement le plus grand mouvement des ouvriers polonais depuis la guerre. Par son ampleur, sa profondeur et sa combativité c'est le plus puissant mouvement de classe qu'ait connu dans ces dernières années le monde entier. Rapidement, le bout de chemin que l'Eglise et l'opposition démocratique ont pu faire parallèlement à la lutte ouvrière a abouti à un croisement. Ces

forces se sont mises très vite à diverger avec les exigences de la lutte, à freiner le mouvement, et, de plus en plus souvent, à s'opposer à ses ailes radicales. C'est ainsi que dès la fin août elles ont dû mettre tout leur poids dans la balance pour empêcher la grève générale, en contrepartie des promesses gouvernementales. L'Eglise a carrément appelé à cesser la grève, mais Walesa lui-même, faisant le lien entre le KOR et l'Eglise et brutalement projeté sur le devant de la scène, s'est transformé à une vitesse incroyable en pompier volant.

★★

Le jeu de ces forces de la Pologne bourgeoise est édifiant. La « révolution antibureaucratique » proclamée dans la « lettre ouverte au POUP » de Kuron et Modzelewski révèle à quinze ans de distance ce qu'elle était réellement : une banale réforme démocratique de l'Etat. Toutes ces forces d'opposition liées à l'Eglise ou à la démocratie et à la social-démocratie internationale ont consciemment vu et voulu dans la situation de la Pologne une réédition de la démocratisation de l'Espagne, afin d'endiguer les réactions ouvrières et de permettre un redressement de l'économie polonaise grâce aux sacrifices consentis par les travailleurs. Il fallait pour cela que les ouvriers aient l'impression de « décider eux-mêmes » par le biais d'organisations formellement « libres » et « indépendantes » de l'appareil de l'Etat, que le rôle de l'opposition devait être de guider dans le respect de l'économie nationale et de la paix sociale. Bref le « contrat social » de 1970 étant définitivement caduc, il en fallait un nouveau !

Qu'une telle réforme ait dû être imposée à certains secteurs de l'appareil de l'Etat et ait exigé le levier d'une lutte sociale pour être mise en œuvre est évident, comme le prouvent les incidents de Bydgoszcz, mais les forces de la Pologne bourgeoise qui y ont poussé ont pu s'appuyer sur la puissante capacité d'intervention en Pologne que la dette de 27 milliards de dollars donnait aux impérialismes occidentaux. Qu'une telle réforme favorise l'organisation des forces nationalistes en Pologne est une évidence contre laquelle l'impérialisme russe a cherché à lutter, en résistant non seulement à la reconnaissance du « syndicat libre », mais aussi à celle de Solidarité rurale.

Aussi, à la différence de 1956, ce n'est plus cette fois le gouvernement qui a déclaré que la Pologne resterait fidèle à ses alliances, c'est l'opposition nationale-démocratique elle-même : Kuron en personne devait proclamer qu'il ne fallait pas profiter de la situation pour modifier le statu quo ! Ainsi, la Pologne bourgeoise a perdu tout romantisme. On n'est plus en 1830, où elle acceptait pleinement les sacrifices à faire pour que vaille la révolution européenne. On n'est plus pendant la seconde guerre, où Churchill reprochait encore à Sikorski puis à Mikolajczyk leurs ambitions nationales démesurées. Aujourd'hui, la Pologne bourgeoise est devenue tout à fait réaliste, pleinement consciente des « réalités géopolitiques » et des « rapports de forces internationaux ». Elle ne lèvera son propre drapeau anti-russe — c'est promis — que lorsque ses maîtres occidentaux le lèveront pour leur

propre compte. En attendant, elle gagnera son autonomie en faisant la preuve de son rôle anti-prolétarien. Le contrat proposé hier par la démocratie bourgeoise de Dmowski au tsarisme, qui le refusa, entre aujourd'hui dans les faits entre la démocratie petite-bourgeoise et socialisante de Kuron et l'impérialisme capitaliste grand-russe.

Cependant, le bloc social qui s'est soudé en Pologne face au danger prolétarien dépasse largement l'Europe orientale. Pour les banquiers occidentaux, qui viennent de donner à la Pologne un moratoire de paiement de 8 ans au vu de son plan de redressement économique — un véritable chef d'œuvre à leurs yeux ! — il faut plus que jamais que « l'ordre règne à Varsovie ». Et les banquiers américains n'ont pas hésité à dire que, si c'était nécessaire, ils ne verraient pas d'un mauvais œil les troupes de Brejnev intervenir à Varsovie. Réciproquement, les Russes sont bien contraints d'accepter un engagement plus grand des impérialismes occidentaux en Pologne, les seuls qui peuvent par leur « aide économique » éviter ou du moins retarder une explosion ouvrière plus grave encore. Et tous, Reagan comme Brejnev et tous leurs vassaux, craignent par-dessus tout d'avoir à mener en Pologne une opération de police ; elle provoquerait inévitablement une résistance ouvrière qui risquerait de déstabiliser toute l'Europe orientale et centrale, de dessiller les yeux à la classe ouvrière du monde entier à l'heure où la situation du capitalisme la pousse à nouveau irrésistiblement à combattre, et de la conduire à prendre une conscience plus claire des conditions de sa lutte et de sa victoire. Tout l'ordre établi international fait un effort gigantesque pour surmonter ses querelles internes, afin de faire face aux exigences suprêmes de la conservation de l'ordre social. Et la Pologne bourgeoise tout entière, dans toute la gamme de ses nuances politiques, a senti l'immense responsabilité qu'elle a devant tous ses maîtres : elle se place en première ligne face à sa classe ouvrière, ce détachement du prolétariat mondial.

Naturellement, le bloc interne et international de l'ordre capitaliste ainsi formé peut à tout moment être remis en question par la moindre modification du poids de l'une de ses multiples composantes. Mais quel meilleur symbole pouvait-il trouver que ce gouvernement Jaruzelski, formé en février 1981 ? Un gouvernement appuyé par le tristement célèbre général Moczar, qui revient discrètement sur la scène ; suivi par Brejnev, non sans scepticisme certes, mais tout de même accepté bien que surveillé de près ; solidement épaulé par les banquiers et les gouvernements occidentaux ; fermement soutenu par le cardinal Wyszynski ; avalisé volens nolens par l'opposition nationale-démocratique de Kuron ; présenté par Walesa comme le garant de l'application des accords de Gdansk contre les « durs » ! Une dictature militaire dans le style de celle de Pilsudski, puisqu'elle a l'appui des organisations qui prétendent représenter les travailleurs, mais bien plus complète qu'elle, car elle a l'appui des Russes comme des Occidentaux ; une dictature dans le style de celle de Gomulka, mais plus complète qu'elle, car elle a l'entière caution des impérialismes de l'autre camp et fait pleinement participer, de manière « organique », une opposition institutionalisée ! Une synthèse monstrueuse de toutes ses

formes de domination politique, la dictature intégrale de la bourgeoisie, bref un chef-d'œuvre de l'ordre bourgeois international, auquel chacun a contribué !

**

Cependant, les conditions matérielles, sociales et politiques qui ont conduit à la lutte, la disette, la compression du salaire, l'aggravation des conditions de travail, l'oppression politique, tout cela doit pousser à nouveau la classe ouvrière polonaise à la lutte. Mais cette fois, cette lutte sera plus dure, plus intransigeante, car il faudra la mener non seulement contre le gouvernement, le parti officiel, ses bureaucrates et sa milice, et contre leur maître russe, mais aussi contre les forces qui subordonnent les intérêts de la Pologne ouvrière à la Pologne bourgeoise pour le compte de l'ordre établi mondial.

Il est plus que compréhensible que la constatation de l'alignement contre-révolutionnaire des forces sociales que la maturation des antagonismes de classe provoque aujourd'hui en Pologne, oblige l'avant-garde des ouvriers à marquer un temps d'arrêt dans sa lutte généreuse, ambitieuse et héroïque. Ceux qui ont senti que les accords entre les dirigeants de Solidarité et le gouvernement portaient non sur leurs revendications à eux, mais sur la manière d'obtenir un consensus pour appeler la classe ouvrière à de nouveaux sacrifices ; ceux qui ont cherché à lutter contre les trêves à sens unique et ne se sont pas laissés endormir par les appels de l'Eglise ou des « conseillers » du syndicat ; ceux qui ont répondu à l'intimidation des chars russes par la préparation d'une défense militaire des centres de vie et d'organisation ouvrière, ces valeureux prolétaires dénoncés comme « anarcho-syndicalistes », comme des rêveurs impénitents, comme les véritables adversaires du redressement de la nation, sont dans la tradition de lutte du prolétariat polonais et sont le meilleur garant de son avenir révolutionnaire.

Quarante années d'histoire ont prouvé que le prolétariat polonais s'est désormais placé en première ligne dans la lutte contre l'ordre impérialiste mondial, à la place qu'avait tenue hier la bourgeoisie polonaise contre l'ordre féodal européen.

Cette place, il l'a conquise par la glorieuse Commune de Varsovie, unique exemple d'héroïsme collectif prolétarien dans le carnage bestial de peuples-troupeaux que fut la seconde guerre impérialiste, par lequel il a sauvé l'honneur du prolétariat international en criant, du plus profond de la gigantesque défaite subie, le refus de l'ordre établi. Cette place, il l'a revendiquée à plusieurs reprises, en 1956, en 1970, en 1976 et en 1980, en donnant une des rares démonstrations massives de la force de la classe ouvrière, et, plus encore, en montrant ainsi la voie à suivre pour imposer ses revendications. Il la défend parce que, au cœur de la vieille Europe capitaliste et impérialiste où la contre-révolution a laminé toute organisation de classe du prolétariat, il est le premier à avoir réussi à passer de l'émeute et de la grève spontanée à la préparation méthodique de la lutte et à l'organisation systématique sur le terrain économique.

Cette place d'honneur, il s'y tient toujours fièrement, parce qu'avec le puissant mouvement déclenché le 1^{er} juillet 1980, il amène concrètement le prolétariat international à toucher du doigt les limites de la lutte immédiate de défense. En effet, arrivée au point où l'est la lutte ouvrière en Pologne, c'est-à-dire au point où la lutte de résistance à l'exploitation capitaliste accentue encore la faillite économique, l'alternative historique ouverte est : ou rétablissement de l'ordre bourgeois, ou renversement du capitalisme. Seule la révolution prolétarienne peut, en mettant en commun à l'échelle de la planète toutes les ressources et les richesses créées, en finir avec le salariat et l'accumulation du capital dans les entreprises privées ou publiques, avec la guerre permanente entre les entreprises et les pays qu'elle entraîne, avec l'accumulation de la richesse à un pôle de la société et la misère à l'autre qu'elle implique.

Pour continuer aujourd'hui la lutte en Pologne et pour échapper à l'alternative monstrueuse : soumission volontaire ou soumission forcée aux exigences du capital international, les prolétaires d'avant-garde sont contraints de refuser maintenant de façon pleinement consciente la subordination aux exigences de l'économie nationale qu'ils ont jusqu'ici si magnifiquement refusée d'instinct. Ils doivent combattre toute entente et tout bloc avec les forces conciliatrices de l'opposition nationale-démocratique, ce qui exige de lier la lutte immédiate à la préparation de la prise révolutionnaire du pouvoir, quel que soit le délai qui nous en sépare.

Après avoir contribué puissamment par leur lutte à arracher le masque du « socialisme réel » et à dévoiler les alignements internationaux des forces contre la lutte prolétarienne dont ils forment un bastion avancé, voilà donc que nos frères de classe polonais contribuent aussi, sans doute inconsciemment, mais poussés par un déterminisme implacable, à déblayer le terrain politique de la révolution prolétarienne et du regroupement international des énergies de classe autour du programme communiste révolutionnaire de Marx et de Lénine.

Les prolétaires polonais ont fait beaucoup pour la lutte du prolétariat mondial. Ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Ils donneront sans doute encore beaucoup. Mais que, déjà, ils reçoivent en retour la solidarité de leurs frères de classe de tous les pays, à la lutte desquels ils contribuent si puissamment et si généreusement ! Que les militants du parti qui, pour sa part, a lutté pendant de si longues décennies pour maintenir intactes et pour affûter les armes de l'émancipation prolétarienne, sentent l'immensité de la responsabilité qui est la leur, et sachent la traduire en une action révolutionnaire à la hauteur du dévouement et des sacrifices consentis par la classe ouvrière polonaise, cette valeureuse avant-garde du prolétariat mondial.

Lisez, diffusez le Manifeste du Parti Communiste International 1981

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

SOMMAIRE

Introduction

Première partie : Retour au communisme révolutionnaire de Marx et de Lénine

- I. Le capitalisme appelle la révolution communiste
- II. La classe ouvrière possède dans son passé les armes pour vaincre

Deuxième partie : Objectifs, voies et moyens de la révolution communiste mondiale

- I. Position du parti devant les grandes tendances politiques de l'impérialisme
- II. Les tâches de la révolution communiste mondiale
- III. Orientations internationales d'action du parti

Conclusion

La publication de ce Manifeste est entreprise simultanément dans les langues suivantes : allemand, anglais, arabe, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, perse, portugais, suédois, turc.

Cours de l'impérialisme mondial

La conclusion du précédent rapport sur le « Cours de l'impérialisme mondial » (1) constatait que les bourgeoisies des pays occidentaux avaient pu, au prix d'une offensive généralisée contre les conditions de vie de la classe ouvrière menée grâce à la passivité complice du réformisme, *« amortir jusqu'ici les effets de la crise, et éviter que la baisse, puis la stagnation de la production ne se transforment en crise généralisée du système de la circulation du crédit, etc., entraînant à leur tour un effondrement de la production »*. Mais ce résultat passager n'ayant nullement résolu les problèmes de fond du capitalisme vieillissant, notamment la surproduction du capital et la baisse des taux de profit, celui-ci n'avait pas d'autre solution que de poursuivre son offensive : d'une part contre la classe ouvrière, en reprenant peu à peu toutes les miettes qu'il avait pu concéder à certaines couches dans sa phase d'accumulation rapide et prospère, d'autre part contre les producteurs directs des pays dominés, afin de leur extorquer toujours davantage de valeur.

Dans sa première partie, le présent rapport mettra en évidence la confirmation et la continuation de ces tendances dans les pays développés. Il s'attachera surtout, dans sa seconde partie (qui ne pourra être publiée que dans le prochain numéro de cette revue) à illustrer la situation des pays périphériques et arriérés, que la pression croissante de l'impérialisme plonge dans une situation toujours plus catastrophique. Plus que jamais, en effet, l'impérialisme est un système mondial de pillage et d'oppression. Quelques couches ouvrières occidentales ont pu nourrir l'illusion d'en tirer éternellement de petites concessions améliorant leur sort ; mais cette brève époque de « prospérité » capitaliste est bien finie. L'ouvrier d'Occident « natif » ou immigré, le jeune prolétaire ou sous-prolétaire d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie, leur frère paysan misérable de toutes les zones de famine, sont exploités par le même vampire multiforme dont les centres nerveux sont situés au cœur du capital financier de quelques

(1) Programme communiste n° 78, décembre 1978.

grandes métropoles impérialistes. Aux uns et aux autres, l'impérialisme ne peut plus promettre, en dépit de ses beaux discours, ni « progrès », ni « développement », mais seulement la misère et l'insécurité croissantes, qui s'installent progressivement et inéluctablement dans les pays développés, et plongent brutalement la plus grande partie du reste du monde dans une misère indicible.

I. — LES PAYS DEVELOPPES

Après la crise de 1975, les économies occidentales ont subi un nouveau cycle économique, dans le cadre d'un rythme général d'accumulation ralenti en raison de la baisse généralisée des taux de profit ; le capital a poursuivi dans tous les pays développés son offensive contre la classe ouvrière, et a même pu obtenir, au prix d'un lourd coût social, des résultats relativement satisfaisants à court terme sur le plan économique. Mais derrière la surface des choses, le développement des contradictions du mode de production capitaliste n'a cessé d'accumuler les éléments d'instabilité et de crise : la reprise productive d'après 1975 n'a pu mener qu'à une nouvelle crise cyclique dont le creux se situe en 1981 ; l'inflation s'est de nouveau aggravée dans la plupart des pays ; la concurrence entre bourgeoisies rivales pour s'approprier le plus de valeur possible sur le marché mondial n'a cessé de s'exacerber avec la guerre commerciale généralisée et l'épisode spectaculaire du brusque gonflement de la rente pétrolière perçue par les classes ou castes dominantes des pays producteurs ; *last but not least*, le système financier international, maillon central mais fragile de la chaîne impérialiste, subit des tensions croissantes par suite des déplacements de masses de plus en plus énormes de capitaux « incontrôlés ».

Le nouveau cycle productif

Confirmant en tous points les prévisions marxistes, la production des pays développés a subi un nouveau cycle d'environ cinq ans, qui l'a menée de la crise de 1975 à une nouvelle crise dont le point bas est situé par les experts bourgeois en 1980-81. Ce cycle est illustré par les chiffres des deux dernières lignes du tableau 1 ; les chiffres des PNB, concept bourgeois, donnés aux deux premières lignes, traduisent le même phénomène, mais avec beaucoup moins de netteté ; c'est probablement la raison pour laquelle ils sont de plus en plus utilisés par les experts bourgeois de préférence aux indices de la production industrielle, qui font apparaître la vérité de manière beaucoup plus crue. Après la chute de 1975 (— 8,3 % pour les pays de l'OCDE), la production industrielle a repris, mais selon un rythme cyclique qui la conduit à une nouvelle baisse en 1980 (et probablement aussi en 1981, les dernières prévisions de l'OCDE étant déjà jugées « optimistes » par un certain nombre d'experts bourgeois). Le commerce mondial a subi la même évolution avec, selon le Fonds Monétaire International, une stagnation, voire une régression en 1980.

TABLEAU 1 - PRODUCTION OCDE ET COMMERCE MONDIAL
(Taux annuels de variation)

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
PNB des 7 principaux pays occidentaux	-0,7	5,6	4,2	4,3	3,4	1	1
PNB des autres pays de l'OCDE	-0,3	3,6	1,6	2,2	2,7	1,5	1,5
Production industrielle des pays de l'OCDE	-8,3	9	3,7	4,1	4,7	-0,5	0,2
Commerce mondial (en volume)	-5	12	5	5,5	6,5	0	

Sources : OCDE, *Perspectives économiques, Principaux indicateurs économiques*, numéros divers ; FMI, *Rapport annuel 1980*. Les chiffres de 1980 et 1981, représentent des estimations.

En raison du ralentissement général des taux d'accumulation, les taux de croissance obtenus à l'intérieur du nouveau cycle sont pour la plupart des pays inférieurs à ceux qui avaient été enregistrés au cours de deux décennies qui ont précédé la crise de 1975. La prolongation de cette tendance est confirmée par l'OCDE, qui écrivait en décembre 1980 qu'« on prévoit pour les dix-huit prochains mois un mouvement de reprise, qui d'ailleurs pourrait s'être déjà amorcé. Mais il est probable que cette reprise sera extrêmement modeste. On prévoit qu'en 1981 le PNB de la zone augmentera en moyenne annuelle de 1 %, c'est-à-dire rien de plus qu'en 1980. Le rythme de la croissance pourrait toutefois s'accroître tout au long de l'année, de sorte qu'au premier trimestre 1982, on pourrait enregistrer un taux d'environ 3 %. Cela resterait bien entendu inférieur à la moyenne enregistrée pour la zone au cours de la période 1973-1978, et il en résulterait dans beaucoup de pays un élargissement des marges de capacités inutilisées, aussi bien d'équipements productifs que de main-d'œuvre » (2).

Ralentissement de l'accumulation et baisse des taux de profit

Comme on l'a montré dans les rapports précédents en citant des chiffres d'études officielles et des commentaires du Fond Monétaire International et de la Banque des Règlements Internationaux, le ralentissement de la croissance industrielle a pour cause essentielle un ralentissement des taux d'accumulation du capital, lui-même provoqué par les effets de la baisse tendancielle du taux de profit. Revenant sur le sujet dans son rapport 1980, la BRI constate, en comparant les périodes 1960-73 et 1973-79 le « coup d'arrêt généralisé de l'essor des investissements des entreprises — c'est-à-dire du rythme de l'expansion

(2) *Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1980, p. 19.

brute du capital installé » ; les chiffres du tableau 2 montrent en effet que le ralentissement des taux de croissance du PNB dans les principaux pays occidentaux s'est accompagné d'un très net ralentissement et même le plus souvent d'une chute du taux de croissance de l'investissement productif. Comme principale explication de cette chute, la BRI mentionne la « *détérioration des rapports coûts/prix dans nombre de pays* » ; cette contorsion verbale qui trahit l'embarras de son auteur signifie tout simplement — la différence entre le *coût* et le *prix* n'étant autre que... *le profit* ! — que la baisse de la rentabilité fait obstacle à l'accumulation. Etonnante hypocrisie, disait Engels, qui croit changer les choses en changeant leur nom ! Le même rapport ne

TAUX DE PROFIT : LES BOURGEOIS AVOUENT

Nous avons déjà montré dans de précédents rapports, avec de larges citations à l'appui, que la bourgeoisie avait commencé à acquiescer il y a quelques années, sous la morsure de la crise, une conscience empirique de la baisse tendancielle des taux de profit. Or on ne comptait plus les universitaires, statisticiens, journalistes et autres « experts » entretenus pour diffuser les théories bourgeoises et réfuter « scientifiquement » le marxisme, pour lesquels la démonstration de la « fausseté » de cette loi était devenue un exercice de style classique — n'est-ce pas en la réfutant brillamment dans les années soixante que M. Raymond Aron s'est acquis une partie de sa célébrité ? Tout ce petit monde a dû se résigner à faire un virage à 180 degrés — ne serait-ce que pour essayer d'aider les maîtres à y voir un peu plus clair. Les résultats de leurs « études » commencent à être publiés, et malgré toute leur gêne, leurs précautions verbales et leur appareil « scientifique », ils ne peuvent cacher l'horrible vérité : les taux de profit ont effectivement tendance à baisser en longue période. Autrement dit, la loi démontrée par Marx — *horresco referens* ! — est empiriquement confirmée. Une étude officielle, intitulée « Bénéfices et taux de rendement » et publiée en 1979 par l'OCDE, a calculé les « taux de variation tendanciels moyens des taux de rendement net » pour l'industrie et les transports entre 1958 et 1976. Voici ces chiffres, qui expriment *grosso modo* sur une période de 18 ans la variation moyenne annuelle des taux de profit :

Canada :	— 1,1	Allemagne :	— 2,9
Etats-Unis :	— 2,0	Italie :	— 1,8
Japon :	— 2,4	Royaume-Uni :	— 4,1

On voit clairement que dans aucun des pays étudiés les taux de profit n'ont eu tendance à augmenter en longue période, et que dans tous les pays ils ont au contraire eu tendance, avec des rythmes divers, à diminuer.

Les « spécialistes » évoqués plus haut n'ont pas été désorientés pour autant : comme un seul homme, ils se sont mis à démontrer — toujours aussi « scientifiquement » — que la cause de la baisse des taux de profit réside dans l'« excès des coûts salariaux », et qu'en conséquence il urge de bloquer ou de faire baisser les salaires...

TABLEAU 2 - LE RALENTISSEMENT DE L'ACCUMULATION

(Taux annuels moyens de variation)

	Produit national brut réel		Investissement productif réel du secteur privé	
	1960-73	1973-79	1960-73	1973-79
Etats-Unis	4,1	2,5	5,4	2,1
Japon	10,2	4,1	14,0	2,2
Allemagne	4,5	2,4	4,6	2,7
France	5,7	3,0	7,5	1,1
Royaume-Uni	3,2	0,8	4,3	1,6
Italie	5,1	2,8	4,9	— 1,6
Canada	5,6	3,1	5,8	4,5

Source : Banque des Règlements Internationaux, 50^e Rapport annuel.

peut d'ailleurs faire autrement que d'expliquer quelques lignes plus bas qu' « en d'autres termes, l'augmentation des risques liés aux dépenses d'investissement a coïncidé avec un rétrécissement des marges bénéficiaires. La rentabilité attendue des nouveaux investissements en capital fixe peut donc se révéler dans nombre de cas, insuffisante [...] ». Pour rétablir un climat favorable aux investissements, ajoute le rapport, « il importe, avant tout, de rétablir des rapports coûts/prix satisfaisants » (3). L'aboutissement de cette logique imperturbable du capital avait déjà été mis en évidence par Marx dans *Salaires, prix et profits* : pour améliorer les profits (et donc les taux de profit), il faut diminuer la part des salaires. Cette loi avait parfois eu tendance à se laisser oublier dans les pays développés profitant de la prospérité de la période d'accumulation d'après-guerre et du pillage impérialiste de la planète. Mais la baisse des taux de profits et la crise de 1975 l'ont brutalement ramenée à la conscience des représentants les plus insignes du capital. C'est ainsi que le Directeur Général du Fonds Monétaire International écrivait en 1977 :

« ... en dépit d'un rétablissement récent, les taux de profit du capital subissent encore une sérieuse érosion dans la plupart des pays industrialisés [...] une nouvelle amélioration des marges bénéficiaires est nécessaire [...]. Dans les circonstances actuelles, l'amélioration des taux de profit du capital exige dans de nombreux cas comme contrepartie une réduction, ou un accroissement plus modéré, des salaires réels, au moins jusqu'à ce que l'accroissement du taux de formation de capital qui en résultera amène une croissance plus rapide » (4).

A l'offensive que l'on pourrait qualifier d' « inconsciente » du capital contre la classe ouvrière pendant la crise de 1975, répercutant en

(3) Citations extraites du 50^e Rapport annuel de la BRI.(4) H.J. Witteveen, « The Current Economic Situation in the Industrial Countries », *West Ost Journal*, septembre 1977.

quelque sorte mécaniquement les effets de la crise, a donc succédé dans tous les pays industrialisés une offensive *consciente*, organisée au niveau des gouvernements et orchestrée par des organismes « supranationaux » comme le FMI ou la BRI, afin d'essayer de rétablir les profits et les taux de profits par la réduction du capital variable, c'est-à-dire par l'augmentation du taux de plus-value (ou taux d'exploitation de la classe ouvrière). Comme on l'a déjà montré, cette offensive s'est déroulée et continue à se dérouler principalement sur deux terrains, celui de l'emploi et celui des salaires.

Le gonflement de l'armée de réserve

La vague de licenciements de la crise de 1975 a été suivie dans tous les pays par une vague systématique d'« ajustements », restructurations, dégraissages, etc., faits au nom de la « compétitivité », c'est-à-dire de la rentabilité du capital. En effet, licencier, « c'est le meilleur investissement que l'on puisse faire », comme le déclarait cyniquement au journal *L'Expansion* un cadre spécialisé dans ce genre de besogne : « *Même si cela nous coûte un an de salaire par emploi supprimé, c'est encore rentable* ». Et de fait, comme l'explique ce journal :

« Le calcul est simple : licencier, c'est payer une fois. Conserver, c'est payer toujours. Prenons la Cellulose du Pin, la principale société de la branche papier de Saint-Gobain. Le coût moyen d'un salarié est de 100.000 francs par an. Mille de moins, en froid gestionnaire, c'est 100 millions d'économie [traduisez : de profits en plus — NdR]. A Boussois, sept cent personnes sont parties en 1978. A 75.000 francs l'une, cela fait 52 millions de salaires à verser en moins. Chez Usinor, un sidérurgiste revient, tout compris, à 72.000 francs par an. Multiplié par 11.800 départs, égale 850 millions. Un patron, qui a les yeux braqués sur son compte d'exploitation, comprend très vite : mieux vaut supprimer des emplois qu'être en sureffectif » (5).

Reproduit à l'échelle de dizaines de milliers de capitalistes, grands ou petits, individuels ou collectifs, privés ou « nationalisés », ce raisonnement — qui, dans son froid cynisme, a le mérite d'être mille fois plus *vrai* que tous les bâlements hypocrites du réformisme sur « les investissements pour créer des emplois » — donne naissance au flot des prolétaires jetés à la rue qui viennent grossir l'armée industrielle de réserve. Malgré la reprise de la production industrielle entre 1976 et 1979 et le léger mouvement de réembauche qui a suivi, notamment aux Etats-Unis, l'offensive du capital a abouti dans *tous* les pays à de très importantes réductions d'effectifs dans l'indus-

(5) « Cinq cas de délestage. Les licenciements dans les entreprises : ce qu'ils ont coûté, ce qu'ils rapportent », *L'Expansion*, 6 juin 1980. N'oublions pas de mentionner le véritable...drame humain vécu par ces cadres tant courtisés par les partis « de gauche » et dont le métier consiste à organiser les licenciements : « Pour éviter que le navire ne coule, confie un directeur d'Usinor, je dois jeter des rameurs par-dessus bord. Il faut du courage. Je vais à la messe tous les matins... » (*ibid.*).

TABEAU 3 - NOMBRE D'EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE

Milliers	Maxi atteint 1970-74	2 ^e trim. 1980	décroissance en milliers	décroissance en%
Etats-Unis	14.752	14.175	— 577	— 3,9
Royaume-Uni	8.179	6.696	— 1.483	— 18,1
Japon	14.360	13.490	— 870	— 6,0
Allemagne	8.861	7.643	— 1.238	— 13,9
France	6.009	5.517	— 492	— 8,2
Autriche	676	624	— 52	— 7,7
Danemark	425	376	— 49	— 11,5
Espagne *	3.018	2.600	— 418	— 13,8
Australie	1.304	1.151	— 153	— 11,7
Suisse (indice)	(100)	(79)		— 21,0
Pays-Bas (indice)	(100)	(79)		— 21,0
Suède (indice)	(100)	(89)		— 11,4

Sources : Survey of Current Business ; Department of Employment Gazette ; Economic Statistics Monthly ; Monthly Report of the Deutsche Bundesbank ; Indicateurs du VII^e Plan ; La Vie économique ; OCDE, Principaux Indicateurs économiques ; BIT, Annuaire des statistiques du travail. Les données des divers pays ne sont pas forcément comparables entre elles. * : chiffres de 1978 et décembre 1978 pour l'Espagne.

trie, dépassant 20 % dans certains pays (voir les chiffres du tableau 3). Les réductions sont encore plus importantes si on les exprime en termes d'heures de travail fournies annuellement (c'est-à-dire en combinant les effets des réductions d'effectifs, du chômage partiel et des réductions d'horaires) : elles dépassent 30 % pour la Belgique et atteignent 19,5 % pour la Grande-Bretagne, 17 % pour le Japon, 16 % pour l'Allemagne, 15 % pour l'Italie, 9,3 % pour la France (6).

Au total, le nombre « officiel » de chômeurs dans la zone de l'OCDE atteignait 20 millions au premier semestre 1980 et devait dépasser 23 millions au milieu de 1980 ; selon les dernières prévisions de l'OCDE, par suite de la nouvelle crise et de la poursuite du mouvement de licenciements, « le nombre des chômeurs pourrait encore augmenter de 2,5 millions au cours des dix-huit prochains mois, pour plafonner peut-être [sic !] autour de 25,5 millions au premier semestre de 1982 » (7).

Tout en prônant ces « dégraissages » comme utiles et inéluctables, la bourgeoisie ne peut s'empêcher, lorsqu'elle entrevoit les risques d'explosion qui s'accumulent, de trahir parfois son inquiétude devant les conséquences implacables de son propre système économique. Toutes

(6) Chiffres calculés d'après les mêmes sources que celles du tableau 3.

(7) Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1980.

TABLEAU 4 - TAUX DE CHOMAGE DES JEUNES

en %	Taux effectifs		Taux prévus		
	1970	1979	1980	1981	1982
Etats-Unis	9,9	11,2	13,2	15	14
Japon	2,0	3,5	3,5	4	4
Allemagne	0,4	3,7	4	5,7	6,7
France	5,6	13,3	14,7	17,5	18,7
Royaume-Uni	2,9	8,0	10,6	16,5	20,2
Italie	9,7	25,6	27,5	30,2	32,5
Canada	9,9	13,0	13,2	13,7	14,5

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, juillet et décembre 1980.

les statistiques s'accordent en effet pour montrer que ce sont les jeunes, c'est-à-dire les couches prolétariennes ou en voie de prolétarianisation par nature les plus explosives, qui sont les plus frappées par le chômage et qui le seront encore plus à l'avenir. Ainsi (voir tableau 4), l'OCDE prévoit officiellement qu'en 1982 1 jeune sur 3 sera chômeur en Italie, 1 sur 5 en Grande-Bretagne, presque 1 sur 5 en France, 1 sur 7 aux Etats-Unis et au Canada (8), et reconnaît que « jusqu'ici — et ce sera probablement encore le cas à l'avenir — ce sont les jeunes qui ont été plus particulièrement touchés, avec un taux de chômage en général deux à trois fois plus élevé que celui des adultes » (9). « Il ressort des prévisions », écrivait le même organisme dans son rapport précédent, « que le chômage des jeunes risque de connaître une forte augmentation au cours des 12 à 18 prochains mois dans tous les pays à l'exception du Canada [où il est déjà élevé — NdR] et au Japon. La dégradation la plus sérieuse de la situation devrait intervenir au Royaume-Uni, où l'on s'attend qu'en 1981 le taux de chômage des jeunes dépasse de 75 % son niveau de 1979. En Allemagne et aux Etats-Unis, le chômage des jeunes devrait augmenter de plus de 40 % de 1979 à 1981, tandis que pour la France le taux d'augmentation prévu s'établit à 28 % ». D'où la crainte ouvertement exprimée : « les taux de chômage [des jeunes] risquent d'atteindre des niveaux de nature à poser un problème grave » (10). C'est cette crainte pour l'ordre social qui est à l'origine des mesures « pour l'emploi des jeunes » prises dans divers pays (les prolétaires âgés ont eux aussi des taux de chômage supérieurs à la moyenne, mais comme ils ne sont pas considérés comme dangereux, ils peuvent bien crever !). Il ne s'agit évidemment pas de résoudre un problème auquel le capitalisme est congénitalement incapable

(8) Aucune prévision n'est faite pour l'Espagne, mais le taux officiel de chômage des jeunes était déjà de 22,8 % (soit près d'un sur 4) en 1979.

(9) Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1980.

(10) Perspectives économiques de l'OCDE, juillet 1980, pp. 32 à 35.

d'apporter une solution puisqu'il ne peut vivre et survivre qu'en *fabriquant des chômeurs*, mais d'amuser la galerie en essayant de détourner les prolétaires de la lutte de classe qui est le seul véritable moyen d'améliorer leur situation.

La poursuite de l'offensive contre les salaires

Les salaires sont avec le chômage l'un des domaines où les statistiques bourgeoises sont le plus souvent truquées. Le recouplement des données officielles « nationales » avec un certain nombre de rapports ou d'études d'organismes internationaux montre toutefois que l'offensive entamée dans certains pays dès 1976 s'est généralisée depuis, et que dans pratiquement tous les pays développés il y a eu une baisse plus ou moins importante des *salaires réels* (c'est-à-dire estimés en terme de pouvoir d'achat, correction faite de la hausse des prix).

Les statistiques officielles publiées par la Banque des Règlements Internationaux et reproduites dans le tableau 5 montrent qu'en 1979 dans 5 sur 11 des pays occidentaux les plus développés (U.S.A., Canada, Pays-Bas, Suède, Suisse) il y a eu « officiellement » baisse du pouvoir d'achat. On peut immédiatement en ajouter un sixième, la France, car les chiffres de la BRI portent sur les salaires bruts, c'est-à-dire qu'ils « oublient » l'incidence du relèvement des cotisations de Sécurité

TABEAU 5 - EVOLUTION DES SALAIRES REELS DANS L'INDUSTRIE D'APRES LES DONNEES OFFICIELLES

(Variation de décembre à décembre)

en %	Moyenne 1969-73	1976	1977	1978	1979
Etats-Unis	1,4	2,8	0,7	0,2	4,6
Canada		6,5	0,1	— 1,7	— 0,4
Japon	8,9	2,4	2,0	1,6	0,7
Allemagne	6,2	5,6	4,5	1,5	0,8
France	5,3	4,7	2,8	2,6	1,8
Royaume-Uni	3,9	— 2,4	— 0,8	5,9	1,6
Italie	9,3	5,8	7,0	3,8	2,3
Belgique		— 1,8	2,3	2,6	3,0
Pays-Bas		— 0,1	1,3	1,1	— 0,5
Suède	2,8	1,3	— 3,4	— 1,2	— 1,3
Suisse	1,0	— 0,2	1,0	3,0	— 2,4
Portugal		— 6,1	— 10,9	— 5,3	

Sources : BRI, 50^e Rapport annuel ; OCDE, Etudes économiques, Portugal (juillet 1979).

sociale en 1979, qui peut être chiffrée, sur la base d'une étude de l'INSEE, à 3 % en moyenne ; il y a donc eu en France en 1979, selon les données officielles, non une hausse du pouvoir d'achat des salaires de 1,8 %, mais une baisse de 1,2 % (11). On peut également ajouter un septième pays qui n'apparaît pas dans les statistiques de la BRI, le Portugal, où selon les données officielles de l'OCDE le pouvoir d'achat ouvrier a baissé de 22 % en 4 ans, et ce à partir de 1976, grâce à l'excellent travail des sociaux-démocrates de types Soares (12), que le capital a remerciés une fois que l'essentiel de leur besogne a été accompli. Dans tous les autres pays, on note pour le moins un fort ralentissement de la progression « officielle » des salaires réels, et les commentaires cités plus loin trahissent en fait, à l'exception de l'Angleterre et de la Belgique, une diminution très probable du pouvoir d'achat.

Ces bons résultats d'ensemble sont enregistrés avec une discrète satisfaction par les « experts » internationaux, qui ne peuvent toutefois s'empêcher, dans ce domaine aussi, d'exprimer leur inquiétude pour l'avenir : la baisse des salaires est bonne et nécessaire, elle a permis d'améliorer les profits, il faut qu'elle se poursuive — mais ne risque-t-elle pas de provoquer par contrecoup des revendications salariales « excessives » qui ruineraient les résultats obtenus ? C'est évidemment là que le rôle du réformisme ouvrier, qui essaye d'anesthésier et de paralyser la classe ouvrière pour l'empêcher de réagir, se révèle précieux ; on notera les coups de chapeau qui sont rendus ici et là par les bourgeois à sa « modération » et à son sens des « responsabilités ». Nous ne pouvons faire mieux que de citer longuement les commentaires du Fonds Monétaire International, de la Banque des Règlements Internationaux, de l'ONU et de l'OCDE (13), portant d'abord une appréciation d'ensemble sur l'évolution des salaires réels, puis des appréciations pays par pays.

(11) « La baisse du pouvoir d'achat des salariés en 1979 : un démenti aux déclarations officielles », *Le Monde*, 6 février 1980, article basé sur une étude d'*Economie et Statistique* n° 118, janvier 1980.

(12) Nous n'aurons pas la cruauté de rappeler ici — cela sortirait d'ailleurs du cadre de notre sujet — les déclarations délirantes de certaines organisations trotskystes sur la « révolution des œillets », la révolution-prolétarienne-qui-a-commencé-au-Portugal, et autres balivernes. Un « pouvoir des travailleurs » dirigé par des sociaux-démocrates, financé par des capitaux allemands et américains, qui rétablit l'ordre dans les villes et les campagnes et réussit — exploit unique en Europe — à faire baisser d'un quart le pouvoir d'achat ouvrier avant de passer « démocratiquement » le pouvoir à la droite, quel qualificatif mérite-t-il sinon celui de traître à la classe ouvrière (à supposer qu'il ait eu un rapport avec elle), et en tout cas de larbin du capital ? !

(13) Sauf autres indications, ces commentaires sont tirés du *Rapport annuel 1980* du Fonds Monétaire International (FMI), du *Rapport annuel* de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), du *World Economic Survey 1979-80* de l'ONU, et des *Perspectives économiques de l'OCDE*, juillet et décembre 1980.

Appréciation d'ensemble : la « modération » des revendications salariales a provoqué une baisse des salaires réels qui a permis l'accroissement des profits.

« Au milieu de 1980, les augmentations de salaires sont restées modestes, comparées à celles de la période précédente 1972-74, à la fois en valeur nominale et en valeur réelle. On constate même que les augmentations des salaires horaires dans les secteurs manufacturiers des pays industrialisés depuis 1978 n'ont pas, en moyenne, subi une accélération aussi forte que les prix à la consommation » (FMI).

« Les salaires nominaux n'ont généralement que *peu réagi* jusqu'ici à la montée de l'inflation [...]. Une conséquence importante de l'évolution récente est que la progression des salaires réels pourra être contenue étroitement dans les limites que justifient les gains de productivité et les variations des termes de l'échange. C'est ce qui est apparu clairement en 1979, année où l'avance des salaires réels n'a guère changé et où la *part des profits* s'est généralement maintenue et a même *augmenté* dans de nombreux pays. Les négociations actuelles de salaires ayant atteint un stade avancé dans la plupart des pays, on remarque que la *tendance générale* reste à la *modération* [...]. Les coûts unitaires totaux de main-d'œuvre n'ont sans doute augmenté que de 7,5 % en 1979 en grande partie à cause de la *modération des négociations de salaires* et d'une croissance de la production et de la productivité plus forte que prévu. Pour 1980, les accords salariaux actuels laissent penser que la *modération continuera de prévaloir*, en particulier dans les trois plus grands pays.

« Les salaires nominaux ont jusqu'ici réagi *très modérément* à l'accélération de la hausse des prix à la consommation. Une certaine accélération de la progression des salaires nominaux, de l'ordre d'un point peut-être, paraît inévitable en 1980, mais elle ne représenterait qu'une *faible fraction de l'augmentation des prix à la consommation* [...]. Il semble que l'on ait réussi jusqu'ici à *contenir la progression des salaires réels* dans les limites justifiées par l'évolution de la productivité et des termes de l'échange » (OCDE, juillet 1980).

« L'ajustement des salaires nominaux a été jusqu'ici d'une *modération remarquable*, contrairement à ce qui s'était passé en 1974-75. De 1978 à 1980, l'augmentation annuelle moyenne des gains horaires dans les industries manufacturières des pays de l'OCDE s'est peut-être accélérée de moins de 1,5 point (passant de 9,25 à 10,5 % environ), tandis que la hausse des prix à la consommation passait dans le même temps de moins de 8 % à plus de 13 % » (OCDE, décembre 1980).

L'hommage discret au rôle du réformisme ouvrier à la tête des syndicats

« Pendant la seconde moitié des années 1970, les syndicats de la plupart des économies de marché développées se sont abstenus de revendiquer des hausses importantes de salaires » (ONU).

« Pour 1980, les accords salariaux actuels laissent penser que la *modération continuera de prévaloir*, en particulier dans les trois plus grands pays [...]. La modération salariale est particulièrement frappante aux États-Unis, au Japon et en Allemagne » (OCDE, juillet 1980).

« Au Canada, en Allemagne et au Japon, les salaires nominaux ont beaucoup moins progressé que ne le laissait prévoir leur évolution anté-

rieure, et, en France, le comportement récent des salaires donne également à penser qu'il y a eu un changement d'attitude dans les négociations salariales » (OCDE, décembre 1980).

« La situation des marchés du travail n'explique pas à elle seule la modération apparemment plus grande du comportement des salaires [...]. Il semblerait que les interlocuteurs sociaux *apprennent à s'adapter aux contraintes* imposées par la hausse des prix réels de l'énergie à la croissance de l'offre de biens matériels et à la progression des salaires réels » (OCDE, décembre 1980).

L'inquiétude pour l'avenir : il faut que cette tendance se poursuive; mais se poursuivra-t-elle ?

« Sur le plan de l'incitation à l'investissement dans les pays industrialisés d'Europe, il est essentiel, si l'on veut empêcher une nouvelle compression des bénéfices, *d'éviter de nouvelles revendications salariales* » (FMI).

« La situation actuelle comporte des aspects préoccupants ; en effet, dans certains pays les salariés *voudront sans doute rattraper les pertes de revenu réel qu'ils ont subies ces dernières années...* » (BRI).

« Devant la réaction modérée des salaires nominaux à l'accélération des prix à la consommation, on peut se demander s'il s'agit là d'un changement significatif du comportement des salaires ou d'une simple déviation qui pourrait par la suite s'inverser » (OCDE, juillet 1980).

« Les projections concernant la troisième phase (du milieu ou de la fin de 1980 au milieu de 1982) sont fondées sur trois hypothèses : le raffermissement des revenus réels des ménages entraînera une légère reprise de la demande et de la production, les gains de productivité s'amélioreront, *et il n'y aura pas de rattrapage des salaires réels* » (OCDE, décembre 1980).

« Pour réduire davantage l'inflation, il est nécessaire d'éviter que se produise un rattrapage des salaires. C'est pourquoi il est particulièrement important d'apprécier si le comportement plus modéré des salaires nominaux observés depuis 1978 est un phénomène temporaire ou bien s'il est susceptible de persister en 1981 lorsque l'activité économique se redressera » (OCDE, décembre 1980).

On observera au passage que les préoccupations des experts bourgeois « internationaux », qui raisonnent au niveau des besoins du capital *en général*, et montrent dans ce cadre la nécessité de la baisse des salaires pour rétablir les profits, réduisent à néant tous les discours des bourgeois « nationaux » de chaque pays (et de leurs valets réformistes) sur l'indispensable « compétitivité » qui exige des sacrifices. La baisse des salaires n'est pas un besoin spécifique du pays *x* dont les exportations seraient menacées par la concurrence internationale ; elle est un besoin de toutes les économies nationales, qui *toutes* voient leurs marchandises concurrencées par l'ensemble des autres économies nationales, c'est-à-dire par le marché mondial ; elle est donc un *besoin général* du capital. En d'autres termes, comme l'a montré Marx, la concurrence des capitaux entre eux ne fait qu'appliquer les lois *générales du capital* en leur donnant l'apparence de contraintes extérieures. C'est ce qui explique la similitude des discours tenus par les bourgeois

TABLEAU 6 - REVENU DISPONIBLE D'UN OUVRIER AMERICAIN

(Marié, 3 enfants à charge - en dollars constants de 1967)

Année	\$/semaine	Année	\$/semaine
1950	72,2	1974	91,0
1960	82,2	1975	90,5
1970	89,9	1976	91,8
.....		1977	93,5
1971	92,7	1978	92,5
1972	96,6	1979	89,3
1973	95,7	1980 (juin)	82,6

Sources : US Dept of Commerce, Business Statistics, 1975 ; Survey of Current Business.

dans tous les pays (voir encadrés pages 32-33) et des préoccupations qui transparaissent dans l'analyse des situations pays par pays faite par les organismes internationaux.

Etats-Unis

« Aux Etats-Unis et au Canada les salaires nominaux ont moins progressé, ces dernières années, que les prix à la consommation. Cette évolution présente un caractère positif en ce sens qu'elle s'accorde avec la nécessité de ralentir la spirale inflationniste, notamment dans les pays qui ont enregistré une perte de revenu réel provoquée par des facteurs externes. Elle revêt un côté négatif parce que le fléchissement moyen des salaires réels risque d'engendrer ultérieurement une recrudescence des revendications salariales et de rendre ainsi plus difficile la réduction à court terme du niveau de l'inflation » (BRI).

En fait, comme on l'a déjà observé dans les précédents rapports, le revenu des ouvriers américains a tendance, à travers des fluctuations cycliques, à baisser régulièrement depuis 1972, et l'offensive de 1979 n'a fait qu'aggraver cette tendance. Les chiffres officiels du *Department of Commerce* reproduits dans le tableau 6 montrent en effet qu'en juin 1980 le revenu disponible réel d'un ouvrier marié avec trois enfants à charge était redescendu à son niveau de 1960, et environ 14 % en dessous du maximum atteint en 1972 (14).

Canada

« La composante la plus dynamique de la demande a été l'investissement non résidentiel privé, qui a été stimulé par l'amélioration importante des bénéfices des sociétés et par l'augmentation des taux d'utilisation des capacités [...] ; les majorations de salaires sont restées relative-

(14) Voir l'interprétation de ce retournement de tendance dans « Cours de l'impérialisme mondial », Programme communiste n° 78, pp. 69-70.

ment modestes ; il n'y a donc pas eu jusqu'ici l' « explosion des salaires » que l'on pouvait redouter après la levée des contrôles. Les relèvements prévus dans les nouvelles conventions collectives [...] ont été en moyenne de 8 à 9 % au second semestre de 1979 et la rémunération moyenne totale, en raison des changements structurels survenus sur le marché du travail s'est accrue encore plus lentement ; en fait, elle a diminué en termes réels. Le revenu disponible réel des ménages a baissé, pendant cette période, de 2 % en taux annuel ; en revanche les bénéfices des entreprises se sont gonflés de quelque 30 %, leur part dans le revenu national ayant ainsi à peu près augmenté d'un point pour s'établir à un

LE LANGAGE DES EXPLOITEURS BOURGEOIS EST PARTOUT LE MEME

Allemagne

« Après un conflit salarial aigu dans l'industrie sidérurgique au début des négociations de cette année, le patronat et les syndicats de la métallurgie ont abouti à un accord donnant (tous avantages annexes compris) une augmentation d'environ 5 % des salaires horaires ; ce qui paraît tout à fait approprié à la situation des secteurs concernés. Des accords salariaux d'un niveau équivalent ont alors été conclus dans les autres secteurs industriels où des négociations étaient en cours, ainsi que pour les fonctionnaires. Les développements économiques à venir seront favorablement influencés par les sens des responsabilités économiques dont le patronat et les syndicats ont fait preuve au cours de la dernière négociation salariale. »

Deutsche Bundesbank, Rapport annuel 1979.

« L'accroissement sensible de la formation de capital a été dû principalement à la situation favorable des profits des entreprises et aux possibilités relativement larges d'autofinancement qui en ont résulté. [Outre des incitations fiscales] le patronat et les syndicats ont également contribué au renforcement de l'investissement l'an dernier en se mettant d'accord, lors des négociations salariales de début 1979, sur les augmentations de salaires qui tenaient largement compte des nouveaux risques et fardeaux extérieurs apparents à ce moment. »

Deutsche Bundesbank, Rapport annuel 1980.

Grande-Bretagne

« En pratique, un ralentissement significatif de l'inflation signifiera une baisse temporaire des salaires réels. Bien que les salaires réels aient eu tendance à augmenter la plupart du temps, on ne devrait pas tenir pour acquis que cela peut se répéter chaque année et que les salaires réels ne chuteront jamais. [...] Il est [...] extrêmement important que les augmentations salariales accordées lors des prochaines négociations soient nettement inférieures à ce qu'elles sont actuellement. [...] On peut espérer [sic] que l'accroissement des gains salariaux lors de la prochaine négociation sera en fait sensiblement inférieur à la hausse des prix de détail. »

Bank of England Quarterly Bulletin, juin 1980.

chiffre inférieur d'un point environ à celui de 1974, précédent maximum » (OCDE, juillet 1980).

« A supposer que la légère accélération des salaires révélée par les accords récents se poursuive jusqu'au milieu de 1981 et que l'affaiblissement de la demande de main-d'œuvre ait ensuite des effets plus sensibles, on peut prévoir que les rémunérations moyennes ne progresseront guère en termes réels et qu'elles pourraient même diminuer vers le milieu de 1982 » (OCDE, décembre 1980).

LE LANGAGE DES EXPLOITEURS BOURGEOIS

Etats-Unis

« Il y a un peu plus d'un an, j'ai demandé aux entreprises et aux travailleurs de se joindre à moi dans le combat contre l'inflation en acceptant des objectifs volontaires pour les hausses de salaires et de prix. La coopération avec ma demande a été très large. [...] Les hausses de salaires n'ont pas été supérieures à celles de 1978, bien que le coût de la vie ait augmenté plus vite. [...] Mon administration et les dirigeants du mouvement ouvrier ont conclu un Accord National. [...] Le problème le plus immédiat en 1980 est de s'assurer que les fortes augmentations des prix de l'énergie de l'année dernière ne vont pas provoquer une nouvelle spirale de hausses de prix et de salaires. [...] Il est compréhensible que les travailleurs, les patrons [sic], et d'autres groupes désirent rattraper la perte de pouvoir d'achat de l'an dernier. [...] Mais de tels efforts [...] ne feraient qu'intensifier l'inflation. »

Economic Report of the President, janvier, 1980.

« Il ne fait aucun doute que les gains réels des travailleurs américains ont diminué en 1979. [...] Beaucoup de travailleurs attribuant leur perte de revenu réel aux objectifs d'augmentation de salaires [...] il y a eu des pressions pour assouplir ces objectifs, ce qui aboutirait à aggraver l'inflation. [...] Les efforts des travailleurs ou d'autres groupes pour rétablir leurs revenus réels par des augmentations plus importantes de salaires ou d'autres formes de revenus nominaux ne pourraient aboutir en définitive qu'à alourdir les coûts des entreprises et donc en définitive à intensifier l'inflation. Il s'ensuit que les objectifs de salaires et de prix sont encore plus importants pour l'année à venir. »

Report of the Council of Economic Advisers, janvier 1980.

France

« Il est absolument nécessaire que l'évolution excessive des salaires et des prix soit rapidement corrigée », a déclaré vendredi 17 octobre à Lyon M. Raymond Barre. « Je lance un appel aux chefs d'entreprises et aux salariés pour qu'ils modèrent l'évolution des prix et des rémunérations. Les chefs d'entreprise doivent comprendre que lorsqu'ils consentent de fortes hausses de salaires et lorsqu'ils majorent régulièrement leurs prix, ils affaiblissent leurs entreprises... »

Le Monde, 19 octobre 1980.

Japon

« Les autorités ont cherché à peser sur les décisions en matière de prix et de salaires en intervenant directement auprès des partenaires sociaux. [...] Les salariés ont été invités à accepter des ajustements de salaires nominaux *modérés par rapport à l'augmentation des prix à la consommation*. Comme les systèmes d'indexation ne sont pas partie intégrante de la structure japonaise des négociations salariales, on pouvait s'attendre [...] à ce que la série d'augmentations du printemps 1980 *n'aggrave pas les tensions inflationnistes existantes* » (BRI).

« Au *shunto* [round de négociations salariales] du printemps 1979 la hausse demandée par les fédérations de travailleurs *resta modérée* [...] ces dernières *évitent d'avancer des exigences trop dures* » (Japon Economie n° 128, 15-3-80).

« L'investissement fixe des entreprises est resté soutenu, notamment dans le secteur des industries manufacturières, cette évolution traduisant une progression régulière du taux d'utilisation des capacités et un *redressement marqué des bénéfices des sociétés* [...]. La croissance de la consommation réelle des ménages devrait subir, dans le courant de l'année 1980, un *ralentissement dû en grande partie à l'accélération de l'inflation et à la progression modérée des salaires nominaux* qui est prévue [...] Les négociations collectives du printemps devraient aboutir à une augmentation moyenne des salaires de base d'environ 7 %, ce qui s'explique par le caractère relativement modéré de la hausse des prix à la consommation [...] et *l'attitude modérée des syndicats* » (OCDE, juillet 1980).

« Un facteur essentiel de la bonne performance japonaise face au second choc pétrolier est constitué par la *souplesse salariale* [...] en 1979-80 l'accent a été placé sur la stabilité des prix et du marché du travail, lors des négociations salariales, permettant de *maintenir au minimum les augmentations de rémunérations*, et de *ne pas affecter les performances des entreprises* » (Japon Economie n° 135, 25-11-80).

Allemagne

« Les augmentations de salaires sont demeurées *relativement modérées* [...] La part de la rémunération du travail dans le revenu national *a diminué* de près d'un demi-point en 1979, pour revenir à peu près à son niveau de 1973 [...] En 1981, il est à prévoir que, sous l'effet de la décélération de l'inflation et de l'augmentation du chômage, les accords salariaux amèneront un *certain ralentissement de la hausse des taux de salaire*. Par ailleurs, le glissement des salaires devrait se réduire et le nombre de salariés diminuer, on peut donc s'attendre à une expansion plus lente de la masse salariale brute [...] Malgré un certain ralentissement de la croissance du revenu de la propriété et de l'entreprise, les bénéfices distribués après impôts seront probablement la composante du revenu disponible qui *marquera la progression la plus rapide* » (OCDE, juillet 1980).

« La situation du marché du travail *s'étant dégradée*, le glissement des salaires — relativement important dans les premiers mois de l'année — *a disparu* et la progression de la rémunération par personne employée s'est ralentie, passant d'un taux annuel de 7 % au second semestre de 1979 à 6,5 % au premier semestre de 1980 [...] On a supposé dans les présentes prévisions que les négociations salariales du printemps de

1981 aboutiraient à une augmentation des taux de salaire horaires comprise entre 5 et 6 %. Comme la dégradation du marché du travail empêchera probablement les glissements de salaires, on peut supposer que les gains progresseront à peu près au même rythme pendant la période considérée. Compte tenu de la diminution de l'emploi, l'augmentation des traitements et salaires bruts devrait tomber de 8 % en 1980 à 5 % environ » (OCDE, décembre 1980).

France

Les chapitres des rapports de l'OCDE consacrés à la France observent — probablement du fait que cet organisme a son siège à Paris — de si extraordinaires précautions de langage qu'on ne peut en tirer aucun commentaire clair sur l'évolution des salaires. Nous avons déjà montré plus haut que les salaires réels ont diminué en 1980. En fait, il est frappant de constater que la diminution progressive des salaires réels de certaines couches ouvrières remonte à plus longtemps, comme dans le cas des Etats-Unis. C'est ce qui ressort d'un calcul fait en rapportant l'évolution du revenu mensuel net d'un ouvrier célibataire d'Ile-de-France (donnée officielle publiée par le Ministère du Travail) non pas à l'indice officiel des prix de l'INSEE mais à celui de la CGT : les résultats, résumés dans le tableau 7, montrent que le pouvoir d'achat de cet ouvrier-type n'a cessé de diminuer progressivement depuis 1971 et qu'il était en janvier 1980 inférieur de 13,7 % à celui de cette année de référence. Un autre calcul montre par ailleurs que ce revenu baisse depuis 2 ans même par rapport à l'indice officiel INSEE (— 3,4 % entre 1978 et 1980). Ces chiffres prennent tout leur sens si l'on tient compte du fait que l'« ouvrier célibataire d'Ile-de-France » est le prototype représentatif des jeunes prolétaires et des

TABEAU 7 - REVENU MENSUEL RÉEL D'UN OUVRIER FRANÇAIS

(Célibataire, Paris - Indice base 1962 = 100)

Année	Pouvoir d'achat	Année	Pouvoir d'achat
1967	105,2	1974	105,9
1968	102,0	1975	102,1
1969	106,8	1976	101,1
1970	105,4	1977	101,1
1971	108,4	1978	99,8
1972	107,7	1979	96,3
1973	105,8	1980	93,5

Sources et méthode : calculs effectués en divisant l'indice du « Revenu mensuel net de l'ouvrier célibataire d'Ile-de-France » (donnée officielle publiée par le Ministère du Travail) par l'indice des prix de la CGT. Les chiffres de base du calcul sont tirés de *Liaisons sociales*, supplément spécial Statistiques sociales 1963-74, et numéros divers 1974-1981. Les indices correspondent au mois de janvier de chaque année.

prolétaires immigrés, c'est-à-dire des catégories ouvrières qui subissent déjà le plus brutalement le poids du chômage.

Ajoutons au passage que les appels d'un Barre à la discipline salariale des « partenaires sociaux » s'adressent moins aux dirigeants syndicaux, sur lesquels la bourgeoisie française sait pouvoir compter malgré des rodомontades verbales épisodiques, qu'à certains... patrons inconséquents. La *Lettre de l'Expansion* du 6 octobre 1980 écrivait en effet que « le Premier ministre déclare volontiers en privé, ces jours-ci, que les entreprises n'ont pas toutes un comportement convenable [...] le dérapage des salaires lui paraît imputable à des chefs d'entreprise insuffisamment soucieux de la gestion beaucoup plus qu'à une pression syndicale ». Quel bel hommage du « meilleur économiste bourgeois de France » à ses larbins ouvriers !

Italie

Selon la revue du patronat français, une des grandes préoccupations de la bourgeoisie italienne est : « Comment casser l'échelle mobile ? » :

« L'indexation généralisée des salaires apparaît de plus en plus comme une autre cause primordiale des difficultés de l'économie italienne [...] L'indexation a pour effet de réduire la capacité d'adaptation de l'économie [...] Dès maintenant les excès de l'échelle mobile provoquent une réaction spontanée : les revendications syndicales les plus récentes portent sur un retour à la différenciation et à la reconnaissance des particularismes professionnels. C'est peut-être l'indice d'un changement profond [...]

« Sur cette question de l'échelle mobile, le patronat est résolu à l'offensive. Il veut tout au moins assouplir un système qui aboutit à répercuter directement sur les rémunérations toute augmentation du prix du pétrole » (15).

En fait, les rapports des organismes internationaux montrent que, grâce à ce que le CNPF appelle la « modération » des syndicats italiens, des « résultats » ont déjà été obtenus dans ce sens :

« En Italie, le remarquable succès des efforts de freinage de la hausse des salaires nominaux a eu une incidence notable sur le revenu réel » (BRI, 49^e rapport annuel, 1979).

« Le revenu réel des ménages devrait être laminé par l'inflation. La couverture de la hausse des prix par l'indexation des salaires devrait être voisine de 85 % » (OCDE, juillet 1980).

« L'affaiblissement de la pression de la demande devrait contribuer à freiner la hausse des prix d'autant plus que [...] les entreprises paraissent avoir très sensiblement élargi leurs marges de profit au cours de la phase d'expansion [...] Parallèlement aux prix, la progression des salaires nominaux devrait se ralentir » (OCDE, décembre 1980).

(15) CNPF n° 415, juillet 1980.

Autriche

« L'augmentation des taux de salaires semble devoir rester modérée » (OCDE, juillet 1980).

Danemark

« Les prix et les salaires ont été bloqués pendant une courte période vers la fin de l'année 1979 et des mesures de contrôle des prix rigoureuses ont été annoncées pour 1980 [...] Une baisse sensible du revenu disponible réel devrait entraîner une réduction de la consommation privée d'environ 3 % en 1980 » (OCDE, juillet 1980).

« L'activité s'est fortement ralentie [...] en raison, surtout, des mesures prises pour atténuer les effets du second choc pétrolier sur la balance des paiements. La plus importante de ces mesures a consisté à exclure la composante énergétique de l'indice des prix régissant l'évolution des salaires. Du fait, notamment, de l'incidence du relèvement de la TVA au milieu de l'année, le revenu disponible réel des ménages devrait baisser de 4 à 5 % cette année » (OCDE, décembre 1980).

Grèce

« L'accélération de l'inflation a amenuisé la croissance du revenu réel, mais la dépense a été un peu soutenue par une augmentation des revenus des travailleurs indépendants et par des profits élevés [...] les autorités ont fixé des plafonds limitant l'augmentation des revenus du travail, qui impliquent pour ces derniers une baisse en termes réels en 1980 » (OCDE, juillet 1980).

« En raison des effets sur les revenus réels des ménages d'une inflation rapide et de l'alourdissement automatique de la pression fiscale, on peut s'attendre à une nouvelle et faible baisse de la consommation privée » (OCDE, décembre 1980).

Islande

« Comme il est prévu que les traitements et les salaires augmentent plus lentement que les prix à la consommation [...] le revenu disponible réel et le volume de la consommation privée pourraient baisser d'environ 1,5 % » (OCDE, juillet 1980).

« La consommation privée aura peut-être diminué légèrement en 1980 sous l'effet de la compression des revenus réels des ménages, due elle-même essentiellement à l'ajustement de l'indice des prix régissant l'évolution des salaires en fonction des variations des termes de l'échange » (OCDE, décembre 1980).

Irlande

« L'accélération prévue de l'inflation [...] devrait provoquer un fléchissement du revenu disponible réel qui entraînerait une baisse de la consommation privée » (OCDE, juillet 1980).

Pays-Bas

« Sous l'effet du freinage de la politique des revenus ainsi que des compressions des dépenses publiques (Sécurité Sociale comprise) l'évolu-

tion des termes de l'échange semble devoir se traduire par une *baisse du revenu disponible réel des ménages* et, en conséquence, par un fléchissement de la consommation privée [...]. On peut s'attendre à une action soutenue visant à *modérer* les tensions qu'exercent les coûts de main-d'œuvre » (OCDE, juillet 1980).

« La stabilisation des termes de l'échange ainsi que la baisse de 1 % des salaires réels ayant résulté de l'application de la politique des revenus codifiée par la loi, permettront peut-être un certain *redressement des bénéfices des entreprises* en 1980 » (OCDE, décembre 1980).

« Le gouvernement néerlandais a adopté, le 12 novembre, une disposition pour 1981 qui donne le droit de fixer unilatéralement le niveau des rémunérations régies par les conventions collectives [...] Selon la disposition gouvernementale, la compensation automatique de la hausse des prix sera diminuée l'année prochaine de 2 % [...] Selon M. Albeda [Ministre des affaires sociales], les salariés en bas de l'échelle subiront une baisse de pouvoir d'achat de 0,75 % et les salaires les plus élevés de plus de 3,5 % » (*Le Monde*, 15 novembre 1980).

Norvège

« La rémunération par salarié ne progressera sans doute pas beaucoup en termes réels, malgré le relèvement sensible des gains nominaux à prévoir à l'issue d'un *blocage des prix et des salaires qui a duré 15 mois* et s'est terminé à la fin de 1979 » (OCDE, juillet 1980).

« L'évolution de l'économie en 1980 a été caractérisée par le tassement de la demande extérieure, par la lenteur de la croissance de la consommation des ménages et par l'essor des investissements des entreprises, ce dernier étant lié à *l'amélioration prononcée des marges bénéficiaires durant les 15 mois de blocage des prix et des revenus* » (OCDE, décembre 1980).

Portugal

« L'accroissement rapide des transferts en provenance de l'étranger a plus que compensé *une nouvelle baisse des salaires réels* [...] L'investissement productif du secteur privé pourrait se redresser à la suite de *l'amélioration du climat économique et de l'accroissement des marges bénéficiaires en 1978-79* » (OCDE, juillet 1980).

On remarque, dans cette monotone litanie, que certaines bourgeoisies expérimentent « hardiment » des voies nouvelles pour extorquer aux ouvriers davantage de plus-value en restreignant le pouvoir d'achat. C'est notamment le cas au Danemark, où a été officiellement mis en place un mécanisme de truquage de l'indice des prix (exclusion des prix des produits énergétiques) et des Pays-Bas, où l'« indexation » garantit... la baisse des salaires réels. Un truquage de même type qu'au Danemark a déjà été envisagé dans d'autres pays, notamment en France (déclarations de Monory en 1980). Quant à l'indexation automatique à la baisse ou à la désindexation, l'ONU admet froidement qu'elle est étudiée ou préparée un peu partout :

« On s'attend à ce que les gouvernements d'un certain nombre d'économies développées de marché commencent à partir de 1980 à modi-

fier certaines des normes d'indexation de salaires qui s'appliquaient dans le passé. Dans certains cas, les revenus du travail (avec ou sans contrôle des prix) *seront temporairement gelés et l'indexation suspendue* » (ONU).

En France notamment, signalait récemment *Le Monde*, « le patronat vient de lancer — de l'UIMM au CNPF — une campagne vigoureuse [...] à la fois contre les mécanismes d'indexation des rémunérations sur les prix et l'accroissement de leur pouvoir d'achat » (16).

Deux pays seulement semblaient, fin 1980, faire encore exception au mouvement général de baisse des salaires : la Grande-Bretagne et la Belgique.

Grande-Bretagne

Malgré tous ses efforts pour imposer à la classe ouvrière une diminution des salaires réels, le gouverneur conservateur s'est heurté jusqu'ici à une résistance opiniâtre, piétinant là où... les travaillistes, avec la coopération des dirigeants syndicaux, avaient réussi en 1975-77 à imposer une baisse « volontaire » de plus de 6 %. Depuis le début de l'année, se lamente l'OCDE, « la progression des rémunérations moyennes s'est sensiblement accélérée, sans rapport avec les capacités réelles de l'économie » (OCDE, juillet 1980 — voir aussi les appels à la baisse des salaires de la *Bank of England*, encadré page 32). L'absence du réformisme ouvrier au gouvernement rend sans doute les choses plus difficiles pour la bourgeoisie ; mais indépendamment de cela, il semble tout simplement que la classe ouvrière anglaise se trouve le dos au mur : ses salaires sont les plus bas de tous les pays développés, inférieurs à ceux du Japon (17), elle a déjà subi en 1975-77 une forte baisse du pouvoir d'achat, elle n'a pas d'autre choix que de se défendre contre l'agression du capital et contre une inflation galopante, et elle se bat effectivement malgré les lamentations des bourgeois et les appels à la modération des dirigeants syndicaux : « Quelque 29 millions de journées de travail ont été perdues en 1979, ce qui représente le chiffre le plus élevé que l'on ait enregistré depuis la grève générale de 1926 » (OCDE, juillet 1980).

Belgique

Les statistiques officielles ont jusqu'ici fait apparaître un pouvoir d'achat en légère progression alors que l'économie est gravement frappée par la crise. Le gouvernement cherche comment mettre fin à l'indexation sans provoquer l'explosion : les dirigeants syndicaux soucieux de la paix sociale l'ont en effet averti que « dans aucune circonstance on ne peut envisager de remettre en cause l'indexation. Ce

(16) *Le Monde*, 4 décembre 1980.

(17) En moyenne 5,85 dollars de l'heure contre 5,92 au Japon, 8,31 en Italie, 9,19 en France, 10,15 aux Etats-Unis, 13,15 aux Pays-Bas (chiffres de 1979, cités dans *Citibank Monthly Economic Letter*, novembre 1980).

TABLEAU 8 - EVOLUTION DES PROFITS DES SOCIÉTÉS

(Progression annuelle en %)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Etats-Unis	+ 9,6	— 2,7	+ 27,0	+ 12,9	+ 16,3	+ 14,8
Royaume-Uni	+ 13,5	+ 1,2	+ 27,9	+ 14,3	+ 12,5	+ 26,9
Allemagne	— 0,5	+ 4,4	+ 16,6	+ 5,2	+ 9,9	+ 9,3
Japon	— 34,1	+ 1,5	+ 14,8	+ 15,3	+ 42,2	
France	— 7,2	+ 11,5	+ 20,9	+ 11,8	+ 22,4	+ 16,8
Suisse	+ 7,6	— 25,2	+ 11,2	+ 16,9	+ 2,5	+ 13,7

Sources : Etats-Unis : Survey of Current Business ; G.-B. : Economic Trends ; Allemagne : Monthly Report of the Deutsche Bundesbank, Wirtschaft und Statistik ; Japon : Japan Statistical Yearbook ; France : Tendances de la conjoncture ; Suisse : La vie économique. Données des divers pays non comparables entre elles.

serait toucher à de la nitroglycérine ». Comme ailleurs, la bourgeoisie compte sur la « gauche » pour l'aider à résoudre ce casse-tête : c'est un ministre *socialiste* qui a proposé de diminuer les salaires des sidérurgistes wallons de 15 %. Bien que sa proposition ait été repoussée, il ne désarme pas : « *sans diminution du niveau salarial, on [le capital, évidemment, pas les prolétaires!] ne s'en sortira pas* » (18). Un « plan de redressement » a donc été adopté par le Parlement en février 1981, mais l'OCDE a déjà averti que pour « redresser »... les profits, il faudrait « *une ponction durable sur le pouvoir d'achat des ménages, vraisemblablement plus importante que celle envisagée* » (19).

Les résultats de l'offensive bourgeoise

Les données qui précèdent ont mis en évidence la poursuite de l'offensive généralisée de la bourgeoisie contre les conditions de vie de la classe ouvrière. « Il n'est guère surprenant dans ces conditions », constatait notre précédent rapport, « que le capital ait pu *amortir jusqu'ici les effets de la crise* ». Deux années plus tard, cette constatation reste — hélas — encore vraie. Un seul indice suffit à le prouver — un indice particulièrement cher aux bourgeois : celui *des profits des entreprises*. Dans tous les pays, ceux-ci n'ont cessé de croître jusqu'en 1979 à mesure que le chômage augmentait et que les salaires réels diminuaient. Les données du tableau 8 traduisent de manière éloquentes cette progression à partir de 1976, avec, dans tous les pays, des taux de croissance des profits largement supérieurs à l'inflation. L'OCDE reconnaissait dans son dernier rapport que

(18) *L'Expansion*, 17 avril 1980.

(19) *Le Monde*, 24 avril 1980.

« La situation des entreprises sur le plan des bénéfices est assez bonne dans la plupart des pays, compte tenu de l'évolution relativement modérée des salaires nominaux [...] Dans les industries manufacturières, la part des profits a marqué un accroissement assez généralisé » (OCDE, décembre 1980).

Les premiers résultats connus pour 1980 font apparaître une stagnation ou une baisse due aux effets de la crise cyclique, mais l'OCDE espère, comme on l'a vu, qu'il n'y aura pas de rattrapage des salaires réels. Dans cette hypothèse

« la part du profit dans le revenu national pourrait avoir à peu près retrouvé, au début ou au milieu de 1982, les niveaux relativement satisfaisants de 1978. En outre, dans certains pays, la part des profits dans les industries manufacturières pourrait même se rapprocher de son niveau de 1972, c'est-à-dire celui d'avant la crise du pétrole » (OCDE, décembre 1980).

Comme nous le verrons un peu plus loin, cette dernière phrase signifie tout simplement que les bourgeoisies occidentales espèrent d'ici 1982 avoir fait « cracher » à leur classe ouvrière et aux producteurs directs des pays dominés une plus-value globale supplémentaire à peu près équivalente à celle qui leur a été prise par les bourgeoisies pétrolières par le jeu de la hausse des prix du pétrole brut. Mais en constatant que la part des profits dans le revenu national avait déjà retrouvé en 1978 des niveaux « relativement satisfaisants », la bourgeoisie admet qu'elle a déjà réussi à extorquer à la classe ouvrière des quantités importantes de plus-value supplémentaire.

Les chiffres du tableau 9 donnent pour les principaux pays occidentaux la part en pourcentage des salaires d'une part (généralement

**TABLEAU 9 - SALAIRES ET PROFITS
EN POURCENTAGE DU REVENU NATIONAL**

		1974	1975	1976	1977	1978	1979
Etats-Unis	{ salaires	53,2	51,8	51,6	51,3	51,3	51,6
	{ profits	11,2	10,1	11,5	11,6	11,9	12,3
Royaume-Uni	{ salaires	57,6	59,1	57,1	56,7	57,0	56,7
	{ profits	13,4	11,3	12,3	13,2	13,0	14,1
Allemagne	{ salaires	43,3	43,2	41,0	41,1	41,0	41,0
	{ profits	27,6	27,8	29,5	29,3	29,7	30,1
Japon	{ salaires	57,9	59,8	60,7	61,0	59,4	
	{ profits	6,6	6,0	6,1	6,4	8,4	
France	{ salaires	51,3	51,9	52,1	51,6	51,2	50,4
	{ profits	11,1	10,9	11,4	11,3	12,2	12,5
Suisse	{ salaires	58,4	59,9	59,1	59,1	59,8	59,7
	{ profits	9,4	7,1	7,7	8,8	8,7	9,4

Sources : voir tableau 8. Données des divers pays non comparables entre elles.

hors « charges sociales »), des profits d'autre part, dans le revenu national bourgeois. Conformément à la théorie marxiste, ces deux pourcentages varient généralement en sens inverse l'un de l'autre. Dans tous les pays, on constate entre 1975 et 1979 une diminution de la part des salaires et une augmentation de celle des profits. Ainsi, aux Etats-Unis les profits représentaient en 1979 12,3 % du revenu national, contre 10,1 % en 1975, soit une amélioration de 2,2 %. Or le revenu national américain a été en 1979 de 1.900 milliards de dollars : grâce aux licenciements, aux plans d'austérité et autres « limitations volontaires », ce sont donc $1.900 \times 2,2 \% = 42$ milliards de dollars supplémentaires que le capital américain a réussi à extorquer au travail pour la seule année 1979. En Grande-Bretagne, entre 1975 et 1977, la part des profits est passée de 11,3 à 13,2 % du revenu national, soit une progression de 1,9 %, qui pour un RN de 120 milliards de livres en 1977 correspond à un transfert du travail au capital de 2,3 milliards de livres par an ; la part des profits baisse ensuite légèrement en 1978, et le chiffre de 1979 n'est pas directement comparable car il « comprend » d'importants profits réalisés à partir de cette année-là sur le pétrole de la mer du Nord (qui permet au capital britannique de prendre une petite portion supplémentaire de la plus-value globale extorquée aux producteurs directs du monde entier et que se disputent les divers agrégats nationaux de classes dominantes).

En Allemagne, la part des profits est passée entre 1974 et 1979 de 27,6 à 30,1 % du RN, soit un gain de 2,5 % ; pour un revenu national de 1.100 milliards de DM en 1979, cela représente un transfert du travail au capital de 27,5 milliards de DM par an. Au Japon, la part des profits a progressé entre 1975 et 1978 de 2,4 %, soit pour un RN de 160.000 milliards de yens en 1978, un transfert annuel du travail au capital de l'ordre de 3.800 milliards de yens. En Suisse, la progression a été de 2,3 %, ce qui représente, pour un RN de 140 milliards de FS en 1979, un transfert annuel de 3,2 milliards de FS.

En France enfin, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a baissé de 1,5 point entre 1975 et 1979, alors que celle des profits (épargne brute) augmentait dans des proportions équivalentes, ce qui représente pour 1979 un transfert annuel de l'ordre de 19 milliards de francs du travail au capital (20).

**

Pour les bourgeoisies des pays occidentaux ces résultats sont satisfaisants à court terme, voire inespérés. Mais ils ne peuvent en aucun cas être considérés comme suffisants, encore moins comme définitifs. Certes les profits et les taux de profit ont été dans une

(20) Parmi les nombreux articles et études illustrant cette tendance, on pourra voir notamment : « Le retour des bénéfices », *L'Expansion*, 6 juin 1980 ; « L'industrie française s'est refait une santé », *Le Monde*, 17 mai 1980 (commentaire d'une étude de l'INSEE) ; « Des comptes améliorés pour les entreprises », *Le Monde*, 14 octobre 1980 (commentaire d'une étude de la Centrale des bilans de la Banque de France).

certaines mesure rétablis ; mais le problème de la baisse du taux de profit à long terme n'est pas résolu pour autant. En effet, la cause de la baisse tendancielle ne réside pas dans l'« excès » des salaires, mais dans l'accumulation et la surproduction de *capital*. L'économie bourgeoise ne peut échapper au dilemme : si le rythme d'accumulation ralentit, un répit est offert à la baisse du taux de profit, mais la crise productive s'accroît et le chômage s'aggrave ; si l'accumulation redémarre, le taux de profit reprend inéluctablement son mouvement descendant. Pour les prolétaires, cela signifie dans un cas le chômage et la baisse des salaires à cause de la crise, dans l'autre les licenciements et la baisse des salaires au nom de la compétitivité. De toute façon, l'offensive contre la classe ouvrière (21) doit être implacablement poursuivie car elle est le prix de la survie de chaque capital national dans la guerre économique qui fait rage sur le marché mondial.

La recrudescence de l'inflation

Une des manifestations de cette guerre acharnée est l'inflation omniprésente, qui connaît une nouvelle accélération malgré la crise productive cyclique et en dépit de tous les « plans » soi-disant destinés à la combattre. Il peut sembler paradoxal de mettre sur le même plan l'aggravation de la concurrence, qui en théorie a pour effet de faire baisser les prix, et l'inflation, qui se manifeste au contraire par leur hausse. Mais en réalité la guerre économique, les crises productives à répétition, la baisse du taux de profit, l'inflation, ne sont que des manifestations, dans des sphères et à des niveaux divers, de la même contradiction opposant le développement des forces productives aux rapports de production qui les étouffent. Cette contradiction s'exprime dans la société bourgeoise sous la forme de *surproduction de capital*. *Trop de capital accumulé, pas assez de plus-value pour le rassasier*. Dans la sphère de la réalisation, la contradiction se manifeste par la lutte impitoyable pour les marchés, à travers laquelle les capitaux concurrents cherchent à réaliser davantage de valeur, en d'autres termes à rafler sur le marché mondial la plus grande part possible de la plus-value globale extorquée par l'ensemble des classes dominantes à l'ensemble de la classe ouvrière mondiale et des producteurs directs. Dans la sphère de la production, elle prend la forme de crises périodiques où la surproduction de marchandises traduit directement la surproduction de capital. Au niveau du capital *en général*, elle se manifeste par la baisse du taux de profit, qui exprime l'insuffisance croissante du numérateur, la plus-value extorquée à la classe ouvrière,

(21) En nous limitant à traiter deux aspects de cette offensive, le chômage et la baisse des salaires réels, nous avons jusqu'ici négligé un aspect important, le grignotage des programmes de Sécurité sociale et plus généralement la remise en cause des fameuses « garanties » que le capital et ses valets réformistes se vantent d'avoir donné aux classes ouvrières des pays occidentaux. Il conviendra d'y revenir prochainement.

par rapport au dénominateur, le capital monstrueusement accumulé, fruit de l'exploitation de générations ouvrières. Au niveau des capitaux en lutte les uns contre les autres, elle se manifeste dans la tentative de chacun de s'approprier au détriment de ses confrères davantage de valeur que sa part « équitable » (le profit au taux moyen), en augmentant ses prix chaque fois que des situations de monopole — « naturelles » ou provoquées — le permettent. Lorsque, sous l'aiguillon de la baisse du taux de profit, ces pratiques se généralisent, l'inflation devient endémique : la plus-value globale à partager étant déterminée dans la sphère de la production et ne changeant pas, l'ensemble des prix monte sans qu'aucune valeur supplémentaire ait été créée. Le capital peut cependant en tirer un avantage : si, alors que tous les prix montent, seul celui de la marchandise force de travail est bloqué (ou s'il ne suit qu'avec retard les hausses des prix des autres marchandises), de la plus-value supplémentaire est extorquée à la classe ouvrière. C'est précisément le cas, on l'a vu, dans la quasi-totalité des pays industrialisés, ce qui anéantit au passage la thèse bourgeoise voulant rendre les hausses de salaires responsables de l'inflation, alors que cette dernière n'est en fait qu'une réaction *pathologique* de l'économie capitaliste à la surproduction généralisée de capital et à ses diverses manifestations.

Le « second choc pétrolier »

C'est dans la même perspective de la « lutte de tous contre tous » caractéristique de la société bourgeoise qu'il faut se placer pour comprendre le « second choc pétrolier » de 1979-80, qui a provoqué un moment d'affolement chez certaines bourgeoisies occidentales, européennes en particulier. Profitant de la situation tendue du marché qui a facilité la discipline de cartel, les Etats producteurs ont réussi à doubler en l'espace de quelques mois les prix du pétrole. Que signifie cette hausse ? Imaginons un instant que le propriétaire d'une mine de charbon aille trouver un beau matin le directeur de l'aciérie voisine qu'il approvisionne en coke pour lui annoncer qu'en raison de la demande croissante et à la suite d'un accord entre tous les propriétaires de mines, les prix du coke vont doubler. Le maître de forges va probablement pousser de hauts cris : quoi ? on l'assassine ! on veut sa ruine, ce comportement est irresponsable, etc. — la chanson est connue. Il est cependant clair que quelle que soit la vigueur des termes employés, jamais l'altercation ne sortira du cadre des rapports *bourgeois*, en l'occurrence ceux d'un fournisseur qui veut augmenter ses prix avec un client qui cherche à lui résister (en particulier, soit dit à l'intention des fabricants de niaiseries bien-pensantes « de gauche », l'augmentation des prix ne fait pas plus du propriétaire de la mine un « combattant anticapitaliste » qu'elle ne transforme les mineurs, qui continuent évidemment à trimer pour un salaire de misère, en « peuple-se-réappropriant-les-richesses-nationales »). A travers le prix du coke, et quels que soient les épithètes échangés, nos deux compères ne font que se disputer la répartition du profit global

extorqué à leurs ouvriers (en simplifiant à dessein). Si le propriétaire de la mine réussit à imposer ses nouveaux prix, il aura accru ses profits en arrachant une partie de ceux du maître de forges, qui vont brusquement baisser — du moins dans l'immédiat — à cause de l'augmentation de ses prix de revient. Dans la mesure où la situation du marché dans sa branche le permet, ce dernier essaiera probablement à son tour de répercuter l'augmentation de ses coûts dans ses prix de vente, et en tous cas d'extorquer davantage de « ses » ouvriers en dégraissant, en augmentant les cadences, etc. Tout cela constitue la vie quotidienne du capitalisme.

Les rapports entre les classes dominantes des pays producteurs de pétrole et celles des pays consommateurs obéissent à la même logique. Du simple fait de leur mainmise sur une portion du sol de la planète, les propriétaires de puits, qu'ils soient des particuliers ou des syndicats de classes dominantes constitués en Etats, ont le pouvoir de s'attribuer une certaine rente, incluse dans le prix de vente du pétrole (22). Cette rente n'est qu'une partie de la *plus-value globale* extorquée par le capital globale à l'ensemble des producteurs directs, et que les classes dominantes se disputent sans cesse entre elles. Le prix du pétrole, et donc le niveau de la rente pétrolière, n'est pas déterminé par le coût de production du baril ; il varie selon les rapports de l'offre et de la demande. Dans une situation où, pour une raison ou pour une autre (en l'occurrence, pour simplifier, les événements d'Iran qui ont fait chuter la production de ce pays) l'offre suffit tout juste à satisfaire la demande (ce qu'on appelle un marché « tendu »), les prix ont « naturellement » tendance à monter, et un accord de cartel entre producteurs les fait facilement monter encore plus vite. Leur doublement brutal signifie que les classes dominantes des pays producteurs ont su profiter de la situation pour arracher une certaine masse de valeur supplémentaire aux autres classes dominantes de la planète.

Elles l'avaient déjà fait, en convergence d'intérêts avec l'impérialisme américain et les grandes compagnies pétrolières, lors du premier « choc pétrolier » de la fin de 1973 (23). Il serait possible, mais assez complexe et sans intérêt autre qu'académique, de calculer le montant précis de la « rente pétrolière » ainsi perçue depuis 1973 par les Etats producteurs. Il est plus simple d'en donner une estimation approchée au moyen des chiffres d'exportations des pays de l'OPEP (sachant que la quasi-totalité des exportations de ces pays est constituée par du pétrole, et que les coûts de production y ont jusqu'ici été extrêmement faibles, presque toujours inférieurs à 5 % des prix de vente pratiqués depuis 1974. Sur les six années 1974-1979, ces exportations ont atteint un montant cumulé de 830 milliards de dollars : cette somme représentera notre estimation approchée de la rente pétrolière

(22) Nous ne reprenons pas ici la théorie de la rente foncière. Le lecteur pourra se reporter à l'article « L'Afrique proie des impérialismes. IV. La mainmise sur les matières premières », *Programme communiste* n° 82, avril 1980.

(23) Voir « L'impérialisme et les matières premières », *Le Prolétaire* n° 141, janvier 1974.

prise aux classes dominantes des autres pays. Avec cet argent, les pays producteurs ont fortement accru leurs importations de marchandises diverses (notamment d'armes), qui proviennent pour l'essentiel des grands pays impérialistes : sur les six années considérées, elles ont atteint un total de 430 milliards de dollars; par ailleurs, la balance des services (revenus des investissements impérialistes, honoraires en tous genres, transports, etc.) a été déficitaire de 170 milliards de dollars. Le solde de ces trois postes (ou balance courante des paiements) est un excédent de 230 milliards de dollars : cette somme représente le montant des capitaux des pays de l'OPEP rendus disponibles en 6 ans pour des placements à l'extérieur. Elle est très proche du montant des placements effectifs de pétrodollars, qui était estimé fin 1979 à 236 milliards (tableau 10). A la suite des nouvelles hausses de prix, on estime que pour la seule année 1980 les exportations des pays de l'OPEP ont totalisé 306 milliards de dollars, que leur balance courante a été excédentaire de 114 milliards, et que leurs placements cumulés de pétrodollars atteignaient 350 milliards en fin d'année.

Pour les pays consommateurs, les conséquences de ces énormes transferts de valeur sont très différenciées. Les uns, tout en payant leurs importations de pétrole plus cher, ont fortement accru leurs exportations vers l'OPEP, et surtout ont reçu en placement la plus grosse partie des pétrodollars excédentaires, si bien que l'opération s'est soldée pour eux par un très fort excédent en termes de flux financiers ; c'est le cas des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, ainsi que, dans une moindre mesure, d'un groupe de petits pays industrialisés. D'autres, malgré l'accroissement de leurs exportations vers l'OPEP, ont vu l'opération se solder par un déficit : ce sont le Japon et les pays de la Communauté européenne (Grande-Bretagne exceptée). Pour d'autres enfin, les hausses des prix du pétrole, non compensées, ou insuffisamment, par des exportations ou des placements de capitaux en retour, sont un véritable désastre menant parfois à l'étranglement de leurs fragiles économies en raison des très lourds déficits des

TABLEAU 10 - LE RECYCLAGE DE LA RENTE PETROLIERE - GLOBAL

Milliards de \$	1974-79 cumulé	1980 estimation
Exportations de l'OPEP	+ 830	+ 306
Importations de l'OPEP	— 430	— 138
Balance des services	— 170	— 54
Balance courante	+ 230	+ 114
Placements cumulés de pétrodollars (en fin d'année)	236	350

Sources : FMI, *Direction of Trade Yearbook*, 1980 ; Bank of England *Quarterly Bulletin* ; *Perspectives économiques de l'OCDE*, juillet 1980 ; *Financial Times*, 19 juin et 14 octobre 1980.

**TABLEAU 11 - LE RECYCLAGE DE LA RENTE PETROLIERE -
PAR ZONES**

(chiffres cumulés sur 6 ans, 1974-1979)

Milliards de \$	USA et G.-B.	Japon et CEE (hors G.-B.)	Autres industrial.	PVD non pétroliers
Importations en provenance OPEP	— 187	— 370	— 69	— 190
Exportations vers OPEP	+ 110	+ 201	+ 38	+ 61
Balance des services	+ 53	+ 55	+ 20	+ 34
Balance courante	— 24	— 114	— 11	— 95
Placement cumulés de pétrodollars	+ 112	+ 51	+ 27	+ 26
Solde des flux	+ 88	— 63	+ 16	— 69

Sources : voir tableau 10. Les signes sont inversés par rapport à ceux du tableau 10 ; par ailleurs les totaux par ligne ne correspondent pas exactement à ceux de la première colonne du tableau 10, qui incluent les pays de l'Est, les institutions internationales et les divers.

balances des paiements ainsi provoqués : il s'agit des pays arriérés non producteurs de pétrole (pvdnp, ou pays en voie de développement non pétroliers dans le jargon des organismes internationaux). Les chiffres du tableau 11 illustrent synthétiquement ces différentes situations. Pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne (première colonne), les importations en provenance de l'OPEP ont totalisé sur les six années 1974-1979 187 milliards de dollars, les exportations vers l'OPEP 110 milliards, et la balance des services a été excédentaire de 53 milliards ; le solde de ces opérations, ou balance courante avec l'OPEP, est un déficit de 24 milliards de dollars. Mais les placements de pétrodollars en sens inverse ayant atteint un montant de 112 milliards de dollars, le solde des flux financiers est un excédent de 88 milliards. En quoi consistent ces énormes placements de pétrodollars ? En achats de biens immobiliers (terrains, immeubles, propriétés), d'actions de sociétés, et surtout, pour plus de la moitié (62 milliards de dollars sur 112) en dépôts à court terme, rémunérés en fonction des taux d'intérêt, dans les grandes banques qui sont les fleurons du capital financier américain et britannique (à commencer par les piliers de Wall Street Chase, Citibank, Morgan, etc., mais aussi à Londres, qui demeure une très importante place financière internationale). Ces fonds proviennent essentiellement d'Arabie saoudite (de loin le plus gros « placeur » de pétrodollars), du Koweït, d'Iran, des Emirats, en somme des pays peu industrialisés du Golfe Persique ; les autres pays de l'OPEP — à l'exception de l'Irak et de la Libye, qui ont placé

relativement plus de capitaux en Europe — utilisent en effet la quasi-totalité de leurs revenus pétroliers à payer leurs importations, et n'investissent que très peu à l'étranger. L'étroite interpénétration d'intérêts entre l'impérialisme américain et ses vassaux du Golfe Persique (tout particulièrement l'Arabie saoudite) saute aux yeux, surtout si on ajoute aux 88 milliards de solde positif les 68 milliards de dollars de bénéfices réalisés sur la même période par les grandes compagnies pétrolières (les 7 « majors »), et dont la plus grosse partie provient des marges sur les pétroles du Moyen-Orient revendus à l'Europe et au Japon. L'intérêt de l'impérialisme américain au maintien de l'ordre dans le Golfe Persique ne découle pas uniquement de considérations stratégiques — bien que cette dimension ait évidemment toute son importance — ou de ses besoins propres en pétrole : il vient aussi du fait qu'une bonne partie de la rente pétrolière perçue par les Etats du Golfe vient achever son cycle dans les circuits financiers contrôlés par Wall Street et la City. L'étroite convergence d'intérêts entre les Etats-Unis et les pays producteurs explique que Washington ait au départ encouragé les hausses des prix du pétrole, et n'ait jamais véritablement cherché à les freiner par la suite sauf dans un passé récent, par Arabie saoudite interposée, lorsqu'il est apparu que de nouvelles augmentations trop brutales risquaient d'accroître les difficultés déjà aiguës de l'économie capitaliste mondiale.

Les chiffres de la deuxième colonne du tableau 11 montrent que pour les pays européens et le Japon la hausse des prix du pétrole a été aussi négative qu'elle a été positive pour les USA et la Grande-Bretagne : contraints de dépenser 370 milliards de dollars en 6 ans pour leurs importations pétrolières, ils n'ont pu compenser ces dépenses par des exportations équivalentes de biens et de services, et leur balance courante avec l'OPEP s'est soldée par un déficit de 114 milliards de dollars ; les placements de pétrodollars en sens inverse n'ayant représenté que 51 milliards, le solde global des flux est un déficit de 63 milliards de dollars... qui a nourri l'excédent américano-anglais. Le solde positif (+ 16 milliards de dollars) des « Autres pays industrialisés » s'explique probablement par la présence parmi eux de havres financiers comme la Suisse.

Enfin les pays en voie de développement non pétroliers ont subi de plein fouet les hausses successives de prix. Le coût de leurs importations pétrolières, qui a atteint 190 milliards de dollars en 6 ans, n'a pu être compensé ni par des exportations de biens et de services, ni par des placements de pétrodollars, et a provoqué un solde négatif supplémentaire de 69 milliards de dollars de leurs balances des paiements. Ce déficit est en valeur absolue du même ordre que celui du Japon et de la CEE, mais il frappe des pays en majorité pauvres et arriérés ; pour un certain nombre d'entre eux, il a provoqué un véritable étranglement économique, qui a brutalement aggravé la misère déjà endémique. Nous y reviendrons dans la seconde partie de ce rapport.

★★

Les bourgeoisies des pays occidentaux n'ont pas perdu de temps pour proclamer que la hausse des prix de l'énergie allait exiger des

« sacrifices » supplémentaires, rendant sans doute inévitable un nouveau recul du pouvoir d'achat, etc. Elles comptent bien, par une nouvelle aggravation de l'offensive contre la classe ouvrière, extorquer aux producteurs directs de toute richesse de quoi compenser les masses de plus-value que leur ont arraché les Etats pétroliers, en exploitant le thème chauvin de l'agression économique étrangère, de la rapacité des « émirs arabes », pour cacher qu'il ne s'agit que d'un épisode de plus de la sordide lutte entre exploiters pour le partage des richesses.

L'aggravation de cette lutte signifie inévitablement une aggravation supplémentaire du sort des exploités ; mais elle accentue aussi la fragilité et l'instabilité du système monétaire et financier de l'impérialisme. Les montants considérables de pétrodollars devenus disponibles sont venus brutalement gonfler les masses énormes de capitaux « vagabondant » entre les grandes places financières à la recherche de placements rémunérateurs à court terme ; ces capitaux font peser de graves risques — ce sont les bourgeois eux-mêmes qui le disent — sur le système financier international :

« Est-ce 800, 1.000, 1.200 milliards de dollars ? Personne n'est en mesure d'indiquer le montant exact de l'argent orphelin qui se promène de par le monde. Pourtant, une pareille masse menace à chaque instant de rompre le mécanisme des échanges et de plonger ainsi l'économie mondiale dans la catastrophe » (24).

A l'opposé, un certain nombre de pays arriérés ont vu leur endettement croître de façon vertigineuse, au point de provoquer de graves inquiétudes chez les banquiers, qui financent des prêts à long terme avec des dépôts constitués par ces capitaux qui peuvent se retirer à tout instant :

« Les banques américaines reçoivent des pays de l'OPEP des dépôts à 90 jours et les prêtent à long terme — jusqu'à 10 ans — aux pays sous-développés [...] Au point où elles en sont maintenant, la plupart des grandes banques américaines pourraient voir leur capital instantanément épongé par une série de défaillances survenant sur la scène internationale » (*ibid.*).

A tous les niveaux, ce sont donc les contradictions du mode de production capitaliste qui s'aggravent, ses rouages les plus fragiles qui sont soumis à des tensions croissantes en raison de l'accumulation de richesses de plus en plus énormes à un pôle, de la misère généralisée à l'autre.

(A suivre)

(24) « Le jour où le dollar s'effondrera », *L'Expansion*, 7 novembre 1980.

Les bases du militantisme communiste

Dans cet article, nous rappelons les caractéristiques du militantisme communiste et les critères sur la base desquels se fait l'adhésion au parti. Si les principes qui définissent les uns et les autres sont directement reliés à la nature et à la fonction du parti, leur forme pratique dépend de la situation et du développement du parti.

Dès 1848, le *Manifeste* définit ce que sont les communistes :

« Pratiquement, les communistes sont [...] la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres. Théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage des conditions d'une vision claire de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien » (1).

Ce double aspect est repris de façon constante dans les textes classiques du marxisme et, en particulier dans *Parti et classe* :

« Un parti vit quand vivent une doctrine et une méthode d'action. Un parti est une école de pensée politique et donc une organisation de combat. Le premier trait est un fait de conscience, le second est un fait de volonté, plus précisément d'effort vers le but » (2).

C'est la combinaison de ces deux aspects inséparables, l'un programmatique, l'autre militant ou combattant, qui permet au parti d'assumer sa fonction d'organe de la lutte révolutionnaire.

Bien entendu, le parti a besoin d'une théorie juste pour s'orienter correctement. Mais cela ne suffit pas plus à donner un parti bien préparé qu'une bonne stratégie ne suffit à faire une bonne armée. Encore faut-il un état-major décidé, une hiérarchie disciplinée, des troupes entraînées, un ensemble de moyens matériels.

« Le Parti, dit Trotsky en tirant les leçons de la Commune, ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'œil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans

(1) Marx et Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1848, UGE, Paris, 1965, p. 36.

(2) *Parti et classe*, 1921, Ed. Programme communiste, Paris, 1975, p. 43.

tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité de but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche » (3).

C'est la même idée qu'avait déjà développée Engels dans sa préface à *La guerre des paysans en Allemagne*. Pour lui, si les ouvriers allemands continuent à agir comme ils le font, « *ils occuperont une place honorable sur la ligne de combat ; et ils seront armés et prêts lorsque de lourdes épreuves imprévues, ou bien de grands événements exigeront d'eux beaucoup plus de courage, de décision et d'action* » (4).

Et pourquoi les ouvriers allemands sont-ils bien préparés ? Parce que, « *pour la première fois depuis qu'il y a un mouvement ouvrier, la lutte est menée dans ses trois directions : théorique, politique et économique pratique (résistance contre les capitalistes) avec tant de méthode et de cohésion. C'est dans cette attaque concentrique, pour ainsi dire, qu'est la force invincible du mouvement allemand...* ». Pour continuer, dans cette voie, les ouvriers allemands « *devront redoubler d'efforts dans tous les domaines de la lutte et de l'agitation. Ce sera, notamment, le devoir des chefs de s'éclairer de plus en plus sur toutes les questions théoriques [...]. La tâche consistera, ensuite, à répandre, avec un zèle accru, parmi les masses ouvrières, les conceptions toujours plus claires, ainsi acquises, et à consolider de plus en plus puissamment l'organisation du parti et celle des syndicats* » (5).

C'est par conséquent en affrontant l'ensemble de ses tâches que le parti s'entraîne, se forge la discipline nécessaire à l'action, consolide et améliore son organisation que la lutte éprouve et trempe, exalte l'esprit d'initiative et de décision, l'énergie et l'audace révolutionnaires de ses membres qui ont pour devoir d'agir, comme l'affirment les Thèses sur l'organisation du III^e Congrès de l'IC, « *en membres disciplinés d'une organisation combattante* » (6).

En quoi consiste la formation communiste

Les larges extraits des textes classiques auxquels nous venons d'avoir recours suffisent en eux-mêmes à rappeler que la *lutte théorique* est une tâche collective du parti. Elle est une *fonction de parti*, remplie collectivement par des cellules assemblées en un tissu différencié et structuré qui constituent des organes particuliers, spéciaux, reliés à l'ensemble des autres organes du parti par un système nerveux unique.

Pour le matérialisme marxiste, le siège de la conscience théorique du mouvement du prolétariat, comme plus généralement de la praxis humaine, ne se situe pas dans le militant pris individuellement ou dans l'individu considéré isolément ou doué d'autonomie. La raison en est simple :

(3) *Les leçons de la commune*, 1921, in *Classique rouge*, n° 1, Paris, 1970, pp. 14-15.

(4) Cité par Lénine, *Œuvres*, t. 5, p. 379.

(5) *Ibid.*, pp. 378-379.

(6) *Les quatre premiers Congrès de l'IC*, Reprint, p. 121.

« Pour nous, expliquait en 1924 Bordiga en commémorant Lénine, un individu n'est pas une entité, une unité achevée et séparée des autres, une machine autonome ou animée par quelque puissance divine ou n'importe quelle autre abstraction philosophique. La manifestation et la fonction de l'individu sont déterminées par les conditions générales du milieu et de la société où il a vécu, et par l'histoire de celle-ci. Ce qui s'élabore dans le cerveau d'un homme s'est préparé dans les rapports qu'il a eus avec d'autres hommes dans ce que d'autres hommes ont fait, même sur le plan intellectuel. [...] La grande portée du matérialisme historique, solution géniale du problème du déterminisme et de la volonté humaine, lui vient essentiellement du fait qu'il a libéré l'analyse du cercle vicieux de l'individu isolé de son milieu pour la faire porter sur la vie de la collectivité » (7).

La conclusion que nous tirons de ces considérations est que la compréhension théorique juste, et a fortiori, l'élaboration et la précision de la théorie qui sert à orienter la lutte prolétarienne, est absolument inséparable de la participation du parti aux luttes sociales et de l'effort pour les influencer, ne serait-ce qu'à une échelle limitée.

La participation aux tâches théoriques, comme à toute tâche de parti n'est en principe fermée à aucun militant, mais nécessite à l'évidence des qualités particulières, une activité particulière, tout comme les tâches de propagande, d'agitation, d'organisation, etc. L'assimilation des positions fondamentales livrées par la théorie marxiste est de plus indispensable à l'action révolutionnaire. Mais le problème est de préciser le rapport exact entre la connaissance et l'action révolutionnaire.

Le matérialisme dialectique donne à cette question cruciale une réponse magistrale.

« Chez l'individu, avons-nous écrit en 1951, (et donc également chez le prolétaire pris individuellement) ce n'est pas la conscience théorique qui détermine la volonté d'agir sur le milieu extérieur, mais comme le montre le schéma, il se produit le contraire. De bas en haut : la poussée du besoin physique détermine, au travers de l'intérêt économique, une action non consciente et c'est seulement bien après l'action que se manifestent, par l'intervention d'autres facteurs, la critique de cette action et la théorie.

L'ensemble des individus placés dans les mêmes conditions économiques se comporte de façon analogue, mais la concomitance de stimuli et de réactions crée la prémisse d'une volonté puis d'une conscience plus claires. Celles-ci se précisent seulement dans le parti de classe, qui regroupe une partie de la classe, mais qui élabore, analyse et amplifie l'immense expérience de toutes les poussées, stimuli et réaction. C'est le parti seulement qui parvient à renverser le sens de la praxis. Il possède une théorie et il a donc la connaissance du développement des événements : dans des limites données, selon les situa-

(7) « Lénine sur le chemin de la révolution », 1924, cité par Programme Communiste, n° 48-49, pp. 101-102.

tions et les rapports de forces, le parti peut imposer des décisions et des initiatives et influencer le déroulement de la lutte » (8).

Ce serait tomber dans une nouvelle erreur volontariste et activiste, et donc un nouvel opportunisme, que de prétendre faire sauter par une sorte de forcing théorique les limites données à ce renversement par les situations et les rapports de forces et de créer ainsi celles où le parti « peut imposer des décisions et des initiatives et influencer le déroulement de la lutte », alors que la maturation de ces conditions est à rechercher dans l'accomplissement de *l'ensemble de ses tâches* par le parti, en rapport avec son effort de s'insérer dans le mouvement social et de s'alimenter de l'énergie qu'il dégage en la canalisant et en la transformant en volonté révolutionnaire.

Ce serait de même tomber dans l'idéalisme pur que de déplacer le lieu du « renversement de la praxis », du fait que la conscience précède l'action au lieu d'en découler, de l'organe-parti à l'individu-militant. C'est là qu'on aboutit, si on s'imagine que l'adhésion au parti permet *ipso facto* de répartir en quelque sorte de façon égale la conscience théorique entre ses membres. C'est également à se résulter que l'on parvient, si on exige de tous les membres du parti une égale conscience théorique, ou, pire encore, si on attend de la sorte de gavage théorique auquel on les soumet alors une garantie contre les erreurs et les dégénérescences. Cette garantie, s'il en existe une, ne peut résulter que d'une série complexe de conditions dialectiquement liées les unes aux autres : invariance de la théorie, continuité de l'organisation, refus des improvisations « stratégiques », action unitaire et centralement contrôlée, etc.

Ce que vise le parti dans l'éducation de ses militants et plus généralement des prolétaires d'avant-garde, ce n'est nullement de former des esprits parfaitement au fait de tous les aspects de la théorie marxiste. Pour parvenir à ce résultat, il faudrait, dans notre conception matérialiste, que le capitalisme, avec son cortège d'exploitation, d'oppression, de faim et d'abrutissement, de misère et d'obscurantisme, ait déjà cédé la place à une société supérieure où l'exploité ne soit plus exploité et dispose du temps pour penser à autre chose qu'à manger et à se vêtir. « *La libération de la classe opprimée ne se produit pas d'abord dans les esprits puis dans les corps, mais elle doit émanciper le ventre bien avant le cerveau* », avons-nous affirmé (9).

(8) « Le renversement de la praxis dans la théorie marxiste », 1951, in *Programme communiste* n° 56, p. 61.

(9) *Force, violence et dictature dans la lutte de classe*, 1946, Ed. Programme communiste, Paris, 1973, p. 21. C'est dans ce texte classique du parti qu'on peut également lire : « Depuis des dizaines d'années, on nous reproche de vouloir une révolution d'inconscients. Nous pourrions répondre que pourvu que la révolution balaye l'amas d'infamies accumulé par le régime bourgeois et pourvu que soit brisé le cercle formidable des institutions qui oppriment et mutilent la vie des masses productives, cela ne nous gêne pas du tout que les coups soient portés à fond par des hommes non encore conscients de l'issue de la lutte. Mais par contre, nous marxistes de gauche, nous avons toujours revendiqué avec netteté et vigueur l'importance de la partie doctrinale du mouvement ; nous avons constamment dénoncé l'absence de principes et leur trahison par les opportunistes de la droite » (*Ibid.*, p. 47).

Le vrai résultat de l'éducation révolutionnaire doit être l'exaltation de l'énergie révolutionnaire, de la *combativité*, de l'esprit de décision et d'initiative des prolétaires, en même temps que l'établissement d'une *discipline révolutionnaire* indispensable à la concentration du maximum de forces à l'endroit décisif et au moment opportun.

Il n'est pas difficile de comprendre que l'établissement d'une discipline révolutionnaire, et de façon plus étroite, d'une discipline de parti au sens strict, n'est pas le résultat d'un processus de « formation théorique » des militants. Elle trouve sa matière première dans le *sentiment de révolte et la volonté de lutte* contre la société bourgeoise et dérive du fait que cette révolte et cette volonté rencontrent dans le parti une *direction politique juste* de la lutte prolétarienne, où elles peuvent s'insérer et trouver leur pleine efficacité révolutionnaire. C'est d'ailleurs ce qui ressort clairement du passage suivant où Lénine répond à la question de savoir ce qui cimente la discipline révolutionnaire :

« C'est d'abord la conscience de l'avant-garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est ensuite son aptitude à se lier, à se rapprocher et si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point, avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, mais aussi la masse des travailleurs non prolétarienne. Troisièmement, c'est la justesse de la direction politique réalisée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus grandes masses se convainquent de cette justesse par leur propre expérience » (10).

Il est certain qu'une direction politique juste, unitaire et conséquente est la condition indispensable de la confiance des militants et de l'action disciplinée de l'ensemble du parti, ainsi que de l'entraînement révolutionnaire des masses prolétariennes. Sans elle les crises de discipline se multiplient nécessairement dans le parti. C'est ce problème qui s'est posé dans l'Internationale communiste qui recourait à des improvisations tactiques et organisatives de plus en plus douteuses et dangereuses, surtout après le IV^e Congrès, pour essayer de conjurer le reflux de la vague révolutionnaire et le tragique isolement de l'Etat prolétarien dans un pays économiquement arriéré.

« Il faut étudier la question de la discipline et de l'organisation, écrivait en 1924 Bordiga, en tenant compte de la véritable nature historique du parti qui est une organisation exprimant la tendance de toutes les luttes sociales particulières à s'unifier dans un but commun, une organisation à laquelle on adhère volontairement. En résumant ainsi notre thèse nous croyons être fidèles à la dialectique marxiste : l'action que le parti mène et la tactique qu'il applique, c'est-à-dire la façon dont il agit à l'extérieur, ont une influence sur son organisation et sa vie intérieures. Quiconque prétend, au nom d'une discipline illimitée, disposer du parti pour toute action, toute tactique, toute manœuvre, quelles qu'elles soient, c'est-à-dire sans limites définies et connues des militants, compromet fatalement l'organisation » (11).

(10) Lénine, « La maladie infantile », *Œuvres*, t. 31, p. 81.

(11) « Organisation et discipline communiste », 1924, in *Programme communiste* n° 31, p. 42.

Pour obtenir la discipline indispensable à la lutte révolutionnaire, il faut donc au parti la plus grande rigueur dans le respect du programme et des principes, et cela les thèses des I^{er} et II^e Congrès l'assuraient. Mais il est aussi nécessaire de posséder, outre une conception unitaire de la tactique, dont l'Internationale avait également jeté les bases, une « gamme d'éventualités » tactiques ou mieux, stratégiques, clairement connues des militants et engageant effectivement les dirigeants, ainsi que des limites nettes centralement établis, pour la manœuvre tactique ainsi bien que pour les méthodes d'organisation et de travail.

Cependant, une direction politique juste ne saurait encore suffire à assurer toutes les conditions de la discipline révolutionnaire. Il faut encore un certain nombre de conditions qui doivent être remplies par les militants.

Il faut d'abord que les bases d'adhésion soient les plus tranchées et les plus nettes possible pour rendre effectives l'application des directives du parti. Si, par exemple, les militants adhéraient au parti sur la base d'une acceptation « par discipline » ou « par défaut » de ses positions théoriques-programmatiques et même des règles d'action strictement soudées par l'expérience historique à ses positions caractéristiques, au lieu de les accepter sans réticence et de les défendre intégralement, cela ne pourrait conduire qu'à des écarts de discipline, ou à une « discipline de cadavre » excluant toute véritable initiative et décision révolutionnaires, paralysant donc l'action du parti.

Il faut aussi que les militants traduisent l'acceptation des orientations du parti dans l'acceptation d'une *discipline formelle*, c'est-à-dire dans le respect de règles d'organisation et d'action précises. Cette discipline exige que des ordres soient donnés et exécutés. Mais pour qu'elle soit efficace et réelle, et pas seulement formelle, encore moins subie comme un fardeau, mais pleinement consentie et empoignée comme un arme de lutte, un certain degré de dévouement personnel, de disponibilité militante, et même d'enthousiasme révolutionnaire est indispensable.

Cela n'est possible que dans une organisation qui exprime les besoins de la classe révolutionnaire, et c'est là le secret de la supériorité historique de cette organisation sur celles des classes privilégiées ; celles-ci ne peuvent imposer de discipline que par la violence réactionnaire, car elles foulent aux pieds les intérêts des classes exploitées et suscitent en permanence leur révolte contre les conditions existantes.

Et le prolétariat possède sur toutes les classes révolutionnaires qui l'ont précédé, l'avantage d'une vision théorique scientifique et expérimentale du mouvement et l'aptitude donc à souder les rangs de la classe exploitée en une armée dont la discipline absolue, l'enthousiasme, l'esprit de sacrifice et la volonté de vaincre sont les garants de son émancipation et du triomphe du communisme.

C'est dans l'aptitude à se plier à la discipline d'action du parti révolutionnaire que réside par conséquent le véritable critère du militantisme communiste. La formation ou l'éducation communiste n'est donc pas conçue comme une fin en soi ou une œuvre culturelle, mais vise à l'établissement du meilleur encadrement révolutionnaire et de

la meilleure discipline révolutionnaire. Il faut voir maintenant comment doit être conçue cette éducation communiste, quelles sont ses caractéristiques.

La bataille menée par la Gauche de la Fédération des Jeunesses socialistes en Italie en 1912 est connue. Alors que la droite fixait à la Fédération le triple but « 1) d'ennoblir et d'élever l'âme et l'esprit de la jeunesse prolétarienne au moyen d'une instruction générale, littéraire et scientifique ; 2) de donner au parti des militants conscients et mûrs ; 3) de créer des organisations compétentes et de bons producteurs, grâce à une œuvre de promotion et de perfectionnement technique et professionnel sans laquelle la révolution socialiste serait irréalisable », et axait donc son activité vers une œuvre de type culturel et « culturaliste », la gauche présenta une motion dont voici de larges extraits :

« Reconnaissant que notre mouvement a pour but de s'opposer aux systèmes d'éducation de la bourgeoisie, en formant des jeunes libres intellectuellement de tout préjugé, décidés à travailler à la transformation des bases économiques de la société, prêts à sacrifier tout intérêt individuel dans l'action révolutionnaire ;

Considérant que cette éducation socialiste, s'opposant aux diverses formes d'individualisme où se perd la jeunesse moderne, et partant d'un ensemble de connaissances théoriques strictement scientifiques et positives, tend à former un esprit et un sentiment de sacrifice ;

Reconnaît la grande difficulté pratique de donner à la masse des jeunes adhérant à notre mouvement une base de notions théoriques si vaste qu'elle exigerait la formation de véritables instituts culturels et des moyens financiers sans proportion avec les forces dont nous disposons ; et tout en s'engageant à donner le soutien le plus enthousiaste au travail que la Direction du Parti Socialiste entend faire dans ce domaine, le Congrès estime que l'attention des jeunes socialistes doit plutôt porter sur la formation du caractère et du sentiment socialistes ;

Considérant qu'une telle éducation ne peut être donnée que par le milieu prolétarien quand celui-ci vit de la lutte de classe, comprise comme une préparation aux conquêtes finales du prolétariat, repoussant la définition scolaire de notre mouvement et toute discussion sur ce qu'on voudrait appeler sa « fonction technique », il pense que les jeunes trouveront dans toutes les agitations de classe du prolétariat le meilleur terrain pour le développement de leur conscience révolutionnaire et que, de même, les organisations ouvrières pourront trouver dans la collaboration active de leurs éléments les plus jeunes et les plus ardents cette foi socialiste qui seule peut et doit les sauver des dégénérescences utilitaires et corporatistes ;

Il affirme en conclusion que l'éducation des jeunes se fait plus par l'action que par l'étude réglée par des systèmes et des normes quasi bureaucratiques » (12).

(12) Motion de la Gauche sur « Education et culture » au Congrès de la Jeunesse du Parti socialiste italien, Bologne, 1912, in *Programme communiste* n° 56, p. 81.

Cette position est la seule authentiquement marxiste et révolutionnaire et ce n'est pas un hasard si l'Internationale communiste affirmait en 1921 : « à la place du travail d'éducation social-démocrate qui écartait de la lutte, la jeunesse révolutionnaire combattante mit partout le principe : formation socialiste, c'est-à-dire instruction et discipline de la jeunesse ouvrière au moyen de la participation active à la lutte révolutionnaire » (13).

L'insertion progressive des nouvelles recrues à l'organisation de combat révolutionnaire qui affronte effectivement l'ensemble de ses tâches, permet de répartir ces tâches entre ses membres en utilisant au mieux leur « besoin de révolution », c'est-à-dire leur élan révolutionnaire, et leurs talents particuliers dans tel ou tel domaine de l'agitation ou de la propagande, de l'organisation ou de l'administration, etc., au service du but commun.

Dans la saine vision marxiste, l'essentiel des grands résultats de la doctrine est assimilé en liaison constante avec l'accomplissement des tâches confiées au militant, dont l'utilité pour le travail collectif et l'efficacité que ce dernier en tire sont la véritable sanction, et en rapport étroit avec les besoins de la lutte menée par le parti, c'est-à-dire de façon vivante et non scholastique. La participation à la lutte doit être constamment épaulée par des réunions de préparation comme de bilan de l'activité dont les conclusions doivent circuler pour élargir l'expérience de tous les membres. Elle doit être complétée par la discussion régulière de cette expérience, la lecture individuelle ou collective de la presse du parti.

Un autre aspect essentiel de l'éducation communiste consiste à mener, en toutes circonstances, une propagande qui vise à combattre chez les militants et plus généralement les ouvriers, les préjugés, les fausses théories, la propagande pourrie de la bourgeoisie et des courants qui ont plié les genoux devant l'adversaire, toutes les habitudes et conceptions qui entravent l'action révolutionnaire, conduisent à affaiblir la confiance dans la révolution, paralysent l'initiative militante et minent la discipline collective de la lutte.

D'une activité révolutionnaire saine et bien organisée, bien orientée, doit se dégager de façon tout à fait naturelle chez les militants et les prolétaires d'avant-garde le désir d'étudier plus à fond la doctrine marxiste, désir que le parti doit favoriser en encourageant et en orientant l'effort personnel en liaison avec les exigences générales de l'activité révolutionnaire et en organisant pour les camarades les plus aptes à telle ou telle fonction une instruction théorique et technique plus systématique.

Il est donc clair que l'adhésion au parti n'a rien à voir avec le passage d'une sorte d'examen sur les positions théoriques du parti où les candidats seraient admis ou recalés suivant leur plus ou moins grande aptitude à formuler ou à réciter les vérités marxistes. La preuve que

(13) Thèses sur le travail d'éducation des organisations communistes des jeunes, II^e Congrès de l'ICJ, Moscou, juillet 1921, in *Le prolétaire* n° 313.

le parti attend des candidats, c'est de s'acquitter correctement des tâches qui leur sont confiées dans l'un ou l'autre domaine de l'action collective et dans l'intérêt de la lutte révolutionnaire.

Conditions d'adhésion au parti de classe

Les conditions d'adhésion découlant de la nature du parti se dégagent des divers statuts que se sont donnés les formes successives du parti prolétarien, indépendamment des formulations contingentes dues aux ambiances historiques et politiques particulières.

Prenons par exemple les *Statuts de la Ligue des communistes de 1847* :

« Article 1. — *Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.*

Art. 2. — *Les conditions d'adhésion sont :*

- a) *un mode de vie et une activité conformes à ce but ;*
 - b) *une énergie révolutionnaire et un zèle propagandiste ;*
 - c) *faire profession de communisme ;*
 - d) *s'abstenir de participer à toute société politique ou nationale anticommuniste, et informer le Comité supérieur de l'inscription à une société quelconque ;*
 - e) *se soumettre aux décisions de la Ligue ;*
 - f) *garder le silence sur l'existence de toute affaire de la Ligue ;*
 - g) *être admis à l'unanimité dans une commune.*
- Quiconque ne répond plus à ces conditions est exclu.*

Art. 3. — *Tous les membres sont égaux et frères, et se doivent donc aide en toute circonstance.*

Art. 4. — *Les membres portent un nom d'emprunt.*

Art. 5. — *La Ligue est organisée en communes, districts, districts directeurs, Conseil central et Congrès » (14).*

A la lecture de ces statuts on peut distinguer deux séries de conditions d'adhésion. Une première se ramène à la question de *l'engagement et de la disponibilité révolutionnaires*. Il ne suffit nullement de se sentir en accord avec le programme pour être militant du parti. Il faut déployer de l'« énergie révolutionnaire », faire montre de « zèle propagandiste », avoir « une activité conforme » aux buts du mouvement, « faire profession de communisme ».

Il est clair que l'acceptation du programme n'est pas une condition suffisante pour devenir militant communiste. Comme le dirent explicitement les *Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes* adoptées au III^e Congrès de l'IC en 1921, « *L'adoption d'un programme communiste n'est qu'une manifestation de la volonté de devenir communiste. S'il ne s'y ajoute point d'actions communistes et si, dans l'organisation du travail politique, la passivité de la masse*

(14) Section I des Statuts de la Ligue, in Engels et Marx, *Le parti de classe*, Ed. Maspéro, Paris, 1973, t. I, pp. 112-113.

des membres est maintenue, le parti n'accomplit pas la moindre partie de ce qu'il a promis au prolétariat par l'acceptation du programme communiste. Car la première condition d'une sérieuse réalisation de ce programme, c'est l'entraînement de tous les membres au travail quotidien permanent » (15).

Lénine avait déjà exprimé cette idée de façon extrêmement ramassée lors de la formation du parti bolchévik. Pour lui, « *l'organisation des révolutionnaires doit englober avant tout des hommes dont la profession est l'action révolutionnaire* » (16).

Il serait faux de tirer de cette affirmation l'idée que tous les membres du parti doivent être des permanents ou des fonctionnaires du parti, ou même qu'ils puissent tous dédier toute leur activité au parti, bien qu'une telle « professionnalisation » soit une condition essentielle afin que le parti dispose de camarades disponibles pour lui fournir l'appareil dont il a besoin.

Il serait tout aussi faux de voir dans l'affirmation de Lénine uniquement la formulation du besoin, en quelque sorte négatif, de l'effacement des diverses professions particulières et de la distinction entre ouvriers ou intellectuels, sans considérer l'autre côté, positif celui-là, de *l'engagement révolutionnaire*, qui est une condition de cet effacement. Cette « profession » révolutionnaire et communiste exige des qualités particulières qui, il faut insister sur ce point, sont exactement à l'opposé de celle que favorise l'ambiance bourgeoise et qu'exaltent l'école et la culture bourgeoises, dont l'effet réel est de tuer l'instinct révolutionnaire.

Ce n'est donc pas un hasard si, comme nous l'avons maintes fois souligné, les bolchéviks ont trouvé dans les années 17-23, dans l'Europe pourtant enflammée par l'ardeur révolutionnaire, une si grande inertie et de si énormes réticences, pour ne pas parler de l'hostilité formulée par certains courants, à construire des partis « à la bolchévik », pourtant indispensables à la victoire révolutionnaire, comme on a déjà pu s'en rendre compte à la lecture de l'extrait des Thèses du III^e Congrès rappelé plus haut. Disons cependant que cela n'a rien à voir avec la parodie de « bolchévisation » à laquelle s'est livré l'Internationale en voie de dégénérescence, pour de tous autres motifs.

« *Il peut y avoir des révolutionnaires savants et ignorants, intelligents et médiocres. Mais il ne peut y avoir des révolutionnaires sans volonté qui brise les obstacles, sans dévouement et sans esprit de sacrifice* », écrit en 1929 sur le ton du reproche le plus vif Trotsky à Paz (17).

Trotsky peste contre l'ambiance de « *dilettantisme petit-bourgeois* » qui prévaut en Europe occidentale, « *particulièrement en France* ». « *Non seulement dans les milieux intellectuels, dit-il, mais même dans la couche supérieure des ouvriers, il y a pas mal d'éléments qui sont prêts à arborer le titre de révolutionnaires les plus extrêmes pourvu que cela ne leur impose pas de sacrifices de temps, d'argent, la soumission*

(15) *Les IV premiers Congrès...*, op. cit., p. 110.

(16) « Que faire ? », *Œuvres*, t. 5, p. 463.

(17) *Le mouvement communiste en France*, Ed. de Minuit, Paris, 1971, p. 326.

à une discipline et l'obligation de mettre en jeu leurs habitudes et leur bien-être » (18).

L'expérience quotidienne de la lutte prolétarienne montre que la simple lutte pour organiser leurs camarades contre le patron et contre les flics hors de l'atmosphère étouffante de l'opportunisme exige sacrifice et abnégation des ouvriers d'avant-garde. Sans cela, elle ne pourrait parvenir au moindre succès. Il est clair que les militants du parti qui s'arroge le droit d'appeler à un moment donné les prolétaires aux plus grands sacrifices, y compris celui de leur vie, ne peuvent que se montrer également à l'avant-garde dans les sacrifices consentis pour assurer la victoire de la révolution et déjà sa préparation. Et ceci est bien évidemment encore plus vrai pour les chefs du parti prolétarien.

Là réside le véritable critère pour mesurer si les militants se sentent responsables du parti, ce qui est une condition élémentaire du militantisme révolutionnaire.

Une autre série de conditions qui apparaît à la lecture des statuts de la Ligue, touche à la discipline, au respect des règles de vie et de travail de l'organisation, à sa nécessaire protection, enfin à la confiance réciproque de ses membres.

La réalisation de ces conditions s'accomplit à travers la participation au travail collectif dans lequel le parti s'habitue à contrôler l'activité de ses membres, et où les membres de l'organisation travaillent effectivement sous le contrôle des sections et du centre du parti.

Il n'est pas possible de ne pas évoquer ici la polémique qui surgit en 1903 entre Lénine et Martov, et qui servit à la délimitation du parti.

Lénine proposa que l'on inscrivit dans les Statuts : « *Est membre du parti quiconque reconnaît son programme et soutient le parti tant matériellement qu'en militant personnellement dans l'une de ses organisations* » (19). C'est ce qu'il fit porter dans les statuts du POSDR. Martov proposait, lui, au lieu des mots soulignés : « en travaillant sous le contrôle et la direction d'une de ses organisations » (20).

La différence peut sembler mince à première vue, mais une chose saute immédiatement aux yeux : La notion de *contrôle* est strictement liée à celle de *membre du parti*, pour Martov comme pour Lénine. En fait, Martov proposait une formule de parti large, ouvert, une délimitation « élastique », selon laquelle il suffisait de travailler en rapport avec une des organisations du parti pour s'en dire membre. Lénine ironisa en affirmant que la formule de Martov était la meilleure manière de permettre à des bavards de se réclamer du Parti sans appartenir à son organisation ; et parce qu'il prenait au sérieux les idées de contrôle et de direction, il affirmait que la formule de Martov revenait dans la réalité à considérer comme membres des camarades « sans aucun contrôle et sans aucune direction ».

Pour Lénine comme pour nous, le parti ne peut agir comme état-major de l'armée prolétarienne que s'il tend à « contrôler et diriger »

(18) « Un pas en avant... », *ibid.*, p. 331.

(19) « Projet de Statuts du POSDR », *Œuvres*, t. 6, p. 499.

(20) Voir la relation du II^e Congrès du POSDR par Lénine, *Œuvres*, t. 7, pp. 21-22.

toute l'activité de la classe. Comment cela serait-il possible sans que lui-même se dote d'un forte centralisation, sans qu'il *contrôle et dirige effectivement* l'activité de ses organisations et de tous ses membres ?

« *Jamais, écrit-il, le Comité central ne sera en mesure d'étendre véritablement son contrôle à tous ceux qui travailleront sans faire partie de l'organisation. Notre tâche est d'assurer au Comité central un contrôle effectif* » (21).

On peut donc établir le principe d'organisation suivant : ne sont membres du parti que les organisations strictement liées au centre du parti et effectivement dirigées par lui, ainsi que les camarades dont l'activité est strictement contrôlée par ces organisations. C'est la seule manière de permettre au parti de se porter effectivement responsable de chacun de ses membres.

« *Il ne faut pas oublier, martèle Lénine, que tout membre du parti est responsable du parti, et que le parti est responsable de chacun de ses membres* » (22).

Une telle formule nous paraît résumer de façon frappante les liens qui unissent le militant et le parti, c'est-à-dire les conditions d'adhésion au parti révolutionnaire.

Evolution des exigences du militantisme révolutionnaire

La démarcation entre militants et sympathisants d'un côté est on ne peut plus politique, et de l'autre, assume des aspects d'une importance plus ou moins grande, d'une plus ou moins grande délicatesse, selon les phases historiques dans lesquelles se trouve le parti.

Cette délimitation prend donc des visages différents avec la gamme des tâches effectuées de façon habituelle par le parti, leur différenciation et leur intensité, avec le niveau atteint par la pression de l'adversaire sur la classe et le parti, ainsi qu'avec les formes de cette pression.

Il est clair que les conditions tout à fait particulières des années 50-60, où la reconstitution de la théorie et du parti s'est faite dans les conditions d'une lutte sociale particulièrement déprimée, ne pouvaient qu'entraîner une extrême difficulté à traduire pratiquement les principes et les normes rappelés précédemment de façon simple, efficace et complète.

A une activité réduite et en grande partie mutilée, devait correspondre nécessairement un certain type d'organisation qui, tout en respectant ces principes, les applique dans une forme adaptée à la configuration des tâches effectivement remplies de façon régulière par le parti. Le fait que même dans les situations défavorables le parti revendique comme il l'a répété en 1965, « *toutes les formes d'activité propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent* » (23), ne signifiait nullement que toutes ces formes pou-

(21) Souligné par Lénine, « Deuxième discours lors de la discussion sur les Statuts du parti », *Œuvres*, t. 6, p. 258.

(22) *Id.*, *ibid.*, p. 258.

(23) *Considérations sur l'activité du parti quand la situation est historiquement défavorable*, in *Défense de la continuité du programme communiste*, Ed. Programme communiste, p. 198.

vaient être régulièrement remplies et, encore moins, avec le degré où elles le sont nécessairement dans des situations plus fécondes, à moins de tomber dans un excès de formalisme aussi vide que paralysant.

Ainsi, étant donné la terrible dépression du point de vue révolutionnaire, la faible possibilité d'intervention régulière à l'extérieur aussi bien sur le plan économique qu'à plus forte raison politique, et le fait que l'essentiel des activités consiste en l'élaboration du journal et de la revue, leur étude ainsi que leur diffusion, la distinction entre militants et sympathisants est extrêmement faible. Le fait qu'on ne peut demander à tous d'écrire des articles ou de faire des exposés entraîne que l'assiduité aux réunions et la régularité de la diffusion suffit à faire la différence entre le militant et le sympathisant.

Les réunions périodiques n'avaient pas besoin d'être extrêmement différenciées, sauf pour certains aspects limités présentant un caractère spécifiquement interne. Parallèlement, la localisation des sections se réduisait à l'Italie et dans une moindre mesure à la France, et n'exigeait pas de mesures spéciales de sécurité, étant donné l'atmosphère politique ambiante. La quasi-impossibilité d'intervention régulière du parti dans les luttes sociales permettait au capitalisme en plein « miracle économique » d'amortir les poussées de lutte, de les encaisser, et d'éteindre les étincelles subversives qu'elles produisaient, les coupant de tout débouché politique révolutionnaire.

Il faut également tenir compte du fait qu'à part la vieille génération en grande partie ouvrière, qui faisait le pont entre la Gauche et le parti né en 1951, les nouvelles recrues étaient essentiellement non ouvrières, et que l'activité du parti leur offrait dans les faits peu de possibilité de sélection en dehors de la participation à la presse et au travail théorique, ce qui tendait à donner à l'étude systématique des textes classiques un poids tout à fait démesuré et disproportionné dans la vie des sections et à plus forte raison dans l'intégration de nouvelles forces.

C'est pourtant au creux de cette dépression contre-révolutionnaire, en 1951, que le parti affirme : « *Sur la base de cette juste appréciation révolutionnaire de ses tâches actuelles, le parti, bien que peu nombreux et n'ayant que peu de liens avec la masse du prolétariat, et bien que toujours jalousement attaché à sa tâche théorique comme à une tâche de premier plan, refuse absolument d'être considéré comme un cercle de penseurs ou de simples chercheurs en quête de vérités nouvelles, ou qui auraient perdu la vérité d'hier en la considérant comme insuffisante* ». Cette « revendication » n'a rien d'une pétition de principe. Elle tient à ce que « *le parti n'interrompt pas son activité de prosélytisme et de propagande de ses principes, même si ses réunions ne rassemblent que peu de monde et si sa presse n'a qu'une diffusion limitée* ». Elle tient aussi à ce que « *le parti ne perd aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure, sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité sera largement développé et sera devenu dominant* » (24).

(24) *Thèses caractéristiques du parti, ibid., pp. 189-190.*

C'est toujours dans cette période défavorable que le parti écrit : *« Partout, toujours et sans exception, la vie du parti doit s'intégrer dans un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses, même lorsque ses manifestations sont influencées par des directives opposées aux nôtres. [...] Il est important de préciser que même là où ce travail ne s'est pas encore développé de façon sensible, on doit repousser la conception qui voudrait réduire notre petit parti à des cercles fermés sans lien avec l'extérieur, ou se contentant de chercher des adhésions dans le seul monde des opinions, qui, aux yeux des marxistes, est un monde faux tant qu'on ne le traite pas comme une superstructure du monde des conflits économiques »* (25).

Cet effort constant pour se lier au mouvement social est la condition pour que, malgré les terribles difficultés qu'il rencontre, le parti, même en se consacrant essentiellement à la reconstruction théorique, reste une organisation militante et combattante, et pour que les poussées de lutte sociale aiguillonnent son activité et puissent être fécondées par lui. Mais il serait tout à fait faux d'ériger le mode de travail et d'organisation adaptés à cette période, nécessaire mais « anormale » de la vie de l'organisation, en règles valables en toute situation et érigées en normes absolues.

Bien au contraire, le changement de situation historique, l'accomplissement progressif d'une gamme plus riche de tâches et une liaison plus régulière avec les luttes sociales exige du parti d'adapter son mode de fonctionnement, ses contours et sa structure. Et il doit le faire non pas après coup, mais dans une certaine mesure en devançant les événements, pour se permettre d'y intervenir avec la meilleure efficacité révolutionnaire.

On peut dire qu'en gros, c'est avec les années 70 que les appels à une telle adaptation, venus de la réalité historique et non d'excogitations romantiques, se sont faits et se font toujours plus pressants.

La fin du cycle d'expansion du capitalisme ainsi que celle du cycle révolutionnaire anti-impérialiste entraînent la possibilité d'une intervention plus régulière et plus systématique du parti dans les luttes immédiates et d'une propagande et d'une agitation politiques plus intenses. Ils favorisent un développement de la presse du parti et de son réseau international, mais parce qu'ils s'accompagnent d'un blindage plus grand des Etats capitalistes, se traduisent aussi par une pression plus forte de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et sur le parti.

C'est en faisant le bilan de la petite expérience de travail d'intervention dans les luttes économiques faites par le parti principalement en Italie entre 72 et 77, que nous disions lors de la Réunion générale de l'automne 77 :

« D'un poids minime du point de vue du recrutement, les résultats de la « petite » bataille que nous avons menée apparaissent comme précieux si on les considère dans une optique non contingentiste. Ils se résument dans une expérience accumulée par l'ensemble du parti, dans un secteur, celui de la lutte économique, dont nous n'avons jamais cessé de dire qu'il était un secteur vital, mais dans lequel nous n'avions aupa-

(25) *Thèses de Naples*, 1965, *ibid.*, p. 211.

ravant réussi à pénétrer que par de minuscules brèches, et généralement à une échelle locale. Ils se traduisent par un élargissement de nos contacts avec la classe et de notre propagande politique ; par l'acquisition d'un esprit militant plus répandu et plus enraciné, par un renforcement et une meilleure articulation de notre structure organisationnelle, et surtout par l'extension et l'approfondissement de notre lutte théorique et pratique contre l'opportunisme sous toutes ses formes, y compris « de gauche ». A une échelle que nous n'avons nullement l'intention de surestimer, a ainsi démarré sur le terrain de la lutte, à la dure épreuve des faits, le processus — contradictoire seulement en apparence — qui voit le parti de classe commencer à s'enraciner dans la classe en sortant de son isolement objectif et, en même temps, apparaître seul, avec sa physionomie propre, face à toutes les formations politiques « intermédiaires » et pseudo-révolutionnaires » (26).

Cette petite expérience s'est renforcée et étendue depuis. Elle s'est surtout élargie à d'autres secteurs, principalement avec l'apport de forces et d'expériences militantes de nouvelles zones comme les pays méditerranéens, où la disponibilité à la lutte est bien plus grande que dans les vieilles métropoles impérialistes du fait de l'absence quasi totale de réserves pour de vastes secteurs du prolétariat.

En même temps que la « courbe du mouvement ouvrier, qui a été descendante pendant de longues décennies », s'est mise, comme nous le constatons lors de cette Réunion générale de 77, à « remonter lentement », dans « un processus encore moléculaire », mais bien réel, les conditions d'activité du parti et de militantisme se sont mises à devenir plus « normales » si on peut dire, en ce sens que le parti se met petit à petit à pouvoir remplir de façon plus complète la gamme de ses tâches, ce qui ne doit pas naturellement cacher le fait que l'écart qui nous sépare d'une situation comme celle que connaissait le parti bolchévik en 1903 ou les sections de l'Internationale en 1920-21 est encore gigantesque.

La diversification de l'activité du parti a cependant permis que sa structure organisationnelle devienne plus articulée, que ses contours se fassent plus nets et en particulier que la démarcation entre militants et sympathisants se fasse plus précise.

Est désormais militant celui qui n'assiste pas seulement avec régularité aux réunions périodiques, mais celui y vient pour rendre des comptes de son activité, pour y trouver la nécessaire direction du parti, pour y apporter l'expérience que sa fonction permet de communiquer à l'organe collectif, bref le camarade qui participe à une tâche précise dans le cadre de l'une ou l'autre des activités et en assure la responsabilité devant la section locale ou un organe central. De même que la confiance militante trouve davantage de motifs de s'établir dans le travail collectif, le contrôle de l'activité des groupes et des militants tend aussi à prendre des aspects plus formels.

On ne peut pas prétendre conserver dans ces conditions, modelées par des facteurs historiques puissants, le mode de vie somme toute

(26) « Les tâches que le parti doit remplir pour préparer une issue révolutionnaire à la crise », in *Le prolétaire* n° 258.

étriqué et mutilé des *groupes*, comme nous les appelions à l'époque, qui ont marqué une phase utile et nécessaire, mais désormais dépassée du développement du parti. Au moment où l'activité devient plus complexe ; où elle exige davantage de division du travail entre ses membres et de professionnalisation, et, parallèlement, de coordination méthodique ; où elle ne peut se passer d'une discipline d'action plus grande et d'une centralisation plus large et plus complète de tous les domaines de l'action et du travail ; où elle impose des liaisons plus rapides et plus efficaces et une meilleure protection de l'organisation, on ne peut conserver les vieilles habitudes et les vieilles mœurs de groupe. Cela reviendrait à rendre tout travail inefficace voire impossible, à alimenter l'esprit de famille ou de clocher, le dilettantisme qui déforme l'esprit militant et le parti, à laisser le parti « ouvert » aux manœuvres de l'adversaire, bref à renoncer à construire l'organisation militante et combattante que commande la préparation révolutionnaire.

Parallèlement, l'intervention plus large et plus régulière du parti dans les luttes ouvrières, sa propagande et son agitation politiques plus systématiques et plus variées, commencent à favoriser une sorte de présélection des forces qui s'approchent de lui, en ce sens que l'activité même du parti éduque les prolétaires d'avant-garde et les militants révolutionnaires, fait naître des réflexes d'action et de pensée dans les différentes situations où les camarades peuvent apprécier les conséquences pratiques des principes et des méthodes proposées par le parti, en même temps qu'ils se familiarisent avec sa théorie et son programme.

On peut dire que ces camarades font en quelque sorte l'expérience du parti avant même d'y poser leur candidature, qui devient ainsi plus consciente et peut donc se passer largement de toute une série d'épreuves qui étaient imposées dans une situation de dépression complète de la lutte sociale. Là aussi, somme toute, nous ne faisons que nous approcher d'un fonctionnement « normal », où la théorie marxiste s'apprend par la participation à l'activité révolutionnaire et où la discipline envers le parti se conquiert à travers cette participation.

L'intervention extérieure du parti ainsi que le développement de la gamme de ses tâches « internes » permettent d'intégrer beaucoup plus naturellement que par le passé de nouvelles recrues en utilisant mieux leurs capacités et leur « besoin de révolution » dans une activité organisée. La preuve donnée de l'engagement militant et du dévouement révolutionnaire à travers une activité plus diversifiée et une « formation militante » moins unilatérale devient aussi beaucoup plus sûre.

Il serait là aussi totalement déplacé de conserver encore les habitudes de travail qui se sont forgées à l'époque de la reconstitution de la doctrine.

Alors que l'assimilation des armes théoriques et politiques devient moins ardue, car plus vivante et plus efficace grâce à l'intervention dans les luttes sociales et à l'encadrement plus systématique des forces qui approchent le parti, ainsi que par le développement d'une presse et d'une littérature de propagande qui doivent répondre aux besoins politiques et théoriques mis en lumière par une activité collective plus riche et plus entraînante, ne pas dépasser ces vieilles habitudes reviendrait à dresser vis-à-vis des candidats qui se disciplinent effectivement aux directives du parti des barrages idéologiques aussi tracassiers qu'inef-

ficaces et inutiles, et à tomber ainsi, même à son corps défendant, dans le travers académique et culturaliste contre lequel notre courant a si impeccablement bataillé à sa naissance, dans les Jeunesses socialistes de 1912.

Le militantisme communiste et révolutionnaire, c'est celui que nous décrivions dans cet « appel à la jeunesse prolétarienne », lancé au début des années 70 :

« Les générations qui vivent sous le règne infâme du capital ont la tâche de détruire le pouvoir d'Etat capitaliste. C'est la tâche la plus difficile. L'intelligence que l'histoire requiert du prolétaire d'aujourd'hui n'est que celle de lutter contre le capitalisme, de repousser toutes les influences qui pourraient le détourner de cette tâche. Intelligence de classe, violence de classe !

Mais la jeunesse prolétarienne, qui sera appelée à occuper les premiers rangs sur la ligne de feu, aura non seulement la tâche spécifique d'abattre le pouvoir bourgeois avec toute la classe ouvrière, mais aussi d'instaurer la société nouvelle, la société sans classes. Ce travail de reconstruction ne demandera pas moins d'enthousiasme, pas moins de volonté et d'esprit au sacrifice [...].

Les idéologues petits-bourgeois en vogue actuellement, sous des étiquettes « contestataires » et pseudo-révolutionnaires, tout en ne touchant pas les jeunes travailleurs, les rejettent dans les bras de l'opportunisme qui est encore susceptible d'une action organisée et disciplinée.

La lutte contre les faux communistes, contre les agents de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière, requiert une action mille fois plus organisée et plus disciplinée. Une organisation et une discipline imposées non par un ensemble de règles despotiques, faites pour cacher la division qu'on entretient parmi les prolétaires entre ceux qui votent pour les chefs prestigieux, et les prétoriens qui aident ce même chef à conserver leurs prébendes, mais une organisation et une discipline dictées par le programme communiste.

Une soumission personnelle, dans la dépersonnalisation de chaque combattant, aux buts, aux principes, aux moyens révolutionnaires. Une adhésion volontaire et enthousiaste à la lutte pour le communisme. Un dévouement total et désintéressé à la cause.

L'arme principale au moyen de laquelle le capitalisme enchaîne la classe ouvrière à la domination opportuniste, c'est la corruption par la mystification démocratique savamment dosée avec la violence dans les diverses formes culturelles, religieuses, politiques, étatiques. La jeunesse prolétarienne a en elle-même assez de force pour repousser cette corruption, avec l'abnégation qui lui est propre, et cette générosité désintéressée qui caractérise les jeunes.

Le futur assaut du prolétariat révolutionnaire sera l'œuvre de la jeunesse travailleuse. C'est à elle que notre Parti consacre le meilleur de ses forces. C'est à elle que les communistes révolutionnaires s'adressent pour qu'elle donne le signal de la reprise de la lutte révolutionnaire de classe » (27).

(27) La Gauche communiste sur le chemin de la révolution, in *Programme communiste* n° 56, pp. 79-80.

Le processus de formation des sections nationales de l'Internationale Communiste

Nous publions ici un chapitre du troisième volume de l'Histoire de la Gauche Communiste, actuellement en préparation. La compréhension du processus de formation des partis de l'IC est essentielle, à la fois pour comprendre son histoire, sa grandeur et sa dégénérescence, et pour dégager les conditions générales de la formation du parti révolutionnaire.

On ne peut apprécier la portée véritablement *unique* de la scission de Livourne et comprendre au milieu de quels écueils fut contraint à naviguer, dès les premières années, le vaisseau apparemment si solide de la III^e Internationale, sans connaître le processus réel de constitution de ses principales sections nationales en dehors de l'aire russe. Il est donc nécessaire de consacrer un chapitre particulier à ce processus ; pour des raisons de place, celui-ci ne pourra s'occuper que de deux grands partis — le Parti communiste unifié d'Allemagne (VKPD) et le Parti communiste de France (PCF) — fondés dans la seconde moitié de 1920. Toutefois l'histoire de ces partis est symptomatique d'un cours *général*, analogue en substance en Tchécoslovaquie et en Suisse, en Belgique, en Espagne et dans les pays scandinaves, c'est-à-dire là où la formation de sections nationales du Komintern se produisit *après* le second Congrès mondial (1).

(1) Le Congrès d'unification entre le noyau communiste existant en Tchécoslovaquie et la puissante « gauche » qui s'était séparée du PS se tint en octobre-novembre 1921 ; celui entre le groupe des Jeunes Gardes qui, en Belgique, s'était déjà séparé du PS en janvier 1920 et la plus forte aile « gauche » socialiste, le 14 septembre 1921 ; celui entre le PC suisse, constitué dès mai 1919 sur des bases théorico-programmatiques toutefois peu sûres, et la fraction socialiste de gauche, le 6 mars 1921 ; celui entre le Partido Comunista d'Espana, fondé par la jeunesse socialiste le 15 avril 1920, et le Partido comunista obrero de Espana, tardivement séparé du PS, les 7-14 novembre 1921. Dans tous les cas, la « gauche » social-démocrate, en se fondant avec les noyaux communistes préexistants, petits et fragiles numériquement et organisativement, n'eut pas de difficultés à les submerger en engendrant des organismes fondamentalement centristes et pléthoriques (cas limite : 350.000 adhérents en Tchécoslovaquie, et des dirigeants, comme Sméral, notoirement social-patriotes durant la guerre). Quant aux partis scandinaves, ce fut une minorité du PS (qui avait déjà adhéré à la III^e Internationale) qui se détacha du tronc social-démocrate sur la base de l'acceptation des 21 points (printemps 1921) ; ceci n'empêcha pas le nouveau PC, résolument minoritaire et apparemment sélectionné, de prolonger sous une nouvelle forme les traditions gradualistes, parlementaires et légalistes de l'ancienne « maison-mère ».

De retour du Congrès de Moscou, le délégué de la Fraction communiste abstentionniste du Parti socialiste italien avait fait observer que même si au cours des débats on n'avait pas ménagé « *les plus durs reproches* » aux représentants de l'USPD et de la SFIO et si, à la fin, les déjà sévères conditions d'admission avaient été « *complétées et durcies* », néanmoins le sens de la discussion avait été qu'« *en général, les « reconstruteurs » pourront entrer dans l'Internationale sous certaines garanties* » ; et il exprima l'opinion que « *dans certains pays, et surtout en France, [il existait] le danger de l'adhésion d'éléments trop droitiers* » (2).

Notre camarade pensait avec une inquiétude particulière à la France pour deux raisons. D'une part, parce que l'attitude des deux « pèlerins » de Paris avait été plus conciliante que celle de leurs confrères berlinois : l'adhésion à l'IC d'un groupe consistant de « reconstruteurs » français apparaissait donc comme plus probable que celle de la « gauche » du Parti indépendant. D'autre part, parce que les antécédents des Cachin-Frossard et les caractéristiques du « centrisme » français apparaissaient comme plus inquiétants que ceux d'une aile de l'USPD, dirigée par Däumig et Stöcker, dont on ne pensait pas qu'elle pût être aussi nombreuses (3). De toutes façons, la tendance générale était indiscutable, et seul quelqu'un qui, comme notre délégué, n'avait aucune réserve de fond à faire sur les bases constitutives, théoriques et programmatiques, du Komintern, pouvait non seulement la considérer avec inquiétude, mais dénoncer le danger qu'elle se traduise sur le plan organisatif malgré la « barrière » des conditions d'admission. Aujourd'hui, on peut affirmer que le danger était plus sérieux et plus imminent qu'on ne pouvait le supposer à l'époque. Mais ceci est trop facile pour autoriser qui que ce soit à distribuer des blâmes et des condamnations, comme c'est la mauvaise habitude des héritiers — fidèles d'ailleurs à leurs... traditions familiales — du « communisme européen ». Cette constatation est de plus inutile, si on ne s'efforce pas de comprendre *pourquoi* les choses ont suivi le cours qu'elles ont suivi, en dépit de nos souhaits.

En anticipant sur les conclusions de notre analyse, nous pouvons résumer un premier aspect de notre jugement en disant que le processus de constitution des Partis communistes en Europe et en Amérique ne répondit pas, en général, aux exigences fixées par les Thèses du

(2) « Autour du Congrès international communiste », *Il Soviet* n° 24, 3-10-1920, reproduit dans *Storia della Sinistra Comunista*, vol. II, Editions Il Programma Comunista, Milan, 1972, p. 678.

(3) Dans un article du 22 juillet 1920, Trotsky notait à son tour que « *la question de l'admission du Parti socialiste français dans la III^e Internationale présente des difficultés et des dangers encore plus grands que ceux de l'entrée de la social-démocratie indépendante d'Allemagne* ». Dans cette dernière du moins, un courant de gauche s'était dessiné, et en tout cas le Parti communiste (Spartacus) en était sorti depuis plus d'un an. Et Trotsky mettait en garde contre la manœuvre des « restructureurs » consistant à sortir de la II^e Internationale, comme correspondant entièrement aux intérêts de la conservation de la droite des « Renaudel, Thomas et autres valets de la guerre impérialiste » (« Le Parti socialiste français », dans *The first five years of the Communist International*, Londres, 1973 ; I, p. 116 et précédentes).

II^e Congrès ; et ceci en grande partie parce que les facteurs qui amenèrent les bolchéviks à élargir les mailles des conditions d'admission ne trouvèrent pas de barrière ou du moins de contrepoids dans l'existence d'avant-gardes marxistes, mêmes modestes numériquement, mais solides et susceptibles d'agir comme des points de référence pour des forces authentiquement prolétariennes, et comme des centres de diffusion du programme communiste révolutionnaire parmi les masses laborieuses. Or, ces facteurs étaient destinés à peser d'autant plus sur la direction de l'IC que l'isolement de la Russie soviétique se prolongeait davantage. Ainsi, au lieu de recevoir du mouvement ouvrier occidental l'appui dont elle avait un urgent besoin pour se montrer dans ce domaine aussi à la hauteur de ses principes et de sa tradition de combat, la direction de l'Internationale Communiste rencontra sur son chemin déjà difficile, et ne put pas ne pas absorber, les inerties, pis, les traditions invétérées de laxisme théorique, programmatique et organisatif des partis de la II^e Internationale, traditions qui n'étaient même pas contrebalancées par la vigueur de minorités communistes fermement décidées à les combattre. Il est facile aujourd'hui de constater que, dans la très grande majorité des cas, les Partis communistes naquirent sur des bases beaucoup plus proches de la tradition de la II^e Internationale que de la tradition bolchévique ; mais le fait est que dans l'Europe centrale et occidentale cette tradition ou bien n'existait pas du tout, ou bien était trop fragile pour représenter une alternative réelle au cours dominant localement, ou encore était trop bâtarde pour ne pas susciter la méfiance ou même l'hostilité légitime de Moscou.

Quoi qu'il en soit, en l'absence de courants ne divergeant du bolchévisme sur aucune question *essentielle* et ayant pris spontanément, et non à la dernière minute, des positions concordant totalement avec les siennes dans les questions décisives du mouvement, l'Exécutif de l'IC se trouva face à un double problème. *Premièrement* : que faire de fractions souvent consistantes des Partis socialistes que la situation générale et la pression de leur base ouvrière poussaient à s'aligner avec Moscou, mais qui restaient liées par mille fils à la tradition démocratique et parlementaire de l'Occident (4) ? *Deuxièmement* : comment

(4) Les bolcheviks ne se faisaient pas d'illusions. Dans son Salut aux communistes italiens, français et allemands, du 10 octobre 1919, Lénine avait écrit de la gauche indépendante que celle-ci « *allie sans égard aux principes, peureusement, les vieux préjugés de la petite-bourgeoisie sur la démocratie parlementaire à la reconnaissance communiste de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat, du pouvoir des Soviets* » (Œuvres complètes, XXX, p. 48), et ses discours au II^e Congrès montrent qu'il n'avait nullement changé d'avis un an plus tard. A la fin février 1922, dans « Notes d'un publiciste », Lénine observait encore : « *La transformation d'un parti européen de l'ancien type, parlementaire, réformiste en fait et à peine teinté de couleur révolutionnaire, en un parti de type nouveau, réellement révolutionnaire et réellement communiste, est une chose extrêmement ardue. L'exemple de la France le démontre peut-être de la façon la plus évidente* ». (Ibidem, XXXIII, p. 210). Un an et demi était passé depuis le Congrès de Tours, et à Moscou on devait encore faire les comptes avec un parti réformiste à peine reconverti, avec pour seule perspective sérieuse d'en « faire quelque chose de différent » grâce à l'action et d'une conjoncture révolutionnaire que l'on espérait proche, et d'une ferme et cohérente direction centrale du Komintern.

se comporter devant des avant-gardes éminemment combatives et sincèrement révolutionnaires, mais qui n'étaient pas beaucoup plus marxistes que la droite et le centre contre lesquels elles se battaient avec courage, certes, mais sur un terrain peu sûr ? Le matériel avec lequel l'histoire condamnait le Komintern à bâtir son édifice était celui-là : la solution du problème ne pouvait donc être qu'imparfaite et parfois même négative.

Mais venons-en aux faits.

Ce qui frappe immédiatement dans les deux scissions, en France et en Allemagne, c'est la rapidité avec laquelle, en l'espace de deux ou trois mois après le II^e Congrès, la thèse de l'adhésion au Komintern gagna, non pas une aile minoritaire, mais la *grande* majorité de partis qui avaient toujours à bon droit été considérés comme *centristes* (5). Dans ces partis, les grandes questions qui agitaient le mouvement ouvrier et communiste n'avaient jamais été discutées sérieusement (et, sauf cas individuels, on n'en avait jamais eu conscience); leur aile gauche s'était jusqu'alors distinguée de la droite seulement par sa disposition, d'ailleurs non sans réserves, à *subir* formellement les exigences des 21 conditions, soit par calcul froidement politique, soit sous l'effet d'un enthousiasme sentimental.

Il est vrai que la gauche du Parti indépendant allemand réclamait l'adhésion à l'IC depuis l'automne 1919 et, en particulier, depuis le Congrès de Leipzig de décembre. Il est vrai que c'est seulement en cédant à son insistance que l'USPD avait enfin décidé de s'engager dans la voie des négociations avec Moscou — et, parallèlement, avec des Partis socialistes qui auraient été éventuellement disposés à rompre les liens qui les rattachaient à la II^e Internationale, encore existante, mais impopulaire et agonisante. Mais on chercherait en vain dans les nombreux articles de Stöcker ou autres dans la *Freiheit* une allusion sérieuse aux questions théoriques qui creusaient désormais depuis des années, à l'échelle internationale, un abîme infranchissable non seulement entre réformisme et communisme, mais même entre les différentes manières de concevoir la révolution et la dictature prolétariennes et les moyens d'y parvenir. On chercherait en vain dans le compte rendu des débats à la *Reichskonferenz* du 1^{er} au 3 septembre 1920, spécialement convoquée pour discuter du bilan de la participation de l'USPD au II^e Congrès de l'IC, le signe d'un véritable pas en avant par rapport aux positions défendues à Moscou par les deux délégués de la « gauche » indépendante. Ceux-ci s'étaient montrés disposés à accepter les principes de la dictature et de la terreur à *condition* qu'on ne prétende pas appliquer uniformément et mécaniquement la première dans tous les pays, et qu'on ne fasse pas de la seconde une

(5) Cf. le § 9 (« Le jeu infâme des Indépendants en Allemagne ») du chapitre VIII du II^e volume de la présente *Storia della sinistra comunista*, « La gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international », reproduit dans *Programme Communiste* n° 58, pp. 78-90, mais aussi les paragraphes suivants et les pp. 172-174.

« norme tactique » absolue (6) ; ils s'étaient montrés disposés à reconnaître la nécessité de la centralisation, pourvu que l'on observe la plus grande prudence en la substituant à la décentralisation organisationnelle qui caractérisait leur parti.

L'attitude de la « gauche » à la *Reichskonferenz* devant l'attaque de grande envergure de Crispin et Dittmann apparaît aujourd'hui comme modérée et même timidement défensive. Les deux agressifs porte-parole de l'orthodoxie centriste se font forts de la tâche, qui leur avait été confiée à l'origine, de négocier avec Moscou (« ni sans conditions, ni sans concessions », pour parler comme Cachin-Frossard) et ils prétendent continuer dans cette voie, non décider pour ou contre l'adhésion immédiate. Ils n'hésitent donc pas à répéter des clichés désormais classique : la « barbarie russe » (« le prolétariat allemand, la grande masse de la population ici en Allemagne » peuvent-ils être mis sur le même plan que la « masse grise, sourde, analphabète » de là-bas ?) ; la dictature exercée par le Parti bolchévique sur la classe ouvrière et l'Internationale ; la nécessité de « préserver l'autonomie du parti dans les questions internes et dans le domaine tactique, naturellement en respectant [?] les principes et les décisions des Congrès internationaux », car ils n'acceptent pas de se laisser réduire au niveau d'une « section nationale d'une Compagnie de Jésus internationale ». A l'exigence de « créer partout un appareil organisationnel clandestin parallèle » (3^e point des Conditions d'adhésion) ils objectent que de cette façon on créerait deux partis, l'organisation légale étant dominée par l'organisation illégale, obscure et incontrôlable. Pour s'opposer au principe de la conquête violente du pouvoir, de la dictature et de la terreur rouges, ils trouvent dans leur arsenal polémique l'argument plein de sagesse qu'il ne faut pas provoquer la classe dominante en la menaçant de renverser son pouvoir par les armes : car on risquerait ainsi (horreur !) de se faire mettre hors-la-loi ! Enfin, comme ils l'avaient déjà fait à Moscou à l'unisson avec Serrati, ils prennent des airs de « gauche », ils posent aux intransigeants dans la question nationale et dans la question agraire et ils critiquent la tactique proposée par Moscou en la matière comme « *rein russisch* », inspirée par des intérêts et des considérations « purement russes ».

A cela, les faibles porte-parole des dissidents de « gauche » ne trouvent rien de plus fondamental et de plus convaincant à répliquer que la nécessité, réelle sans doute, mais insuffisante sur le plan théorique, d'opposer à l'attaque de la bourgeoisie internationale un front compact et unitaire qui s'appuie sur les seules forces réelles existantes : le pouvoir soviétique et le Komintern (7).

(6) Cf. le résumé de leurs discours du II^e Congrès dans la même *Storia*, chap. IX, « Le II^e Congrès de l'IC : un sommet et une croisée de chemins », dans *Programme Communiste* n° 59, pp. 74-75. D'après le compte rendu des débats à la commission allemande, paru dans la *Rote Fahne* du 2 septembre et du 10 octobre, il n'apparaît pas que les deux délégués aient été beaucoup plus loin que de déclarer accepter intégralement les conditions d'admission, bien qu'avec des réserves sur leur application.

(7) Nous avons cité quelques phrases du vaste *Protokoll der Reichskonferenz der USPD vom 1. bis 3. September 1920 zu Berlin*, 1920.

Dans la même conférence, la droite, assurée de contrôler totalement l'appareil, avance au 12 octobre le Congrès extraordinaire du parti, d'abord fixé à Halle pour le 20. Elle fait ainsi, il est vrai, une erreur de calcul, car l'arrêt de la discussion ne lui évitera pas la défaite, mais elle rend aussi un énième service indirect à la cause de la conservation bourgeoise : en effet la « gauche » sera ainsi poussée à se battre tantôt sur le terrain de la polémique de détail (la gestion dictatoriale du parti par des gens qui ne cessent de dénoncer les « prévarications » et l'exercice autocratique du pouvoir par l'Exécutif de Moscou), tantôt sur celui des simplifications hâtives avancées pour obtenir le maximum d'effet *immédiat* en l'absence d'argumentations théoriquement fondées, et pour arriver à Halle sur des positions de force au moins sur le terrain *passionnel* (8). Sur ce plan, celui du sentiment, la « gauche » indépendante obtiendra la majorité et, trois mois plus tard, elle amènera au Parti communiste unifié quelque 400.000 (ou, selon d'autres calculs, 300.000) nouveaux adhérents contre les 78.000 environ du KPD (S) : moins d'un an plus tard, la plupart seront repartis.

D'autre part il manque, au même moment, une action conséquente du KPD permettant de combler, au moins en partie, le vide théorique et programmatique dans lequel se prépare la scission de l'USPD d'abord, la fusion de son aile gauche avec le Parti communiste d'origine spartakiste ensuite. On comprend pourquoi. Dès le Congrès des Indépendants à Leipzig, la direction du KPD s'est vivement prononcée pour un rapprochement avec les Däumig-Stöcker. La brochure de A. Thalheimer, *Der Weg der Revolution* (Le chemin de la révolution), du début de 1920, donne le ton de ce qui sera ensuite, en polémique voilée avec Lénine, une *constante* chez les communistes allemands, qui considéreront toujours l'USPD comme un parti de « frères égarés » bien plus que de pécheurs impénitents. A Moscou, tout en ne lésinant pas sur les critiques aux délégués indépendants, Levi s'oppose en commission au projet de l'Exécutif de faire des 21 points, en tant que texte intangible, le banc d'essai du sérieux de l'adhésion de l'USPD, de même que plus tard, à Livourne, son argument principal sera qu'il ne faut pas poser de problèmes *purement* organisatifs : un pas encore, et on ne posera plus de problèmes du tout ! Au sommet du parti, la tolérance et la bienveillance envers l'USPD, fût-ce envers son aile

(8) Dans un appel du 20 septembre aux membres du parti pour qu'ils élisent comme délégués au congrès des hommes qui « se tiennent sur le terrain de l'IC », les signataires, Däumig, Koenen, Hoffmann, Stöcker et Brauntahl repoussent la tentative de la « droite opportuniste et réformiste » de déplacer le débat sur des positions purement organisatives. Ils indiquent comme axe central du Congrès trois points dont le vague et l'imprécision renvoient à l'arsenal maximaliste italien de 1919-1920 : « Voulons-nous, oui ou non, devenir un parti de masse clairement, purement révolutionnaire et, ayant expulsé tous les éléments qui nous freinent et nous paralysent, être finalement le parti prolétarien qui dirige et stimule véritablement les masses ? Voulons-nous, oui ou non, tendre sans réserve et par tous les moyens à la dictature du prolétariat comme objectif de notre combat ? Voulons-nous, oui ou non, une forte et compacte Internationale des prolétaires révolutionnaires de tous les pays ? » (In *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, VII, Berlin, 1966, pp. 299).

gauche, ne sont égalées que par l'impatience, pour ne pas dire l'intolérance et l'hostilité, envers le KAPD, et dans les rangs du KPD (S) se répand la conviction plus ou moins explicite que c'était une erreur (à réparer au plus vite) que de s'être *séparés* des Indépendants en janvier 1919.

Dans le parti lui-même, ce n'est un secret pour personne (et au cas où cela l'aurait été, Ernst Meyer n'hésita pas à le révéler au V^e Congrès des 1^{er} et 3 novembre à Berlin) que la Centrale a été jugée sévèrement à Moscou, tant pour son opposition à admettre les délégués kaapédistes (opposition poussée jusqu'à la menace d'abandonner les travaux du Congrès), que pour son attitude de détachement aristocratique vis-à-vis des masses et de passivité à l'égard des luttes ouvrières. Dans cette attitude, dissimulée derrière une crainte obsessionnelle du « putschisme », les bolchéviks flairaient un penchant fondamental pour le fatalisme légaliste et réformiste, et le bien-fondé de ce jugement sera malheureusement largement confirmé dans les mois suivants (9).

Ainsi, même du côté communiste, tout conspirait à estomper les questions politiques de fond (10), les seules qui auraient pu, même sans a priori excessifs, déterminer au sein de l'USPD une sélection rigoureuse, et combien nécessaire ! Tout contribuait à orienter l'Exécutif de l'IC lui-même vers des solutions moins rigoureuses que celles envisagées dans les « 21 points », afin de tenter de contrebalancer *l'un par l'autre* trois courants du mouvement ouvrier allemand, dont aucun ne présentait les caractéristiques propres à un véritable parti bolchévique, mais dont chacun pouvait compenser par ses aspects positifs les déficiences des autres.

Ainsi, du côté russe, la préparation d'une éventuelle scission chez les Indépendants se fit sous des formes qui devaient nécessairement refléter le souci de ne pas heurter les susceptibilités de larges couches de l'USPD et surtout de ses organes directeurs, plutôt que l'exigence de faire la clarté dans ses rangs, surtout parmi les ouvriers, sur les grandes questions politiques et programmatiques. La lettre ouverte de l'EKKI à tous les membres de l'USPD, datée du 28 septembre (11)

(9) On se rappellera que Bordiga avait formulé un jugement analogue après un bref séjour à Berlin, où il avait rencontré des représentants du KAPD comme du KPD (Cf. « La gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international » dans *Programme Communiste* n° 58, p. 186 et suiv. et en particulier la p. 190).

(10) Une circulaire de la Centrale du KPD datée du 5 octobre (in *Dokumente und Materialien*, op. cit., VII, p. 308) regrette que dans sa lettre pour l'adhésion à la III^e Internationale, la gauche de l'USPD se situe « surtout » sur un terrain organisatif, en négligeant « complètement » l'action politique, et elle invite les camarades à ne jamais cacher leurs divergences subsistant avec elle, mais à les exprimer en toute « sincérité et clarté ». Mais on peut se demander jusqu'à quel point le texte de la direction d'un parti qui, comme le parti allemand, était loin d'être homogène, pouvait exprimer une conviction unanime. Il reste que le ton de la presse officielle du KPD et de ses prises de position publiques est bien loin de refléter en cette période une ligne aussi précise.

(11) Voir certains extraits dans I. Degras, *Storia dell'Internazionale Comunista attraverso i nuovi documenti ufficiali*, vol. I, 1919-1922, Milan, 1975, pp. 212-213.

précisait, certes, que *« jusqu'à un certain point, l'IC est devenue à la mode. Nous ne voulons pas que notre Internationale ressemble à la Seconde, qui a fait faillite. Nous ouvrons grande la porte à toutes les organisations révolutionnaires prolétariennes de masse [passons sur la formule, équivoque et porteuse de déviations futures], mais nous réfléchissons dix fois avant d'ouvrir la porte à de nouveaux venus qui proviennent du camp de dirigeants petits-bourgeois, bureaucrates et opportunistes, comme Hilferding et Crispian »*.

De même, la lettre posait l'alternative suivante : *« Ou bien rompre avec les éléments de droite, toujours hésitants, et vous unir à tout le prolétariat révolutionnaire international, ou bien vous unir aux éléments hésitants du centre petit-bourgeois et rompre avec le prolétariat révolutionnaire international »*.

Mais toute l'argumentation tournait autour de l'exigence *objective* d'« un unique parti ouvrier universel, avec des sections propres dans les différents pays » et d'une organisation fortement centralisée, capable aussi bien d'« exploiter la moindre occasion légale » que de créer « son organisation clandestine ». Comme si les conditions d'admission pouvaient être considérées *en soi*, indépendamment de l'ensemble — que beaucoup de délégués au II^e Congrès jugeaient pourtant discutable — des thèses constitutives du Komintern de 1919-1920, et comme si elles étaient elles-mêmes susceptibles d'être modifiées et atténuées au point de se réduire à un petit nombre de règles *générales*.

C'est dans un esprit analogue, en substance, que Zinoviev et plus encore Losovski intervinrent au Congrès des Indépendants à Halle (12-17 octobre). Leur jugement ultérieur sur ce célèbre événement fut également conditionné par une atmosphère qui ressemblait beaucoup plus à celle d'une assemblée des soviets ou d'un meeting de masse qu'à celle d'un Congrès de parti. Ce qui est au centre du Congrès de Halle, c'est moins l'alternative réformisme-communisme, conquête graduelle-conquête révolutionnaire du pouvoir, démocratie (fût-elle « prolétarienne ») — dictature, que l'alternative, qui devait être la source de convergences superficielles et hâtives dans l'immédiat et de changements de cap spectaculaires dans l'avenir : pour ou contre Moscou !

On sait que l'affrontement véritable eut lieu entre Zinoviev et Hilferding, qui devait soutenir les thèses de la droite indépendante avec plus de subtilité et de façon plus systématique, que Crispian ou Dittmann, et qui fut évidemment soutenu par Martov. Or, le réquisitoire du président de la III^e Internationale a pour axe, avant tout, l'opposition entre la thèse « menchévique » de Kautsky et Cie, selon laquelle on se serait trouvé dans une période analogue à celle qui avait suivi les révolutions de 1848-1849, et la vision bolchévique d'un nouveau 1847, donc d'un cycle révolutionnaire : les conditions objectives de celui-ci étaient toutes dramatiquement présentes et n'attendaient que d'être fécondées par le parti à la tête des organisations prolétariennes de masse. Zinoviev démontre donc que le « véritable objet du débat » ne concerne pas les 21 Points plutôt que 18, mais la préparation ou non des masses à l'affrontement final inévitable entre les classes —

affrontement dont *toute* la situation sociale semblait démontrer qu'il n'appartenait pas au royaume de la spéculation abstraite ou de l'attente messianique, mais à celui des possibilités concrètes ; c'était en fonction de cet affrontement, bien plus que pour des raisons de principe, que l'on justifiait la revendication de la violence révolutionnaire, de la dictature et de la terreur. Le deuxième axe du réquisitoire de Zinoviev est que la droite dissimule derrière une appréciation pessimiste de la situation, présentée comme le fruit d'une analyse rigoureusement scientifique, la crainte de tout ce que Dittmann et Crispin avaient vu de « mauvais » en Russie — le chaos, la faim, la misère — et, avant tout, de ce « fanatisme » sans lequel les masses ne trouveraient jamais la force de briser, au prix de sacrifices atroces, le joug de l'exploitation et de l'oppression capitalistes (12). Toutes ses critiques étaient plus que légitimes, mais elles ne suffisaient pas à placer les militants prolétariens de l'USPD devant les problèmes de la préparation révolutionnaire, qu'ils *devaient encore assimiler*.

Ces problèmes étaient à la base de ces mêmes Conditions d'admission dont la « gauche » des Indépendants s'obstinait, tout autant que la droite, à affirmer qu'elles avaient un contenu *essentiellement* organisatif et une valeur *contingente*, dans la mesure où elles se référaient à la phase de constitution des Partis communistes, celle qui avait le plus besoin de rigoureuses délimitations et était la plus liée à des formalismes nécessaires, même s'ils étaient fastidieux. Zinoviev les survola en les considérant presque comme *implicites* et en privilégiant les arguments tirés de la situation, pour persuader les congressistes qu'il s'agissait d'exigences *concrètes*, qui correspondaient aux besoins les plus immédiats et urgents de la lutte. Ceci tendait — quelle que fût la volonté du rapporteur — à créer autour du Parti et de l'Internationale une large auréole de sympathies et d'appuis prolétariens, bien plus qu'à orienter et à encadrer ce qu'on croyait être les nouvelles générations du mouvement communiste en Europe. D'ailleurs, ce fut surtout le succès *propagandiste* de Halle que mirent alors en relief la presse communiste internationale et Zinoviev lui-même dans sa brochure *Zwölf Tage in Deutschland* (Douze jours en Allemagne), écrite aussitôt après son retour en Russie. C'était, en somme, comme s'il s'agissait non pas de constituer de toutes pièces un parti communiste, mais

(12) *Unabhängige Sozialdemokratische Partei : Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitags in Halle, usw.*, Berlin, 1920. Aux pp. 144-178 se trouve le discours de Zinoviev, consacré en bonne partie à la réfutation des accusations lancées contre les bolcheviks ; celle d'opportunisme dans la question agraire et dans la question nationale et coloniale (reprise par Hilferding dans son discours, cf. pp. 179-204, où l'action de l'IC en Orient sur la base des thèses du II^e Congrès et de Bakou est vue comme l'expression d'« une politique de puissance de la République soviétique, et de lutte contre l'Angleterre ») et celle d'autoritarisme bureaucratique dans les méthodes de direction et d'organisation de l'Internationale. Sur Hilferding, il suffit de dire qu'à Halle il ne nia pas l'existence de conditions économiques favorables à une issue révolutionnaire des luttes ouvrières ; en revanche il aurait manqué une véritable conscience et une véritable volonté révolutionnaire des grandes masses, que l'USPD se proposait donc de « pousser jusqu'à la limite où elles seront contraintes de reconnaître la nécessité de sauter au-delà du régime bourgeois », sans impatience et surtout sans prétendre accélérer la révolution à coups de mots d'ordre.

de recueillir une large frange de sympathies autour d'un parti déjà constitué.

Le texte sur lequel le Congrès fut appelé à voter, et qui portait les signatures des principaux représentants de la « gauche », était le suivant :

« Le Congrès voit dans la réunion des partis révolutionnaires de tous les pays dans une Internationale unitaire et organisée de façon rigoureuse une nécessité absolue. Au capital mondial organisé doivent être opposées comme un seul bloc toutes les forces révolutionnaires du prolétariat de tous les pays. »

Le Congrès voit dans la III^e Internationale Communiste l'organisation mondiale du prolétariat révolutionnaire, et décide d'adhérer immédiatement à cette Internationale car il en partage les principes et les thèses.

Dans l'intérêt de la nécessaire homogénéité et capacité d'action de l'Internationale, le Congrès déclare expressément qu'on ne peut plus, dans la nouvelle Internationale, parler d'une autonomie des partis au sens courant jusqu'ici. Tout parti adhérent doit renoncer à une partie de son autonomie et s'insérer à part entière dans l'organisation internationale de combat pour élever au maximum sa propre capacité de lutte et celle du prolétariat international.

Le Congrès approuve les Conditions d'admission à l'Internationale Communiste et charge la direction de veiller à leur application.

Le Congrès donne mandat à la Centrale de mener à bien auprès de l'Exécutif les démarches pour l'adhésion de notre parti, et demande d'engager des négociations pour la constitution d'une section nationale allemande de l'IC » (13).

Mise aux voix, la motion recueillit 237 voix favorables contre 156 non et 2 abstentions : la scission était accomplie. Mais il vaut la peine de faire les remarques suivantes. Notons tout d'abord le fait que l'acceptation intégrale des 21 points s'accompagne de la formule-échappatoire de la renonciation à « une partie de l'autonomie du parti » ; l'insistance sur ce point n'est ni occasionnelle ni extérieure : notre délégué au II^e Congrès avait déjà mis le doigt sur ce qui devait être la plaie générale des Congrès constitutifs des sections nationales du Komintern (14). Ensuite, c'est alors que s'instaure la procédure (15) qui

(13) *Dokumente und Materialien, op. cit.*, VII, p. 328.

(14) Cf. « Le II^e Congrès de l'IC : un sommet et une croisée des chemins », dans *Programme Communiste* n° 59, pp. 70 et 80, à propos des « conditions particulières » dont on pouvait prévoir qu'elles seraient invoquées pour sauvegarder leur autonomie, même limitée, par les directions des nouveaux partis, encore liées au passé de la II^e Internationale.

(15) Il est caractéristique qu'après le Congrès la majorité victorieuse s'évertue à se présenter comme le véritable USPD en contestant à la minorité le droit, qu'elle s'était aussitôt arrogé, non seulement de conserver le nom du parti, mais d'en conserver le patrimoine, organes de presse et caisse compris (*Dokumente und Materialien, op. cit.*, VII, pp. 329-332). De son côté, pour ne pas heurter la susceptibilité de la « gauche » indépendante en vue d'une prochaine fusion, le KPD avait déjà éliminé de son sigle l'indication (S), c'est-à-dire *Spartakusbund* : il s'agissait d'arriver aux négociations sur un pied d'égalité, comme deux puissances ayant une importance égale et des droits égaux !

consiste non pas à adhérer à un parti *déjà existant et reconnu comme tel* grâce à la claire et indiscutable *continuité* de ses bases théoriques et de son action pratique (on ne dit même pas un mot du KPD !), mais à négocier *sur un pied d'égalité*, comme parti, avec l'Exécutif du Komintern. Enfin la fraction *majoritaire* d'un parti qui avait partagé avec la « social-démocratie pure » des Noske et Scheidemann les responsabilités les plus graves et fatales (gouvernement dans la jeune république d'abord, puis soutien à cette même république et à ses institutions à la manière « indirecte » — et donc beaucoup plus efficace — qui est typique du centrisme) donne *pour acquise* la liquidation complète de son propre passé, avec le poids objectif de ses conséquences sur la classe ouvrière allemande et sur ses luttes sanglantes, et du patrimoine politique et doctrinal qui faisait partie intégrante de ce passé. La motion ressemble en tous points à un simple et bureaucratique *acte notarié*.

L'acceptation intégrale des 21 points aurait dû impliquer l'assimilation d'un ensemble complet de positions de principe, celles qui peuvent seules définir un parti qui ne soit pas communiste seulement en paroles. Or, Paul Lévi avait beau s'écrier, en saluant la scission de Halle :

« A Halle, a été définitivement enterré le programme d'Erfurt, avec sa démocratie formelle, ses « revendications immédiates », sa révolution comme perspective pour l'éternité, sa « stratégie de l'usure », son réformisme. Il a fait son travail, qu'il repose en paix ! » (16) : la branche de gauche de l'USPD avait, certes, changé de peau, mais, au-delà des intentions de ses meilleurs militants, elle n'avait *dans les faits* aucun titre l'autorisant à se mettre sur le même plan que le parti communiste ; déjà terriblement décimé, celui-ci n'avait jamais cessé de subir la fureur de la réaction bourgeoise et de l'opportunisme social-démocrate, et il n'avait jamais rendu les armes.

En ce qui concerne la « gauche » des Indépendants, le processus réel — et non mécanique et bureaucratique — aurait dû être, dans l'hypothèse la plus avancée, celle d'une dissolution et d'une adhésion individuelle (même si elle était décidée collectivement) à l'unique parti déjà adhérent à l'IC ; dans l'hypothèse la plus modérée, celle d'une adhésion collective précédée d'une dissolution collective. La revendication et la mise en pratique d'un tel processus supposaient de la part du KPD(S) non seulement la disposition, mais la *capacité* à agir non en tant que *doublon du nouveau groupe*, mais en tant qu'*alternative au vieux parti dans son ensemble* ; or on est forcé de reconnaître que dans la Centrale de l'automne 1920 cette disposition, et *a fortiori* cette capacité, *n'existaient pas*. Ceci n'est pas dû à Paul Lévi comme individu : c'est dû à une faiblesse collective qu'il incarnait dans la situation extrêmement difficile alors traversée par l'ancienne Ligue Spartacus.

On ne sort pas d'une hémorragie physique et morale comme celle qui avait frappé le prolétariat allemand en 1918-19 sans de profondes

(16) Article dans la *Rote Fahne* du 19 octobre.

cicatrices, et le KPD (S) avait des difficultés énormes à en guérir. D'une part, en effet, les coups terribles de la réaction s'étaient abattus sur lui presque au moment même de sa constitution, alors que persistaient dans ses rangs des perplexités et des inquiétudes sur l'opportunité même de se constituer en parti et qu'existaient de sérieuses divergences autour de nombreux problèmes d'appréciation du moment historique et de la tactique à suivre pour y faire face. D'autre part, la phase montante de l'après-guerre social avait cédé la place, après le point culminant de la lutte contre Kapp et compagnie, à un reflux incontestable, interrompu seulement par des sursauts sporadiques. Traqué, décimé, isolé dans une atmosphère d'apathie croissante, le KPD (S) tendait — et ceci est explicable objectivement — à remettre en cause sa propre raison d'être, ou du moins à retomber dans les doutes et dans les ambiguïtés qui avaient accompagné sa complexe et difficile gestation.

Il n'est donc pas étonnant que dans ses rangs, mais surtout dans ses sphères dirigeantes, se soit toujours plus répandue la conviction — concordante avec celle de la gauche de l'USPD (voir les discours de Daümig et Stöcker à Moscou) — que le parti ne serait *vraiment* le parti révolutionnaire de classe que le jour où se serait refermée la blessure de janvier 1919 : non seulement parce qu'on romprait alors enfin un isolement par rapport aux masses qui, selon Levi, faisait de l'ancienne Ligue Spartacus moins un parti qu'une secte, mais aussi à cause d'une série de considérations dont nous parlerons brièvement, qui, *à la longue, s'identifiaient avec celles avancées par les Indépendants* dans les longs débats qui avaient précédé, accompagné et suivi le Congrès de Moscou, et portaient sur les questions fondamentales du parti, de la révolution prolétarienne, de la dictature, de la terreur, etc.

Dans une des violentes discussions internes qui avaient caractérisé l'existence pourtant brève du KPD (S), Paul Frölich, notamment, avait déjà déploré le manque d'initiative, l'incertitude — non seulement dans les paroles, mais dans les actes — des frontières tracées par la direction vis-à-vis des faux partis ouvriers, et le ton de suffisance doctorale avec lequel, tandis qu'on répétait que les masses n'étaient pas mûres pour la révolution, on prétendait remédier à leur « immaturité » par la seule arme de la *propagande*, non soutenue et valorisée par l'action. Ainsi on obtenait un double résultat négatif : d'une part on créait autour du parti une atmosphère de démoralisation et de pessimisme, et d'autre part on favorisait la tendance à faire preuve d'une extrême prudence dans l'action *pratique* pour ne pas compromettre les chances légales d'agitation et de prosélytisme conquises par le parti. Frölich avait reconnu dans ces carences une espèce de réduction à l'absurde de certaines thèses typiques de Rosa Luxemburg :

« L'idée formulée dans le Programme de Spartacus, et selon laquelle nous ne prendrons le pouvoir que sur la base de la volonté explicite de la grande majorité de la classe ouvrière est complètement châtée par l'usage qu'en fait le camarade Levi. Chez la camarade Rosa Luxemburg, cette idée tendait à empêcher que le parti ne tombe dans une tactique putschiste. Ici, au contraire, elle est utilisée pour

entraver et affaiblir l'action [...]. Pour éviter que la classe ouvrière ne prenne trop tôt le pouvoir au moyen d'une tactique putschiste, on s'efforce d'empêcher des luttes qui pourraient prendre le caractère de batailles décisives » (17).

Et Frölich ajoutait que, s'il est criminel de se jeter tête baissée dans des entreprises vouées à l'échec parce qu'objectivement prématurées et subjectivement impréparées, la plus mauvaise manière de préparer la victoire consiste à subordonner toute action à la certitude mathématique de pouvoir éviter la défaite. Cette théorie de la « révolution garantie par un acte notarié » selon l'expression de Radek, risquait d'affaiblir la classe ouvrière et de rendre son chemin plus long et plus douloureux, et non plus court et plus sûr. L'aspiration naturelle et plus que légitime à une pause permettant de respirer ne devait pas se transformer en une renonciation ou, pis en une capitulation.

Au V^e Congrès du parti, déjà cité, Ernst Meyer souleva la même question à propos de la passivité vis-à-vis des luttes revendicatives et de la timidité dans le domaine parlementaire dont avait récemment témoigné l'organisation spartakiste, et il fera remonter cette passivité à l'obsession éternelle du coup de main de minorités incultes, « immatures », incapables d'une conscience et d'une volonté propres. C'étaient d'ailleurs les Indépendants de « gauche » qui invoquaient à tout bout de champ l'autorité de Rosa Luxemburg et du *Programme de Spartacus* contre une interprétation « jacobine » — mais en réalité léniniste — de la révolution ou de la dictature du prolétariat. C'était sur leur terrain que la direction du KPD(S) tendait de plus en plus à se placer, dans l'aspiration, commune aux deux partenaires, à enterrer le passé en reconstituant une « unité » trop vite et inconsidérément brisée.

Ce qui était mis en discussion c'était, avant tout, la date de naissance du parti. Théorisant aussi bien les hésitations des Spartakistes durant la guerre à rompre organisativement avec le SPD puis avec l'USPD, que ses propres affirmations au Congrès de Moscou, Levi expliquait, quelques jours avant le Congrès de fusion, que deux voies se présentent — *en général et par principe* — aux communistes quand il s'agit de décider si on doit ou non se séparer du tronc de la social-démocratie pour créer une nouvelle organisation : quand la classe

(17) P. Frölich, « Die Kappiade und die Haltung der Partei » dans *Die Internationale*, II^e année, n° 24, 24 juin 1921, p. 31 (il faut observer toutefois que l'auteur glisse à son tour dans des naïvetés de type « infantile », et que d'autre part il ne se montrera pas moins enclin à des virages « à droite » dans les années suivantes). Au III^e Congrès mondial, Zinoviev rappellera qu'il avait dit une année plus tôt aux camarades allemands : « Nous ne comprenons pas pourquoi, lorsqu'il se produisit chez vous un mouvement, et qu'il subit une défaite, vous vous hâtez de déclarer, comme un shibollet (mea culpa), que c'était un putsch... Ne venez pas nous répéter constamment ce mot... Caractériser comme putschiste tout mouvement qui n'ait pas obtenu directement la victoire, est la chose la plus facile du monde. Nous aussi, en Russie, avant de vaincre, nous avons subi des douzaines de défaites : si nous avions voulu considérer toutes ces luttes comme des putsch, nous n'aurions jamais remporté de victoire » (*Protokoll des III. Kongresses der K.I.*, etc., Hambourg, 1921, pp. 181-182). Voir aussi K. Radek, « Die Krise in der VKPD », dans *Die Internationale*, III^e année, n° 3, fin mars 1921.

ouvrière n'est pas encore engagée dans des actions révolutionnaires, « la fondation du Parti ne se produit jamais trop tôt » ; dans le cas contraire, il n'est jamais trop tard pour le constituer, « parce qu'alors le processus de métamorphose intellectuelle des masses, le processus de leur révolutionnarisation, est si rapide, les programmes existants et les instances du parti sont bouleversés si brusquement, que chaque jour supplémentaire que les communistes passent dans l' [ancien] parti, de façon à contribuer au processus de radicalisation de ses militants, est un avantage » (18).

Lévi faisait remonter à 1903, rien de moins, la phase historique où, selon cette théorie objectivement défaitiste, la scission d'avec le SPD aurait été souhaitable. Il ne restait par contre qu'à en déplorer la réalisation dans les années suivantes, en particulier à l'époque (plus proche de la situation révolutionnaire de l'après-guerre) de la capitulation social-démocrate devant la guerre impérialiste et l'Union sacrée, et à plus forte raison en 1918-1919, c'est-à-dire précisément au moment où l'organe de direction de la révolution était une *nécessité urgente* et faisait au contraire défaut !

Dans la même optique, l'autocritique (ou l'autoflagellation ?) portait non seulement sur la *date*, mais sur les *modalités* de la naissance du parti en janvier 1919. Créé à un mauvais moment, le KPD (S) devait en effet tomber aux mains non seulement d'un groupe de révolutionnaires généreux mais politiquement impréparés (« *ohne jede politische Schulung* » !), mais d'une fraction du *Lumpenproletariat*, fille de la guerre et du désordre de l'après-guerre, formée par un « *rassemblement de spéculateurs et de filous, de flics et de bandits d'origine plus bourgeoise que prolétarienne* ». C'est à sa prédominance dans le parti qu'auraient été dues les impatiences de janvier, et par conséquent le massacre de Rosa Luxemburg, Liebknecht, Jogisches et de milliers de militants communistes. C'est ainsi que s'expliquerait l'infantilisme de gauche du Congrès de fondation, dont on s'était, heureusement mais trop tard, débarrassé au Congrès de Heidelberg de façon à pouvoir enfin se présenter au rendez-vous de la réconciliation avec les Indépendants de gauche sous l'aspect d'un parti mûr, réfléchi, responsable, épuré de ses scories originelles semi-anarchistes, semi-blanquistes et semi-putschistes (19). C'est ainsi que Levi affirmait, en

(18) P. Levi, « Der Parteitag der kommunistischen Partei » dans *Die Internationale*, II^e année, n° 26, 1^{er} décembre 1920, p. 42.

(19) En réalité, il y a toute une série d'équations dans l'idéologie « leviste » : blanquisme = putschisme, en rejetant le noyau révolutionnaire que Marx, Engels, Lénine ont pourtant toujours revendiqué chez Blanqui ; putschisme = Lumpenproletariat prenant les rênes de la révolution et du parti ; Lumpenproletariat, en bloc et pour toute l'éternité = pègre, canaille = tout ce qui se trouve à gauche du parti de classe (et qui représente un danger bien plus grand que tout ce qui se trouve à droite) ; et ainsi de suite. Nous avons rappelé dans le deuxième volume de cette Histoire que Trotsky avait dénoncé la tendance, propre en particulier au parti allemand, « à voir sur la voie de la révolution, avant tout, des difficultés et des obstacles, et à considérer toute situation avec l'intention préalable, bien que pas toujours consciente, d'éviter l'action » en se servant du marxisme dans le seul but « de motiver l'impossibilité de l'action révolutionnaire » et de consacrer les quatre cinquièmes de l'activité du parti à exorciser le « danger putschiste », devenu une obsession et un paravent de la passivité.

même temps, que la doctrine marxiste n'a pas d'indulgence pour les couches les moins « conscientes » et « politiquement préparées » de la classe ouvrière, qualifiées de « Lumpenproletariat », identifiées en bloc avec la pègre, et donc considérées comme indignes d'être rachetées et encadrées, fût-ce partiellement, par le parti : celui-ci devait au contraire éviter « toute communauté, même seulement morale » avec ces couches prises en bloc, « dans l'intérêt de son influence sur la classe ouvrière » (20).

Cette conception du parti recouvrait une autre réduction à l'absurde de thèses ou de formules chères à Rosa Luxemburg. Levi faisait un absolu de la proclamation que la « *Ligue Spartacus refuse [...] de prendre le pouvoir pour la seule raison que les Scheidemann et Ebert ont fait faillite* » et qu'« elle ne prendra jamais le pouvoir autrement que portée par la claire et indubitable volonté de la grande majorité de la masse prolétarienne en Allemagne, par l'adhésion consciente de celle-ci aux idées, aux buts et aux méthodes de lutte de la Ligue Spartacus » (21). Polémiquant durement avec Radek, il prétendait que la « possibilité de la dictature du prolétariat existe non quand la bourgeoisie s'écroule, mais quand le prolétariat s'élève, quand il a conquis dans une âpre lutte révolutionnaire la maturité spirituelle, la volonté et la claire conscience que la dictature est la seule voie de salut, quand par conséquent, le dernier prolétaire est empreint de foi dans le socialisme » (22). C'était à l'absence de cette conscience largement répandue du socialisme et des voies de la victoire révolutionnaire qu'il faisait remonter l'échec des révolutions de Hongrie et de Bavière, ainsi que les excès (?!) dans les mesures d'intimidation et de terreur prises par elles : l'alliance funeste avec la social-démocratie de gauche était le niveau maximum auquel pouvait arriver la conscience des masses ; les communistes magyars et bavares ne faisaient que refléter l'immaturité du prolétariat. C'est ainsi que Levi rejoignait par des voies obliques la conception centriste de la révolution comme produit non pas du déchaînement de la force élémentaire des grandes masses sous la pression des conditions matérielles intolérables, mais de leur degré d'« adhésion consciente au socialisme » : révolution consciente et révolution propre qui, « dans des moments graves » ne manquera sans doute pas de prendre des « mesures draconiennes également contre les lâches et les traîtres dans les rangs mêmes de la classe ouvrière », mais ne fera pas pour autant de la répression « une méthode d'unification et de rassemblement du prolétariat » et qui, on l'imagine, réduira à un minimum homéopathique la terreur rouge vis-à-vis de la bourgeoisie elle-même, vaincue mais bien loin encore d'être domptée.

(20) Article cité, p. 43. Voir aussi dans V. Gotz, « Friedrich Engels politisches Testament », dans *Die Internationale* n° 26, *op. cit.*, qui réduit le « testament politique d'Engels » à la condamnation du « blanquisme ». Nous nous arrêtons là !

(21) « La Gauche marxiste et le mouvement communiste international », *Programme Communiste* n° 58, pp. 97-99.

(22) P. Levi, « Die Lehren der ungarischen Revolution », (« les leçons de la révolution hongroise »), dans *Die Internationale*, II^e année, n° 24, 24 juin 1920, pp. 32-33.

Tout ceci montre que les sphères dirigeantes du KPD (S) s'étaient totalement *identifiées* avec les thèses des Indépendants. L'acceptation de ces derniers dans le parti était une conclusion *peut-être inévitable* du cours historique de l'après-guerre en Europe (23) ; mais pour ne pas avoir de conséquences néfastes, elle exigeait de la part des Spartakistes la plus grande fermeté dans la défense et la propagation des fondements de la conception marxiste de l'Etat, de la révolution et de la dictature. Elle exigeait donc également la capacité d'assimiler et de digérer le corps fondamentalement étranger qu'ils étaient sur le point d'accueillir dans leur sein, et l'autorité non seulement morale mais objective nécessaire pour donner une orientation claire et une sûre issue à tout le processus de fusion. Or, ce qui était véritablement dramatique, c'est que tout ceci manquait, du moins dans les sphères déterminantes du parti. Dans sa lettre au KPD après le Congrès de Halle, l'EKKI écrivait :

« La fusion de tous les éléments communistes d'Allemagne dans un unique grand parti est un événement d'une portée historique mondiale : le Spartakusbund a rempli sa mission ; à l'heure actuelle sa tâche est de se fondre dans le grand parti unique et d'être une force motrice de l'unification communiste » (24).

Il s'inclinait ainsi devant la constatation de fait que c'était la Ligue Spartacus qui se fondait « dans le grand parti unique » et non les forces tendanciellement révolutionnaires mais pas encore pleinement communistes de l'USPD qui se fondaient dans le Spartakusbund. D'autre part, en lui demandant de « *prendre la direction du grand parti communiste unique en cours de formation pour lui apporter la clarté d'idées communistes* », l'EKKI se préparait à la difficile perspective de devoir assumer *intégralement* la tâche que normalement il aurait dû mener à bien *en commun* avec le parti allemand. Il comptait, pour y réussir, non seulement sur ses *propres forces*, mais sur celles d'un mouvement qu'on espérait plus solide internationalement et susceptible localement de se consolider dans les luttes imminentes ainsi que dans le creuset d'une organisation internationale fermement centralisée. De ce point de vue, on comprend également pourquoi Moscou insistait pour que les Spartakistes se montrent « *plus tolérants à l'égard du KAPD* », en tenant compte du fait qu'à son Congrès tenu à Berlin du 1^{er} au 4 août, celui-ci avait désavoué le « national-bolchévisme » de Wolffheim et Laufenberg et l'antisoviétisme viscéral d'Otto

(23) Dans son bref commentaire à la scission de Halle, *Il Soviet* écrivait : « Certes, cette réunion de deux partis en un ne peut être acceptée que comme un fait de caractère exceptionnel, admissible dans la phase de constitution de l'Internationale communiste. L'héritage du II^e Congrès devra être celui de l'organisation du mouvement dans tous les pays, après quoi on ne pourra pas admettre d'autre processus d'adhésion à la III^e Internationale que l'adhésion individuelle normale aux partis qui en constituent les sections dans chaque pays » (« Le congrès des Indépendants allemands » dans *Il Soviet* n° 26, octobre 1920 : extraits dans I. Degras, *op. cit.*, p. 214).

(24) Lettre du CEIC au Congrès du Parti communiste allemand, octobre 1920 ; extraits dans I. Degras, *op. cit.*, p. 214.

Rühle, et qu'il comptait d'autre part dans ses rangs de « sérieux et excellents révolutionnaires prolétariens » (25).

Personne ne considérait d'un œil plus critique que les bolchéviks les théories des Pannekoek et des Gorter. Cependant, « en considérant le passé du mouvement allemand, dira Zinoviev au III^e Congrès mondial, il était évident pour nous que le danger [pour le parti qui était né de la fusion avec les Indépendants] n'était pas aussi menaçant de la part de la gauche que de la part de la droite » et que, jusqu'à un certain point, les déviations kaapédistes avaient trouvé leur terrain de culture dans les erreurs et les déficiences spartakistes ; elles étaient donc plus faciles à « guérir » et l'apport des meilleurs militants du KAPD aurait pu conférer au parti unifié la trempe, l'élan et la combativité qu'un long calvaire et enfin l'afflux d'éléments douteux (du moins au sommet) du parti Indépendant tendaient à émousser (26). De là l'idée de convoquer à Moscou pour un franc débat autour des points de désaccord une délégation kaapédiste dirigée par Gorter lui-même et, après la rencontre et malgré les graves divergences que le magnifique discours de Trotsky (27) non seulement n'avait pas éludées mais avait mises clairement en lumière, la décision d'accueillir le parti dans l'IC en tant que « parti sympathisant ».

Cette tentative, tout aussi anormale que la fusion USPD-KPD (28) n'eut pas de suite. D'une part les Gorter et les Pannekoek n'atténuerent en rien leur polémique et l'espoir de les convaincre, et d'attirer dans l'IC les éléments les plus combatifs et résolus de leur base ouvrière se révéla illusoire. D'autre part le parti allemand ne se montra pas plus « tolérant » envers le KAPD ; en protestant contre son admission dans le Komintern en tant que parti sympathisant, il employa des

(25) *Ibid.* On a déjà fait allusion à la question dans « La gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international », *Programme Communiste* n° 58 », pp. 132 à 134, et la note 1) de la p. 133. Voir aussi l'article de Bordiga à Berlin, « La situation en Allemagne et le mouvement communiste », *ibid.*, pp. 186-190.

(26) Rapport Zinoviev dans le *Protokoli* du III^e Congrès, déjà cité, pp. 180-182 et 185-187.

(27) « Discours sur la politique du KPD » à la session du 24 novembre 1920 du Comité Exécutif de l'IC, dans Léon Trotsky, *The first five years of the Communist International*, Londres, 1973, I, pp. 174-189, et dans *Problemi della rivoluzione in Europa*, Milan, 1979, pp. 105-121. On se rappellera que, dès le II^e Congrès, Lénine et Trotsky, surtout, avaient engagé une discussion avec les conseillistes, spontanéistes, ouvriéristes, anarcho-syndicalistes, etc., en se mettant sur leur terrain, et en démontrant que les principes qu'ils haïssaient le plus (rôle du parti, caractère de la dictature prolétarienne, centralisation, etc.) étaient en réalité posés comme des exigences vitales par le développement même de leur pensée et de leur action.

(28) Notre courant s'opposa aussi au cours des années suivantes à l'introduction dans le Komintern de la figure équivoque du « parti sympathisant ». En décembre 1920, Humbert-Droz avait également pris position contre la décision relative au KAPD dans un lucide article du *Phare* (cf. J. Humbert-Droz, *L'Internazionale comunista fra Lenin e Stalin*, Milan, 1974, p. 52). Alors très proche de nous, Humbert-Droz se convertira ensuite aux manœuvres « élastiques » de l'IC et au stalinisme, quitte à retourner plus tard dans le sein de la social-démocratie suisse et mondiale.

arguments dont certains étaient formellement valables (29) mais témoignaient du même esprit arrogant et aristocratiquement dédaigneux avec lequel il avait coutume d'affubler de l'étiquette « infâmante » de putschiste ou de *lumpen* tous ceux qui ne s'adaptaient pas aux schémas nets et élégants d'une « sagesse tactique » supérieure.

Le dessein stratégique de Moscou supposait que les deux « maladies » du mouvement, l'opportunisme centriste et l'infantilisme de gauche, fussent enracinées moins profondément qu'elles ne l'étaient en réalité, ou bien que, dans le feu d'une situation sociale de montée, elles subissent un processus « physiologique » permettant de sélectionner les cellules saines des cellules irrémédiablement perdues. Il supposait en outre qu'il existât au moins le noyau d'un parti communiste vacciné contre les deux « maladies » opposées, et donc capable de leur opposer les anticorps nécessaires. Or l'une et l'autre condition faisaient défaut, du moins à l'échelle qui aurait été indispensable : toute l'Internationale paiera cette réalité objective et ses conséquences néfastes. En 1920, il était difficile aussi bien d'imaginer une solution différente de celle qui fût finalement adoptée, que de croire qu'une solution différente, fondée sur des critères rigides comme ceux que nous avons nous-même préférés, pût présenter plus de garanties de solidité et de durée (30) : si on considère ce qu'était et ce que sera par la suite ce que nous pourrions appeler, non tant la « gauche » du VKPD que son aile critique, il est franchement permis d'en douter. Ce que l'on peut regretter (et ce que nous avons toujours regretté) c'est que, non à l'époque mais dans la période suivante,

(29) La lettre de protestation (*Rote Fahne* du 28 décembre) s'appuie sur les arguments suivants : 1) dans les pays où la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour, on ne doit pas s'associer à des partis non communistes comme le KAPD ; 2) Différentes sections de celui-ci sont déjà passées au VKPD ; la décision de Moscou équivaut donc à administrer de l'oxygène à un mourant : ou bien l'Exécutif considère le VKPD comme communiste, et alors il doit le renforcer, au lieu de l'affaiblir en maintenant en vie un organisme concurrent, ou bien il est d'un autre avis, et alors il doit en tirer les conséquences logiques ; 3) l'autorité de l'IC, dont on a invoqué le jugement négatif sur le KAPD pendant de longs mois, est une arme de propagande qui s'émousserait le jour où on devrait changer de langage pour suivre ses directives. Dans un article du 24 décembre, Levi est encore plus draconien : « Si le CE juge que le VKPD n'est pas à la hauteur de ses tâches, qu'il forme un autre parti ; mais qu'il y en ait un, et un seul ». Considération juste, si elle n'était annulée par un préjugé constant contre le KAPD, considéré comme anticommuniste, alors que Levi tendait (à la manière de Serrati) à considérer au fond la gauche de l'USPD comme déjà communiste.

(30) On ne doit d'ailleurs pas oublier que l'acceptation sans réserve des 21 conditions par la gauche indépendante lia les mains de l'EKKI alors que cela ne se produisit pas dans d'autres cas. Il Soviet observait dans la note déjà citée qu'à Halle avait été réaffirmé le principe « selon lequel il ne s'agit pas d'exclure certains hommes connus, champions de l'opportunisme, mais d'exclure en bloc les minorités non communistes, les minorités qui au Congrès se déclarent contre les principes et les conditions de l'IC » (comme on le fit précisément) ; on avait réaffirmé le principe selon lequel « face aux points programmatiques fondamentaux, il n'est pas question de discipline plus ou moins acceptée et respectée, mais d'être ou de ne pas être, de rester dans le parti ou d'en sortir ». Il était donc difficile, objectivement, d'opposer des barrières supplémentaires à l'entrée des Indépendants de gauche.

on ait abandonné les critères de rigueur organisationnelle et tactique qui seuls auraient permis de redresser le parti : le résultat fut que l'on se retrouva à chaque fois devant le *fait accompli* de tournants tactiques et organisationnels brusques et pour le moins discutables, et pire encore que l'on se laissa conditionner ou même diriger par eux. Mais ceci est un autre chapitre de l'histoire du mouvement communiste international, lorsque nous nous sommes trouvés pour la première fois en désaccord profond avec cette III^e Internationale qui avait été pour nous, plus que pour tout autre courant communiste européen, la plus grande conquête prolétarienne de l'après-guerre, et il n'y a pas lieu d'en parler ici.

La suite de l'histoire de la formation du VKPD est vite racontée. Le Congrès de fusion des 4-7 décembre à Berlin fut précédé, comme nous le disions, d'un dernier Congrès du KPD du 1^{er} au 3 novembre. Au-delà de ses résolutions d'ailleurs sans intérêt particulier, celui-ci offrit l'image, certes peu enthousiasmante, d'un parti qui se considérait, à la manière de Salomon, à la veille de se rencontrer à mi-chemin avec la gauche de l'USPD : celle-ci avait fait, selon Thalheimer, quelques pas en direction de la clarté théorique tandis que le KPD était en train de la perdre au cours d'une série d'erreurs tactiques. De plus, il s'apprêtait à affronter la dure épreuve de l'unification avec des forces supérieures aussi en nombre, dans un état de *profonde division*, tant en ce qui concerne le parti lui-même que ses rapports avec l'Internationale (31). Le Congrès d'unification eut lieu rapidement après, dans une atmosphère d'enthousiasme, et donc sans débats importants. Il est intéressant toutefois de relever, encore une fois, l'intervention de Levi. Tout en réaffirmant son désaccord avec Moscou sur la question du KAPD, il annonçait la manœuvre tactique particulière adoptée à l'égard du gouvernement socialiste de Saxe et qui consistait en une opposition non plus « loyale », comme à l'époque du putsch de Kapp, mais « déloyale », c'est-à-dire en un appui au gouvernement, mais pour « *donner aux socialistes majoritaires et aux Indépendants de droite l'occasion de montrer toutes leurs manœuvres* ». Il s'agissait d'une anticipation de la tactique du « gouvernement ouvrier » que seuls les archi-opportunistes d'aujourd'hui peuvent trouver en continuité avec la directive donnée par Lénine dans la *Maladie infantile* de « *renoncer pour un temps aux tentations de renverser par la force un gouvernement auquel la majorité des ouvriers des villes fait confiance* » (32).

(31) Le conflit portait, comme d'habitude, sur la conception du parti comme pur organe de propagande plutôt que comme organe actif et agissant : le manifeste rédigé à l'origine par Levi fut modifié par Radek, après un vif incident, pour souligner précisément le rôle de l'action dans la conquête des grandes masses et dans l'intérêt même de leur « *Schulung* », de leur apprentissage. En ce qui concerne les positions de Thalheimer et Levi lui-même, voir le *Bericht des V. Kongresses der KPD, usw.*, Berlin 1920. Selon une allusion de Radek au III^e Congrès mondial, Levi, qui avait déjà décidé de se retirer de la vie politique, fut élu co-président à la suite d'un ultimatum des Indépendants. Il est sûr en tous cas que le visage du VKPD à peine né est beaucoup plus « indépendant » que « spartakiste ».

(32) Lénine, « La maladie infantile du communisme : « le gauchisme », appendice 2, dans *Œuvres*, t. XXXI, p. 108.

En effet, la tactique du « gouvernement ouvrier » consiste à l'inverse à renoncer à *ne pas le soutenir*, à l'« aider » à se démasquer comme instrument de la réaction, sans même se demander si on ne risque pas, ce faisant, de passer pour ses complices.

Comme pour confirmer que les deux branches du mouvement jouissaient de la même dignité, et donc des mêmes droits, le Congrès finit par élire deux présidents du nouveau parti — Levi et Däumig — entourés d'une Centrale également paritaire. Il vota à l'unanimité un programme aussi général que prolix, et complété par des schémas programmatiques même trop minutieux sur les questions agraire, syndicale et organisationnelle. Deux mois plus tard, la *Centrale* était en pleine crise : en avril 1921, les deux présidents, un nombre non négligeable de dirigeants grands et petits, et une fraction appréciable de militants quittaient le parti.

(Dans le prochain numéro : La constitution du PCF.)

VIENT DE PARAÎTRE

**La situation politique en Algérie
et les
tâches des révolutionnaires**

CAHIER D'EL OUMAMI N° 2

5 FF

5 da

Les "trotskystes" contre Trotsky... et réciproquement

Dans notre numéro 83 (juillet 1980) nous avons relevé la signification et l'importance de *Terrorisme et Communisme*, qui venait d'être réédité par les Editions Prométhée. Nous avons rappelé aussi pourquoi ce livre était depuis longtemps introuvable : Trotsky y condamne sans appel tout le cours de ce qui s'appelle le « trotskysme ».

Aussi avons-nous été quelque peu surpris de voir dans *Rouge* n° 936 (septembre 1980) un compte rendu enthousiaste du livre de Trotsky. Sous la signature de Jean-Michel Masson, l'organe de la LCR retrouvait soudain des accents qu'on ne lui avait pas entendu depuis des années. Il exaltait l'*insurrection armée* du prolétariat, l'*exercice dictatorial* du pouvoir, la *violence révolutionnaire* et la *terreur rouge* comme seuls moyens d'assurer la victoire du prolétariat. Bref, à la suite de Trotsky, il prenait le contre-pied de tout le programme démocratique prôné à longueur d'année par les trotskystes.

Certes, le compte rendu n'était pas complet : il y manquait la question centrale, celle sur laquelle Trotsky insiste sans relâche tout au long de son écrit, *la question du parti*. Elle n'y était pas, mais son absence même était on ne peut plus parlante. Il était évident que Masson n'avait pas pu l'« ignorer », mais qu'il l'avait consciemment et délibérément escamotée. Soit qu'il n'ait pas une position tranchée sur cette question, et hésite entre la position de Trotsky et celle de la LCR ; soit qu'il en ait une, mais contraire à celle du Secrétariat Unifié et qui, exposée clairement, au-

rait empêché la publication de son article par *Rouge*. Peut-être Masson hésitait-il à poser carrément le problème, se contentait d'inciter les militants à lire *Terrorisme et Communisme* en prenant appui sur l'*aspiration révolutionnaire* qui les anime et que la LCR prétend représenter, et pensait que... Trotsky ferait le reste.

Nous n'avons pas été les seuls surpris par cet article. Henri Weber aussi l'a été, et dans le n° 938 de *Rouge* il descend dans l'arène pour cogner de toutes ses forces non seulement sur Masson, mais sur Trotsky lui-même. Au nom de l'orthodoxie « trotskyste », bien entendu.

D'abord, il fait semblant d'approuver la *violence révolutionnaire*, mais il le fait en invoquant « *les conditions dans lesquelles la jeune république soviétique lutte pour sa survie* ». Déjà dans les années vingt, les « centristes » aussi bien que les ultra-gauchistes du « communisme européen » étaient prêts à accepter bien des choses « déplaisantes »... en Russie. C'est donc de façon tout à fait hypocrite que Weber approuve « *toute cette partie du livre de Trotsky* », et c'est pour mieux rejeter absolument l'« *autre partie, qu'un marxiste révolutionnaire aujourd'hui ne saurait en aucun cas cautionner* », à savoir « *les chapitres consacrés à l'Etat de dictature du prolétariat* » et à la question du parti qui en est inséparable.

La dictature du prolétariat, voilà bien une chose dont les trotskystes n'aiment pas entendre parler. Ou, s'il faut en parler, ils la transforment

en... démocratie universelle. Et Weber sait très bien, lui aussi, que l'insurrection armée, la dictature prolétarienne, la terreur rouge, qu'il passe discrètement sous silence, impliquent la direction du parti. Alors que, dans « La maladie infantile », Lénine montre que la dictature dirigée par le parti unique du prolétariat constitue l'aspect universel de la révolution russe, Weber prétend que Trotsky érige ainsi « les faiblesses du pouvoir soviétique en vertu ».

Il va jusqu'à lui reprocher de présenter « l'alliance avec d'autres partis ouvriers [...] comme le plus court chemin vers leur liquidation ». Liquider les faux partis ouvriers, quelle horreur ! Pour Trotsky, comme pour Lénine ou pour nous, cette liquidation est absolument nécessaire. Dans les conditions de la Russie, où d'autres forces sociales avaient encore un potentiel révolutionnaire, on pouvait effectivement la réaliser à travers une « alliance » ; nous, nous avons nié que cela soit possible dans les pays où la bourgeoisie est au pouvoir depuis longtemps, contrairement à l'Internationale qui espérait éliminer les partis social-démocrates et centristes par un « front unique » avec eux. Weber, aujourd'hui, ne conteste pas la tactique du « front unique politique », mais son but, à savoir la liquidation des partis qui prétendent représenter le prolétariat, mais sont en réalité les agents de la bourgeoisie en son sein.

Le Secrétariat Unifié, et on peut en dire autant des autres tendances trotskystes, renie désormais sans fard le principe du parti unique, seule direction possible pour la révolution et la dictature comme Trotsky le démontre de la façon la plus tranchée dans *Terrorisme et Communisme*.

Nous avons rappelé (voir le n° 83) pourquoi Trotsky lui-même a reculé sous la pression de la contre-révolution jusqu'à faire des concessions fatales sur cette question capitale. Mais c'est une infâme calomnie que de prétendre qu'il « deviendra de plus en plus le champion du pluralisme et de la démocratie socialiste ». Trotsky champion du pluralisme ? Revendiquant comme un vulgaire Weber la nécessité d'« autres partis ouvriers » ? Non alors !

On pourrait conclure ce rappel en détournant une phrase de Weber, qui qualifie *Terrorisme et Communisme* de « le plus mauvais, le plus accablant texte jamais publié par Trotsky ». Le plus accablant, en effet, pour ceux qui osent encore se réclamer de lui.

Mais on peut tirer encore une autre conclusion, cette fois de la façon dont Masson s'est fait taper sur les doigts. La LCR ne revendique pas seulement le pluralisme des partis, elle accepte aussi, et c'est tout à fait cohérent, le pluralisme en son sein. Du coup, des militants sans doute sincèrement épris de révolution, aspirant à l'insurrection violente, à la véritable dictature prolétarienne, à la terreur rouge, peuvent être tentés de faire de l'« entrisme » chez les trotskystes, comme ceux-ci en faisaient dans la social-démocratie (voir *Programme Communiste* n° 78). En réalité, comme toujours, ce « pluralisme » et cette « démocratie » ne sont qu'un piège qui sert à capter et à paralyser les énergies révolutionnaires, et ceux qui s'y laissent prendre servent à leur tour d'attrape-nigaud. Dès que les questions sérieuses sont posées, le « pluralisme démocratique » se résout en monolithisme et en dictature des positions contre-révolutionnaires. Il ne saurait en être autrement.

PRESSE DU PARTI

programme communiste

Revue théorique trimestrielle en français

communist program

Revue trimestrielle en anglais

el programa comunista

Revue trimestrielle en espagnol

kommunistisches programm

Revue trimestrielle en allemand

il programma comunista

Journal bimensuel en italien

le prolétaire

Journal bimensuel en français

el comunista

Journal mensuel en espagnol

proletarier

Journal bimestriel en allemand

el - oumami

Bulletin bimestriel français-arabe
pour le Maghreb

el proletario

Bulletin trimestriel en espagnol
pour l'Amérique latine

kommounistikô prôgramma

Bulletin trimestriel en grec

enternasyonalist proleter

Bulletin trimestriel en turc

ISSN - 0033 - 037 X